

FIVA

Fonds d'Indemnisation
des Victimes de l'Amiante

Rapport d'activité 2024

FIVA
Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante

Accompagner les victimes de l'amiante

Le FIVA est un établissement public administratif national qui indemnise les victimes de l'amiante et leurs ayants droit

Retrouvez-nous sur

www.fiva.fr

L'ÉDITO

de Pascale Bailly, présidente du FIVA

L'année 2024 a été marquée par une continuité de l'engagement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) dans sa mission essentielle : assurer la réparation des préjudices subis par les victimes de l'amiante et leurs ayants droit. Cette année a été particulièrement soutenue pour le FIVA, avec une augmentation de près de 10 % de nouveaux dossiers et de nouvelles demandes par rapport à 2023. Le FIVA a non seulement réussi à absorber cette augmentation mais également à réduire le stock de demandes tout en respectant rigoureusement les délais de paiement.

Cette hausse de la demande masque la persistance du non-recours. Le Conseil d'administration a salué à cet égard l'adoption par le Parlement de l'article 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024. Par cet article, le FIVA a désormais une double mission : non seulement indemniser intégralement les préjudices des personnes exposées à l'amiante mais aussi les identifier. Cette modification doit permettre au FIVA, lorsque le décret d'application aura été pris, d'obtenir la communication auprès de différents services publics de données afin de développer une politique dite « d'aller vers » et de contacter directement les patients atteints de pathologies liées à une exposition à l'amiante.

En 2024, le FIVA a pris acte de la suppression du groupe de travail amiante de l'Assemblée nationale, suppression que nous regrettons. Si les raisons de cette suppression n'ont pas fait l'objet d'une communication par l'Assemblée nationale, il est essentiel de souligner que le FIVA demeure pleinement engagé dans sa mission d'indemnisation et continuera d'informer les parlementaires et de suivre avec attention l'évolution des politiques publiques relatives à l'amiante et à ses conséquences sanitaires.

À la suite des difficultés constatées pour l'exécution des dépenses d'indemnisation en 2023, le FIVA a souligné le caractère inadapté de l'application de crédits limitatifs à des dépenses d'indemnisation qui sont légalement dues aux victimes. Le FIVA a donc transmis aux autorités de tutelle, en mars 2024, un vœu adopté par le Conseil d'administration de l'établissement sur le caractère non-limitatif des dépenses budgétaires d'indemnisation, ce qui permettrait également d'harmoniser les pratiques avec les organismes de sécurité sociale dont les prestations ne sont pas soumises à ce caractère limitatif des dépenses.

L'enquête annuelle de satisfaction confirme cette année encore le haut niveau de satisfaction des victimes : 96,3 % des répondants à l'enquête se disent satisfaits des contacts avec le FIVA (96 % en 2023), et 98,8 % des victimes vivantes et 99,2 % des victimes de pathologie lourde sont satisfaites.

En 2025, le FIVA aura notamment pour défi de poursuivre les travaux de refonte de l'outil métier SICOF. Cette modernisation de l'outil doit permettre de continuer d'assurer le traitement des dossiers des victimes tout en facilitant le travail quotidien des agents.

J'espère que ce rapport d'activité 2024 vous offrira une vision complète du travail au sein de l'établissement et des progrès réalisés au service des victimes de l'amiante. Ainsi que vous pourrez le voir dans les développements qui suivent, le FIVA est un établissement public qui répond avec efficacité à ses missions. Au nom du Conseil d'administration, je souhaite exprimer notre gratitude envers les agents du FIVA et envers celles et ceux qui soutiennent notre mission et participent à rendre possible ces excellents résultats.

FIVA

Rapport d'activité 2024

SOMMAIRE

05 · Le FIVA en chiffres

06 · Le FIVA en 2024

Partie 1

AU CŒUR DU FIVA

10 · 2024 par le Directeur

12 · Un rebond inattendu des nouveaux dossiers reçus

14 · Au service des victimes

16 · Le service indemnisation poursuit sa mue

19 · Des demandeurs toujours au centre des attentions

21 · La communication interne se développe

22 · Des agents qui s'adaptent aux réalités quotidiennes

Partie 2

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

28 · Rappel historique du FIVA

30 · Le conseil d'administration

34 · L'organigramme du FIVA

36 · Le contrôle interne

38 · La CECEA

43 · COP 2024-2026 : un nouveau souffle

Partie 3

RESSOURCES FINANCIÈRES DU FIVA

48 · Ressources financières

52 · Dépenses du FIVA

Partie 4

DONNÉES TECHNIQUES

58 · Les demandes

73 · Les décisions

83 · L'activité contentieuse

97 · ANNEXES

LE FIVA EN 2024

74
agents au service des victimes et de leurs ayants droit

19 147
nouvelles demandes d'indemnisation déposées

17 349
décisions d'indemnisation formulées par le FIVA

377,4 M€
consacrés à l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droit

91 %
de réussite dans le cadre des recours engagés par le FIVA contre les employeurs responsables

96,2 %
de satisfaction globale des victimes et ayants droit sur la qualité du service rendu par le FIVA

LE FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DE L'AMIANTE en 2024



Le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA), créé par l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, est un établissement public administratif. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget.

Sa mission est d'assurer la réparation intégrale de l'ensemble des préjudices subis par les victimes et leurs ayants droit résultant directement d'une exposition à l'amiante sur le territoire de la République française.

La gouvernance du FIVA est assurée par un conseil d'administration présentant une composition atypique : les organisations syndicales et les organisations d'aide aux victimes disposent respectivement de 5 et 4 sièges, les organisations patronales de 3 sièges. Le directeur de la caisse nationale d'assurance maladie et 3 personnalités qualifiées sont en outre membres du conseil d'administration. Enfin, l'État dispose de 5 représentants au sein de ce conseil.

Cette organisation spécifique est liée à l'histoire de l'utilisation de l'amiante en France et les actions menées par des associations de victimes pour défendre leur droit à une juste réparation. La composition équilibrée de ce Conseil a permis d'assurer une indemnisation intégrale des préjudices subis par les victimes, de manière rapide et équitable, sur tout le territoire de la République française.

Depuis sa création, plus de cent quinze mille victimes[1] ont saisi le FIVA : au 31 décembre 2024, 7,7 milliards € ont été attribués (montant total cumulé d'indemnisations).

Établi à l'intention du Parlement et du Gouvernement, ce vingt-troisième rapport d'activité couvre l'année civile 2024. Il a été approuvé le 17 juin 2025 par le conseil d'administration du FIVA, conformément aux dispositions de l'article 53-VII de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 et de l'article 8-8 du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001.

1 · Le terme « victime » employé au sein du présent rapport désigne exclusivement les personnes atteintes d'une pathologie liée à une exposition à l'amiante ayant saisi le FIVA, le rapport d'activité retraçant par définition la seule activité du Fonds.

Une année marquée par une nette croissance de la demande

Globalement stable sur les dernières années à 17 400 unités annuelles, la demande[2] a connu une évolution marquée cette année et retrouve un étiage comparable à celui enregistré antérieurement à la crise COVID, avec 19 147 demandes reçues en 2024, en croissance de près de 10 % par rapport à l'année précédente. L'évolution est comparable s'agissant du nombre de dossiers. Le FIVA a en effet ouvert 2 916 nouveaux dossiers[3] sur la période (contre 2 652 en 2023).

Les maladies dites « spécifiques » sont listées par l'arrêté du 5 mai 2002 : *mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine, du péricarde et autres tumeurs pleurales primitives ; plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.*

Consolidation de la structure de la demande autour des ayants droit et des demandes supplémentaires

Cette année encore, les ayants droit portent l'essentiel de la demande du FIVA mais leur poids continue cependant de diminuer, passant sous les 50 % du total. La part des demandes initiales formées par les victimes semble de son côté avoir cessé sa lente érosion pour se stabiliser depuis 3 ans à 15 %. À l'inverse, la part des demandes supplémentaires continue de croître régulièrement dans la structure des demandes depuis 2018, année de diffusion du nouveau formulaire, se rapprochant en 2024 du tiers de la demande totale.

2 · Cette notion recouvre l'ensemble des demandes d'indemnisation comptabilisée par préjudice ; il peut y avoir plusieurs préjudices par dossier.

3 · Un « nouveau dossier » correspond à la première demande d'une victime non encore enregistrée dans l'outil métier, quel que soit le nombre de préjudices qu'elle souhaite voir indemnisés.



De nouvelles pathologies reconnues

Les cancers du larynx et de l'ovaire sont suivis dans les statistiques du FIVA depuis leur reconnaissance comme maladies professionnelles en lien avec une exposition à l'amiante[4] le 14 octobre 2023. Le FIVA a ainsi pris en charge en 2024 18 cancers du larynx (contre 7 l'année précédente) et 3 cancers de l'ovaire.

Une qualité de service maintenue malgré la croissance soutenue de la demande

Alors que les nombres de dossiers et de demandes ont cru de près de 10 % cette année, le nombre de décisions émises est supérieur au résultat de 2023, à 17 349 (+2,8 %). Les équipes ont ainsi traité l'afflux de demandes tout en maîtrisant le stock de dossiers sans offre, qui reste comparable à l'étiage de 2023.

Et malgré cette charge de travail supplémentaire, qui peut expliquer la dégradation du délai moyen de présentation des offres de 1 semaine (4 mois et 3 semaines en 2024 contre 4 mois et 2 semaines en 2023), les délais des offres aux victimes se maintiennent bien en deçà du délai légal de 6 mois, avec un effort porté sur les victimes de pathologies graves qui voient leur délai de présentation diminuer de 2 semaines.

4 · Décret nº 2023-946 du 14 octobre 2023 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale

Partie 1

AU CŒUR DU FIVA

2024 : une année particulière

10 · 2024 par le Directeur
12 · Un rebond inattendu des nouveaux dossiers reçus
14 · Au service des victimes
16 · Le service indemnisation poursuit sa mue
19 · Des demandeurs toujours au centre des attentions
21 · La communication interne se développe
22 · Des agents qui s'adaptent aux réalités quotidiennes

Entretien avec Jean-Luc Izard, directeur du FIVA



Le FIVA a pour mission d'indemniser les victimes de l'amiante et leurs ayants droit. En quoi la relation avec les demandeurs est-elle au cœur de votre action ?

Jean-Luc Izard — Depuis sa création, le FIVA place la qualité du service rendu au centre de sa mission d'indemnisation. Il ne s'agit pas seulement de verser une indemnisation en réparation de préjudices subis, mais aussi d'apporter écoute, clarté et accompagnement dans un moment souvent difficile. Nous attachons une grande importance à la compréhension des attentes des usagers et à l'adaptation continue de nos pratiques. L'enquête annuelle de satisfaction, que nous réalisons depuis plusieurs années, est un outil précieux pour améliorer la qualité du service rendu.

Quels enseignements tirez-vous de l'enquête annuelle de satisfaction menée en 2024 ?

Jean-Luc Izard — Cette année, les résultats de l'enquête font apparaître un niveau de satisfaction toujours très élevé et qui continue de progresser : 96,2 % des demandeurs interrogés, qu'ils aient été indemnisés ou qu'ils soient en attente d'indemnisation, se déclarent satisfaits de la qualité du service rendu par le FIVA, un chiffre en progression de 3 points par rapport à l'an passé. La satisfaction des ayants droit augmente également en 2024 pour atteindre 94,8 % (soit +3,3 points).

Nous observons également une progression significative de la satisfaction parmi les demandeurs non encore indemnisés (90,9 % se disent satisfaits, soit une augmentation de +10,6 points par rapport à 2023). Ces résultats sont positifs et motivants pour l'ensemble de l'établissement et traduisent l'engagement quotidien de nos équipes.

Justement, les échanges avec le FIVA sont souvent salués. Quels efforts ont été menés en ce sens ?

Jean-Luc Izard — L'accessibilité et la qualité de nos échanges avec les demandeurs sont des axes stratégiques. Notre permanence téléphonique reste très sollicitée : 64,9 % des demandeurs indemnisés et 54,9 % des demandeurs en attente d'indemnisation ayant répondu à l'enquête de satisfaction y ont recours. Cette plateforme téléphonique continue de susciter un haut niveau de satisfaction (plus de 95 %).

Par ailleurs, nous avons poursuivi nos efforts pour améliorer la clarté et la lisibilité de nos écrits avec la refonte de tous les modèles de courriers, tant sur le fond que sur la forme. Cette refonte, en cours d'intégration dans notre outil métier SICOF, vise à renforcer la lisibilité de l'information transmise, à limiter le recours à un langage trop juridique et à mieux accompagner les usagers dans leurs démarches. Cette initiative illustre notre volonté d'adapter nos outils aux attentes des demandeurs.

Le site internet du FIVA et le service « FIVA Demandeur » ont aussi évolué cette année. Quel est votre bilan ?

Jean-Luc Izard — Le lancement du nouveau site « fiva.fr » et de la plateforme en ligne « FIVA Demandeur » l'année dernière a marqué une étape importante dans notre politique de modernisation. Le site internet est perçu comme simple d'utilisation, clair, et apprécié par ceux qui y ont recours. Toutefois, une part significative des usagers ne l'a pas encore découvert : nous poursuivrons donc nos efforts pour mieux le faire connaître.

Concernant « FIVA Demandeur », mis en place le 15 juin 2023, près de 10 % des demandes ont été effectuées en ligne en 2024. Ce chiffre, après seulement quelques mois d'existence est un assez joli succès et les premiers résultats de 2025 montrent qu'il continue à progresser. L'outil est jugé par nos bénéficiaires plus facile à utiliser que le formulaire papier, ce qui est précisément l'objectif de simplification et d'accessibilité que nous poursuivons. Nous avons également installé un système de (« *pop-up* ») sur le site internet qui offre un accès direct et en un clic à « FIVA Demandeur ». Ce système vise à améliorer la visibilité de la plateforme en attirant l'attention de l'usager dès son arrivée sur le site.

En interne, quelles actions ont été entreprises pour renforcer le collectif et améliorer l'efficacité ?

Jean-Luc Izard — Le renforcement de la cohésion interne est une condition essentielle pour assurer un service de qualité. En 2024, nous avons initié deux actions majeures : les « Cafés du FIVA » et la lettre interne *L'Écho du FIVA*. Les premiers, organisés trois à quatre fois par an, ont permis de réunir les agents autour de thématiques stratégiques ou transversales comme les résultats de l'enquête de satisfaction, le nouveau COP 2024-2026 ou encore les enjeux du développement durable. *L'Écho du FIVA*, lancé en janvier, propose chaque mois un contenu informatif, valorisant aussi bien les actualités de l'établissement que les collaborateurs eux-mêmes. Parallèlement, nous poursuivons les actions de formation, d'inclusion, de renforcement de la qualité du management ainsi que les actions de communication diverses et les moments de cohésion : convention du personnel, concours, challenges internes…

Quels sont les grands défis que le FIVA devra relever en 2025 ?

Jean-Luc Izard — L'un des défis majeurs est la poursuite de la dématérialisation et l'évolution de notre système d'information. Le chantier SICOF V2, qui a vocation à remplacer notre outil métier actuel, est un projet structurant puisqu'il permettra la dématérialisation complète de la procédure de demande d'indemnisation. Nous poursuivrons également les actions « *d'aller vers* » pour lutter contre le non-recours *via* la mise en place de partenariats et d'actions d'information et de sensibilisation des victimes. Dès lors que le décret d'application de l'article 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 sera pris, le FIVA pourra contacter directement de potentiels bénéficiaires, ce qui est particulièrement attendu par notre établissement. La lisibilité de notre action, l'accessibilité de nos services et l'accompagnement personnalisé resteront au cœur de nos priorités, au service des victimes et de leurs ayants droit.

Partie 1 • AU CŒUR DU FIVA

UN REBOND INATTENDU DES NOUVEAUX DOSSIERS

La demande a connu une évolution inattendue en 2024 et retrouve un niveau comparable à celui enregistré avant la crise COVID, soit 10 % de hausse.

Entretien avec Daniel Jubenot, directeur adjoint du FIVA



L'année 2024 a été très dynamique en termes d'activité. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Daniel Jubenot — Dans un mouvement de long terme où le nombre de nouveaux dossiers reçus était orienté à la baisse, nous avons été surpris de constater un rebond sensible du niveau de la demande. Je rappelle qu'à chaque nouveau dossier[5] reçu correspond une nouvelle victime directe que le FIVA enregistre pour la première fois. L'augmentation du nombre de dossiers a été très soutenue en première partie d'année, le pic ayant été atteint fin juillet avec une hausse de plus de 18 % par rapport à la même période en 2023. Les mois qui ont suivi ont montré un ralentissement de cette tendance qui a abouti, à l'issue du quatrième trimestre, à une croissance annuelle de 10 % des nouveaux dossiers.

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Daniel Jubenot — L'hypothèse la plus crédible est celle d'un rattrapage d'activité post Covid équivalent à celui observé pour les activités de soins dans le reste du système de santé. En effet, les analyses menées conjointement par le statisticien et le service médical du FIVA permettent de retrouver deux causes possibles : la première est celle d'une reprise des activités de soins, en particulier hospitalières, après la baisse constatée lors de la pandémie de Covid. Elles constituent ainsi un mouvement de rattrapage qui n'est pas complètement terminé. La seconde cause est en rapport avec les effets de la crise sanitaire liée au Covid, qui a eu pour conséquence un fort décrochage de la demande. Celle-ci est passée de 3 724 en 2019 à 2 724 en 2020. Nous avons donc réalisé une modélisation pour calculer le nombre de dossiers que le FIVA aurait normalement dû enregistrer en 2024 si le Covid n'était pas survenu. Le résultat montre que le nombre de dossiers attendus en 2024 aurait été, dans cette hypothèse, assez proche de celui effectivement observé.

Quelles en furent les conséquences en interne ?

Daniel Jubenot — L'objectif pour l'établissement a d'abord été de s'adapter afin de pouvoir répondre à cette demande en croissance tout en maintenant la qualité du service rendu à nos bénéficiaires.

Notre priorité est d'indemniser les victimes directes dans le respect des délais légaux qui s'imposent à nous. Les résultats annuels montrent que cet objectif a été atteint. En effet, le délai moyen de décision, de 4 mois et 3 semaines en 2024, est resté bien en deçà du délai légal de 6 mois. De même pour les victimes directes, pour lesquelles le délai de décision constaté oscille entre 3 et 4 mois.

Le délai de paiement, de 1 mois et 1 semaine en 2024, est quasiment deux fois moindre que le délai réglementaire de 2 mois.

Il faut souligner que nous avons obtenu ces résultats tout en maitrisant le stock des dossiers en cours de traitement, qui n'a pas augmenté.

Et financièrement ?

Daniel Jubenot — Ce rebond de la demande a bien entendu eu un impact financier, puisque les dépenses d'indemnisation ont cru de 12,4 %, passant de 335,9 millions d'euros en 2023 à 377,4 millions d'euros cette année. Comme le budget initial anticipait une dépense d'indemnisation en 2024 de 363 millions d'euros, nous avons été contraints de proposer un budget rectificatif, adopté par notre conseil d'administration en novembre.

Ce niveau de dépense s'explique par plusieurs facteurs : en premier lieu, la hausse de la demande et surtout du nombre de nouveaux dossiers reçus. S'y ajoute ensuite le rattrapage du barème d'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux, majoré de 10,5 % en octobre 2023, auquel s'ajoute sa première indexation de 4,6 % en avril 2024. Enfin, le FIVA a continué de faire face aux effets du revirement de jurisprudence de la Cour de cassation intervenu en janvier 2023, qui a, comme vous le savez, modifié la nature de la rente servie par l'organisme de sécurité sociale de la victime. Cette somme n'étant plus déduite de la rente que nous versons, le FIVA a donc dû assumer une nouvelle hausse du nombre de rentes attribuées de l'ordre de 10 % en 2024, après les 30 % déjà constaté en 2023.

5 · Un « nouveau dossier » correspond à la première demande d'une victime non encore enregistrée dans l'outil métier, quel que soit le nombre de préjudices qu'elle souhaite voir indemnisés.

Partie 1 • AU CŒUR DU FIVA



AU SERVICE DES VICTIMES



Le FIVA poursuit sa politique ambitieuse au bénéfice des demandeurs

La lutte contre le non-recours : les travaux autour du décret d'application de l'article 89

En 2023, le FIVA a sollicité une évolution législative de l'article 53-III de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, aux fins de renforcer les moyens dont dispose l'établissement pour détecter les personnes susceptibles de bénéficier de droits à indemnisation et lutter ainsi contre le non-recours à la réparation intégrale de préjudices en lien avec l'amiante.

Ces démarches ont abouti au dépôt d'un amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale par M. Didier Le Gac et des membres du groupe amiante[6] et, en des termes identiques, par MM. Pierre Dharreville et Yannick Monnet[7].

Cet amendement, qui a reçu un avis favorable du gouvernement, a été repris à l'article 89[8] et promulgué dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 le 27 décembre 2023[9].

Cet article doit permettre au FIVA de récupérer auprès des *« services de l'État, de toute collectivité publique, de tout organisme de sécurité sociale »*, ou encore *« de tout organisme assurant la gestion des prestations sociales ou de tout organisme assureur »* des données afin de contacter directement les patients atteints de pathologies liées à une exposition à l'amiante qui sont identifiés par ces administrations.

Avant sa mise en application, un décret en Conseil d'État, après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, doit être pris. En effet, le texte prévoit que : *« Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions d'application du présent III bis A, notamment les informations et les catégories de données recueillies ainsi que leurs modalités de transmission et de conservation ».*

Une première réunion de travail s'est ainsi tenue entre les services de la direction de la sécurité sociale et le FIVA le 22 janvier 2024 pour préciser le périmètre et les modalités d'échange des données nécessaires à la mise en place de la politique

6 · https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements/1682/CION-SOC/AS1395

7 · https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements/1682/CION-SOC/AS1845

8 · Voir le texte définitif en annexe III

9 · Loi nº 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 (1) - Légifrance (legifrance.gouv.fr)

« d'aller vers » du FIVA. Le FIVA a exprimé sa volonté que soit inscrite dans le décret la transposabilité du régime de transmission de données en cours de construction avec la caisse nationale d'assurance maladie aux autres régimes concernés, selon un mécanisme le plus simple possible.

Le FIVA a par ailleurs échangé avec la caisse nationale d'assurance maladie pour évaluer les contraintes techniques et définir un système d'information qui puisse être mis en œuvre rapidement.

À l'initiative du FIVA, de nombreux échanges ont eu lieu avec la direction de la sécurité sociale pour travailler sur un avant-projet de décret qui devra permettre au FIVA d'obtenir des administrations et organismes de sécurité sociale cités à l'article 89 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 les données suivantes : nom et prénom, lieu de naissance, numéro d'inscription au répertoire, adresse postale, numéro de téléphone, adresse numérique.

Le développement de FIVA demandeur : plus de 10 % de demandes numériques

Le nombre de demandes enregistrées *via* ce service a connu une progression notable, atteignant 2 015 nouvelles requêtes sur l'ensemble de l'année 2024, ce qui porte le total cumulé des demandes à plus de 3 000 dès les premiers jours de l'année 2025.

En termes de pourcentage, plus de 10 % des demandes formulées au cours de l'année écoulée ont été effectuées *via* ce nouveau service. Cette proportion s'inscrit dans une dynamique de progression constante tout au long de l'année, malgré une légère baisse observée au mois de décembre, mois traditionnellement peu représentatif en raison des congés et périodes de fêtes qui influencent les habitudes des usagers.

Le service a par ailleurs été sollicité de manière équilibrée, avec autant de victimes que d'ayants droit parmi les demandeurs n'ayant pas choisi d'être représentés par un avocat ou une association, soulignant ainsi son accessibilité directe pour les publics concernés.

14 % des victimes interrogées lors de l'enquête de satisfaction ont utilisé ce service et jugé cette procédure plus aisée d'utilisation que les formulaires papier.

Refonte des courriers aux victimes et ayants droit

Ce projet, débuté au deuxième semestre 2024, a consisté à réviser, autant sur la forme (respect de la charte graphique) que sur le fond (simplification des termes), tous les modèles de courriers qui sont envoyés par les différents services du FIVA aux usagers. Ces modèles sont intégrés à notre logiciel métier SICOF qui centralise tous les dossiers des bénéficiaires.

Les objectifs de ce chantier étaient multiples :

- Simplifier les courriers pour les rendre plus clairs, plus simples à comprendre pour l'usager et limiter le ton très administratif et juridique, tout en respectant nos obligations légales ;
- Renforcer la dimension accompagnatrice du FIVA à travers les messages délivrés vers l'extérieur ;
- Adapter tous les courriers à la charte graphique.

Tous les courriers adressés aux bénéficiaires par les services médical, indemnisation et financier ont ainsi été revus. Cela représente une trentaine de modèles de courriers pour le service indemnisation, cinq pour le service médical, et une douzaine pour le service comptable, tous harmonisés.

Une fois validés, les courriers doivent encore être intégrés dans le circuit de l'outil métier SICOF, avec une phase de tests et calibrage par le service informatique prévue début 2025.

LE SERVICE INDEMNISATION POURSUIT SA MUE

La mise en place de la nouvelle organisation du service indemnisation initiée en décembre 2023 s'est prolongée en 2024.

Quatre pôles, composés chacun de deux agents (un indemnisateur et un juriste), ont été créés. Chaque binôme a en charge un portefeuille de dossiers, permettant aux agents de suivre un dossier dans son intégralité, de l'instruction à l'émission de la décision du FIVA. Cette réorganisation offre ainsi un accompagnement plus proche des victimes et des ayants droit et une meilleure connaissance des dossiers. En outre, chaque agent pourra désormais traiter tout type de dossiers, cette diversification permettant de rendre le métier des agents du service plus intéressant.

Entretien croisé avec

Coralie Deshayes, Laetitia Marc, Mariam Nadifi et Lydia Thomas,

juristes et responsables de pôle au sein du service indemnisation

Pouvez-vous nous expliquer la réorganisation du service indemnisation ?

Coralie Deshayes — L'objectif du passage en pôle était le traitement des demandes en tout numérique, c'est-à-dire de ne plus toucher au dossier physique mais ne travailler qu'avec notre outil métier et les pièces numérisées. Ne plus déplacer les dossiers, ne plus avoir de dossiers sur le bureau, c'est un vrai confort au quotidien !

Laetitia Marc — J'ajoute que le travail en lui-même ne change pas : nous continuons d'instruire les demandes et de proposer une indemnisation aux personnes qui nous saisissent. Le passage en pôle est un changement d'organisation, de forme mais pas de fond.

Mariam Nadifi — La création des pôles s'est échelonnée sur un an, par exemple, le pôle 2, dont j'ai la charge avec ma collègue, a été créé en mars 2024. Parallèlement à la prise en charge des nouveaux dossiers en tout numérique, chaque pôle a continué de prêter main forte sur les dossiers dits « en stock » (toujours sous format papier), afin que toutes les procédures continuent d'avancer en même temps.

Lydia Thomas — En pratique, préalablement à l'ouverture d'un pôle, un fonds de dossiers doit être créé afin que nous puissions tout de suite travailler en tout numérique sur un nombre conséquent de dossiers. Pour le pôle 4, par exemple, les nouvelles demandes reçues dès le 2 décembre ont été mises de côté puis traitées à compter du 10 décembre 2024.

Le pôle est constitué de deux personnes, un juriste et un indemnisateur. Comment vous organisez-vous ?

Laetitia Marc — Au sein de mon pôle, nous organisons des points d'activité quotidiennement, ou presque. Il s'agit de se tenir au courant de ce que chacune a fait et se répartir les actions prioritaires de la journée. Nous utilisons pour cela les corbeilles de notre outil métier, SICOF.

Coralie Deshayes — Il n'y a plus de planning sur la semaine, comme lorsque nous étions en portefeuille de 3 à 5 agents. Nous orientons nos efforts en fonction des besoins que nous observons.

Lydia Thomas — Il est important que cette organisation reste confortable pour nous deux. Chacune d'entre nous a sa personnalité, sa façon d'être et chacune peut apprendre de l'autre. Échanger, partager nos pratiques les plus efficaces me paraît indispensable : si nous sommes convaincues par une technique, nous l'adopterons plus facilement et nous travaillerons mieux !

Que vous a apporté ce travail en binôme ?

Laetitia Marc — J'apprécie particulièrement l'autonomie que permet cette nouvelle organisation, ainsi que la diversité accrue du travail. En effet, en pôle, nous traitons tous les types de dossiers, ce qui rend le travail plus intéressant.

Lydia Thomas — Je suis d'accord. L'abandon de la logique de session, c'est-à-dire un type de tâche à réaliser sur une demi-journée de travail, nous permet de suivre un dossier de manière plus fluide dans la journée. Nous poursuivons donc le travail à faire, par exemple chiffrer un préjudice à réception des pièces demandées, sans être limitées par l'objet de la session. Bien sûr, cela n'est pas toujours possible, mais quand nous pouvons le faire, nous sommes plus efficaces dans notre travail.

Mariam Nadifi — C'est exact. Cet effet est particulièrement sensible lorsqu'il y a beaucoup de frais supplémentaires à traiter. C'était très fastidieux en portefeuille : si l'on reprenait le dossier en fin de processus, il fallait avant toute chose faire le point complet sur ce qui avait été fait et ce qui restait à faire. Bien entendu, cette tâche était indispensable, mais chronophage ! Aujourd'hui, lorsque l'une d'entre nous a commencé un dossier, elle sait ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Nous sommes donc plus rapides !

Coralie Deshayes — Ce d'autant que nous ne sommes que deux à avoir travaillé sur un dossier, nous pouvons facilement interroger notre collègue en cas de doute. J'apprécie que la communication entre nous soit plus rapide, nos échanges plus fluides qu'avant.

Et les demandeurs, en bénéficient-ils également ?

Coralie Deshayes — Oui, car notre connaissance plus précise, plus en profondeur des dossiers nous incite à contacter plus facilement le demandeur par téléphone : nous sommes plus à l'aise pour lui expliquer ce qui manque ou répondre à ses questions. Je pense également que les demandeurs apprécient de n'avoir que deux interlocuteurs dans leur dossier.

Lydia Thomas — Puisque nous connaissons mieux nos dossiers, nous sommes plus précis dans la demande des pièces, car nous avons conscience que de la clarté de notre demande dépend la rapidité de la réponse et donc la poursuite du traitement du dossier. Par ailleurs, nous n'hésitons pas à appeler le demandeur pour clarifier notre demande, si nous constatons qu'elle n'était pas encore suffisamment claire. J'ajoute que les bonnes pratiques que nous développons au sein du pôle sont transposées sur les dossiers partiellement dématérialisés, donc au bénéfice de tous les demandeurs.

Laetitia Marc — Effectivement. Et dans le cadre de chiffrages complexes, ceux d'un préjudice économique par exemple, pour lesquels il est préférable de rester concentrée sur une période assez longue, j'use volontiers du téléphone pour demander immédiatement des précisions à la victime. Cela me permet d'aboutir à une proposition rapidement, sans avoir à me replonger un autre jour dans des calculs parfois ardus.

Rencontrez-vous des difficultés dans votre pratique quotidienne ?

Lydia Thomas — De mon côté, je constate que le travail en tout numérique nous rend très dépendant de la qualité de la dématérialisation. Puisque nous n'avons plus le dossier physiquement sous les yeux, il est indispensable que la numérisation soit suffisamment performante pour rendre chaque détail lisible.

Laetitia Marc — Le passage au traitement entièrement numérique des demandes accentue par contraste les imperfections de notre outil métier. En effet, nos exigences ont évolué en parallèle et de ce fait, les défauts d'ergonomie, pour faire passer une demande d'une étape à l'autre, par exemple, sont vraiment ressentis comme des freins.

Mariam Nadifi — C'est aussi ce que je ressens. Notre logiciel SICOF n'est pas encore adapté pour faciliter le traitement de dossiers en numérique. Je note également que le binôme nous rend plus dépendantes l'une de l'autre, en cas d'absence par exemple, car alors tout le travail repose sur les épaules d'une seule personne. Ce n'est pas très confortable car nous devons alors nous concentrer sur des tâches plus urgentes, et perdons en fluidité.

Coralie Deshayes — Il est vrai qu'en cas de congés sur une longue période, notamment l'été par exemple, toute la gestion des tâches courantes repose sur notre collègue mais c'est la conséquence de plus d'autonomie.

Lydia Thomas — Pour rebondir sur ce point, je précise qu'en cas de difficultés, les pôles sont appuyés par une équipe spéciale. Ce renfort est essentiel et son efficacité sera de plus en plus importante au fur et à mesure que les agents acquerront de l'expérience pour apporter un soutien dans tous les domaines.

Mariam Nadifi — Effectivement, certains collègues expérimentés ont quitté l'établissement en cours d'année et n'ont pas encore été remplacés. Leur expérience manque à toute l'équipe !





DES DEMANDEURS
TOUJOURS AU CENTRE DES ATTENTIONS

Un établissement au service des demandeurs

La qualité de la réponse téléphonique du FIVA confiée à Clientela s'est confirmée en 2024. L'écoute active des téléconseillères et la fiabilité des informations données aux appelants sont très appréciées. L'enquête de satisfaction 2024 effectuée à l'automne par le prestataire « La Voix du Client » auprès de 720 demandeurs[10] a conforté les très bons résultats déjà obtenus l'année précédente : 96,3 % des répondants à l'enquête se disent satisfaits des contacts avec le FIVA (96 % en 2023). À noter que les victimes sont satisfaites à 98,8 % et parmi elles, les victimes de pathologie lourde le sont à 99,2 %. Ces résultats sont le fruit d'échanges quotidiens avec le prestataire ainsi que de points de formation réguliers dispensés par les responsables du service indemnisation aux téléconseillères.

Le dispositif de suivi personnalisé (DSP) est également géré par Clientela. Il concerne les victimes de mésothéliome et de cancer broncho pulmonaire, qui sont contactées et accompagnées directement par téléphone, sur plusieurs mois. L'objectif de ce dispositif est de traiter au mieux les demandes de ces victimes et de les appuyer dans leurs démarches. Ce sont ainsi 543 nouvelles victimes qui ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé dans le suivi du traitement de leur demande d'indemnisation en 2024, représentant un taux d'adhésion de 99,82 %. L'enquête de satisfaction a permis de noter que 100 % des personnes interrogées bénéficiant de ce service s'en disent satisfaites.

Ce dispositif sera prochainement étendu à toutes les victimes de cancer, aux veuves avec enfants mineurs et aux veuves isolées dans le cadre du contrat d'objectif et de performance du FIVA.

10 · Entretiens réalisés avec 651 demandeurs indemnisés et 69 non encore indemnisés

Des demandeurs partenaires du FIVA



Entretien avec **Pierre de Billy,** adjoint au responsable du service contentieux subrogatoire[11]

La part des dossiers dans lesquels le recours est directement engagé par le FIVA a sensiblement augmenté depuis 2 ans. Comment instruisez-vous ces dossiers ?

Pierre de Billy — Nous faisons d'abord un point sur l'exposition à l'amiante des victimes, en échangeant avec celles-ci ou leurs ayants droit. Puis nous cherchons à recueillir le maximum d'éléments de preuve permettant de comprendre les conditions précises de ces expositions (les tâches effectuées, leur fréquence, les mesures de protection prises ou non par les employeurs, etc.), en examinant en particulier les éléments sur lesquels les organismes de sécurité sociale se sont basés pour prendre en charge les maladies.

Les victimes jouent donc un rôle essentiel dans l'instruction ?

Pierre de Billy — Effectivement. L'aide des victimes ou de leurs proches nous est indispensable.

La majorité de ces personnes sont souvent très attachées à la reconnaissance de la faute des employeurs qu'elles considèrent comme responsables, spécialement en cas de maladie grave. Pour elles, l'indemnisation ne répare pas tout. Cependant, certaines ne souhaitent pas qu'un recours soit engagé. Nous prenons évidemment en compte cette dimension psychologique.

Quelles difficultés pouvez-vous rencontrer dans l'accomplissement de cette mission ?

Pierre de Billy — Les expositions sont souvent très anciennes : la difficulté principale réside alors dans l'identification de témoins qui décriront le travail effectué, les conditions dans lesquelles il était réalisé… L'état de santé et de fatigue des victimes, mais aussi de leurs conjoints, impacte également l'instruction. Certains dossiers peuvent être débloqués avec l'aide des associations de victimes ou des syndicats locaux. Cette activité d'instruction est très chronophage, mais humainement très enrichissante. L'équipe apprécie particulièrement ces contacts avec les victimes.

11 · Pour en savoir plus, consulter les développements sur ce contentieux en page 83

LA COMMUNICATION INTERNE SE DÉVELOPPE

Le FIVA met en place des actions d'information à destination de ses agents

Les cafés du FIVA

En 2024, le directeur du FIVA a lancé un nouveau type d'évènement de communication interne à destination de tous les agents : les cafés du FIVA.

Les cafés du FIVA, organisés dans nos locaux, ont plusieurs objectifs : renforcer la cohésion d'équipe, améliorer l'information des agents et promouvoir les valeurs de l'établissement tout en créant un moment convivial régulier. Ces événements permettent également d'ouvrir le FIVA vers l'extérieur en accueillant des acteurs du secteur dans un format événementiel. Tous les agents sont invités à y participer, ce qui nécessite d'aménager la salle de réunion et de choisir des dates, idéalement le jeudi, pour rassembler le plus grand nombre possible. La participation aux cafés du FIVA est comptabilisée comme du temps de travail effectif. La présence n'est pas obligatoire sauf exception (formations collectives).

Trois ont pu se tenir en 2024 :

- en février, le FIVA a reçu le prestataire responsable de l'enquête de satisfaction (La Voix Du Client) pour une présentation des résultats de 2023 ;
- en juin, le nouveau COP a été présenté aux collaborateurs du Fonds ;
- en décembre, les agents ont eu le plaisir d'accueillir la conférencière formatrice Camille Schmitt pour une formation aux enjeux du développement durable.



Café du FIVA février - La voix du client



Café du FIVA décembre - Enjeux environnementaux

L'Écho du FIVA : une lettre interne au service des agents

Depuis janvier 2024, le service communication du FIVA, appuyé par un comité de rédaction interservices, produit et édite une lettre interne à destination de tous les agents du FIVA.

Ce canal de communication vise en premier lieu à informer les collaborateurs des dernières actualités dans un format attractif en partageant des nouvelles sur l'activité du Fonds, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance au FIVA et l'interaction au sein du personnel. La dimension humaine de l'établissement est par ailleurs valorisée, la lettre proposant des entretiens ou présentations ludiques. « L'employé mystère du mois », par exemple, est une manière décalée de mieux connaître ses collègues en mettant en lumière différentes anecdotes ou passions de l'un d'entre eux.

DES AGENTS QUI S'ADAPTENT AUX RÉALITÉS QUOTIDIENNES

Le FIVA, une équipe qui a conscience de travailler chaque jour au service des victimes.

Le service médical, une étape cruciale

Entretien avec **Saliha Yahia,** adjointe au responsable du service médical

Vous êtes adjointe au responsable du service médical du FIVA, vous avez donc la responsabilité d'un service central de notre établissement, qui pourrait très facilement devenir un véritable goulot d'étranglement de tout le process du FIVA. Comment faites-vous pour gérer ce flux ?

Saliha Yahia — Ce risque que vous évoquez, d'un goulot d'étranglement, est mon souci constant. En 2024, compte tenu de l'augmentation totalement inédite de la demande et donc des évaluations par rapport aux années précédentes, ce sujet a été un point critique de mon activité. Pour gérer tout cela, je dois être un mélange de jongleuse et de contrôleuse aérienne ! Tous les jours, j'examine les demandes d'évaluation des dossiers de victimes et d'argumentaires pour les contentieux, et tous les jours je répartis le travail entre tous les membres de notre équipe : les médecins évaluateurs et l'infirmière évaluatrice, les médecins experts et l'ingénieure du service. En anticipant sur les semaines à venir, j'intègre toutes les demandes nouvelles et ponctuelles dans le flux du travail déjà programmé pour ne jamais dégrader le délai de production. Je dois jongler en permanence entre les disponibilités de chacun, les compétences nécessaires mais aussi les appétences de mes collègues. Certains sont plus à l'aise que d'autres pour rédiger les argumentaires juridiques ou médicaux, par exemple. Sans cette vigilance quotidienne, la fluidité de traitement des dossiers de tout le FIVA peut se dégrader très vite. Fluidifier la production et optimiser le temps médical, c'est ma feuille de route de chaque matin.

Vous êtes donc une vraie tour de contrôle et c'est un défi permanent. Mais il y a une autre gageure, celle d'un fonctionnement du FIVA qu'on décrit parfois en silos. C'est quelque chose qui vous parle ?

Saliha Yahia — Oui, absolument. Nous avons vraiment conscience qu'il faut éviter, au quotidien, le repli sur soi, sur son service. Par nature, le service médical est au cœur des missions du FIVA. Avoir une vision transversale de nos productions est une nécessité. Au-delà des réunions régulières que nous avons avec tous les services avec lesquels nous interagissons, nous avons par exemple mis en place avec le contentieux indemnitaire une réunion trimestrielle de retour d'expérience sur la rédaction des argumentaires. Ce point d'étape nous permet de mieux comprendre leurs attentes d'une part et surtout de montrer aux rédacteurs d'argumentaire à quel point leur travail est pris en compte. Avec le service indemnisation également, nous cherchons à limiter les allers-retours des dossiers, et *in fine* à améliorer la compréhension par les victimes de nos décisions. Avec le service informatique aussi, nous œuvrons pour améliorer la sécurité et la qualité des images visualisées à distance par nos experts par exemple. Le contentieux subrogatoire enfin, avec moins de volume, reste une pièce maîtresse du FIVA ; nous devons donc nous adapter sans délai à leurs demandes. Vous voyez, on peut faire vivre au quotidien quelque chose de vraiment transversal. Pas sans efforts, mais on peut le faire.

FOCUS —

SERVICE MÉDICAL

- **5 164 avis médicaux** rendus en 2024, pour 4 092 dossiers évalués, soit une augmentation de 12,4 % cohérente avec l'accroissement du nombre de dossiers reçus en 2024.
- **Diminution de 39 %** du nombre d'expertises externes réalisées par le FIVA en deux ans (80 cette année contre 130 en 2022)
- **Consolidation du pôle d'expertise interne :** 3 pneumologues et 1 radiologue, tous aguerris aux pathologies de l'amiante
- **Embauche d'une infirmière** pour soutenir l'équipe
- Réalisation de **849 expertises médicales internes** en 2024, soit une nette hausse par rapport à 2023 (31 %), en lien avec l'accroissement de l'activité ainsi que de la complexité plus grande des dossiers, pour un temps médical investi en hausse de 12 % seulement
- **298 demandes de certification** adressées au groupe Mésopath pour l'évaluation des dossiers de mésothéliomes non reconnus comme maladies professionnelles, en diminution de 6 %
- Rédaction de **302 argumentaires médicaux** en 2023 pour appuyer les mémoires juridiques du FIVA en contentieux indemnitaire (contre 276 en 2023) ; tendance à la hausse (36 %) entre 2022 et 2024
- Représentation médicale du FIVA dans **12 contentieux indemnitaires** en 2024, en baisse de 46 %
- Participation du service médical à **15 dossiers** en 2024 pour le service du contentieux subrogatoire (21 en 2023)

L'informatique en pointe sur la sécurité

En 2024, le service informatique a réalisé plusieurs actions majeures afin d'améliorer l'efficacité et la sécurité des systèmes d'information du FIVA.

➜ Logiciels

De nouvelles adaptations de l'outil métier ont été mises en œuvre en 2024 pour :

- optimiser la communication et la collaboration au sein du service du contentieux indemnitaire,
- accompagner la mise en place de la nouvelle organisation du service indemnisation en pôles, notamment en adaptant certains courriers pour mieux répondre aux besoins spécifiques des utilisateurs,
- automatiser la clôture des demandes de pièces depuis l'outil métier, permettant ainsi aux agents de gagner en efficacité et en rapidité.
- intégrer dans l'outil métier l'ensemble du suivi du courrier de la commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante (CECEA), afin de simplifier et accélérer le traitement des correspondances.

Une étude menée par CAPGEMINI a permis d'établir une feuille de route pour le renouvellement de SICOF, le logiciel métier du FIVA, assurant ainsi une planification stratégique pour les futures évolutions.

Un projet d'évolution du traitement des pièces, sous format tant numérique que papier, a également été lancé cette année. Il a pour objectif de produire des pièces numériques dans un format standardisé et compatible avec les normes d'archivage, garantissant ainsi une meilleure gestion et conservation des documents dans le respect du règlement général de protection des données.

➜ Infrastructure

Une étude de cybersécurité a également été réalisée, menant à la mise en place de recommandations afin d'accroître la sécurité des données du FIVA. Cette initiative a renforcé la protection des informations sensibles de l'établissement. En outre, un nouveau poste d'administrateur de système et réseau junior a été créé pour consolider l'équipe actuelle et améliorer la gestion des infrastructures informatiques. Le service a également entrepris des mises à jour du matériel pour maintenir le système d'information opérationnel, notamment le stockage de données.



Entretien avec

David Benarroch, administrateur systèmes et réseaux du FIVA - Responsable de la sécurité des systèmes d'information



Pourriez-vous nous donner un aperçu des principales missions que vous avez menées en 2024 au FIVA ?

David Benarroch — Au cours de l'année 2024, notre équipe a entrepris une série d'initiatives pour renforcer notre infrastructure informatique et ainsi accroître la sécurité de nos systèmes. Nous avons d'abord effectué des mises à jour régulières de nos firewalls, serveurs Windows et applications. Cela signifie que nos systèmes sont sûrs et fonctionnent bien. Dans le cadre des achats des matériels informatiques, nous veillons au respect des budgets et nous adaptons aux règles des achats publics, notamment en nous appuyant sur des centrales d'achats.

Y a-t-il eu d'autres projets significatifs ?

David Benarroch — En effet. Nous avons raccordé notre Active Directory (annuaire interne donnant accès aux logiciels métier) à une plateforme dématérialisée, ce qui a considérablement amélioré la gestion des identités et des accès, renforçant ainsi la sécurité de toutes les informations disponibles au FIVA. De plus, les ordinateurs de nos agents ont été équipés de Microsoft365, ce qui a permis d'améliorer leur productivité et de faciliter le travail à distance.

En ce qui concerne le télétravail, des précautions particulières ont-elles été prises ?

David Benarroch — Bien entendu ! Nous avons installé des serveurs de bureau à distance qui permettent aux agents de se connecter à leurs outils informatiques et de travailler confortablement depuis l'extérieur, en assurant de meilleures performances grâce à des canaux de communication sécurisés. De plus, depuis 2024, la CECEA se tient en visioconférence, ce qui a nécessité des ajustements techniques pour garantir une communication fluide et sécurisée entre ses différents membres.

La question de la cybersécurité est très actuelle. Avez-vous pu identifier des tentatives d'intrusion ?

David Benarroch — Oui, grâce à notre outil de gestion et d'analyse de la sécurité de nos réseaux, des tentatives d'intrusion ont été identifiées. Nous avons ainsi pu renforcer nos défenses par les mesures correctives appropriées.

Qu'en est-il de la sauvegarde des données ?

David Benarroch — Nous avons travaillé sur notre politique de sauvegarde et remplacé les robots utilisés pour ce travail afin de garantir que nos données sont bien protégées et récupérables en cas de besoin.

Enfin, quelles mesures avez-vous prises concernant le règlement général de protection des données ?

Nous avons effectué des mises à jour pour garantir notre conformité à cette règlementation et éviter les risques de réputation, qui pourraient ternir l'image du FIVA. La protection des données personnelles des demandeurs et des agents est une priorité.

Renouvellement au sein des ressources humaines

Entretien avec **Hassina Abdellou,** gestionnaire ressources humaines

Vous avez pris les fonctions de gestionnaire RH du FIVA en octobre 2024 après avoir travaillé au service médical. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette transition ?

Hassina Abdellou — Effectivement, je travaillais auparavant au service médical du FIVA, ce qui m'a permis de mieux comprendre les besoins des victimes de l'amiante. Mon parcours au sein du service médical a été très enrichissant. J'ai appris à travailler en étroite collaboration avec les différents acteurs, y compris les professionnels de santé, pour aider les victimes. Cependant, j'avais à cœur d'élargir mes compétences et de relever de nouveaux défis, d'où ma décision de rejoindre le service RH. Cette mobilité est très stimulante pour moi, car elle me permet de découvrir un autre aspect des métiers au sein du FIVA.

Quelles sont vos principales missions dans votre nouveau rôle au service RH ?

Hassina Abdellou — Mes missions au service RH sont très variées. Je participe à la gestion des carrières des collaborateurs, à la gestion de la paie, au suivi des formations et aux recrutements. À travers ces missions, je contribue à favoriser un environnement propice au collectif de travail. Je mets à profit mon expérience au sein du service médical pour mieux comprendre les enjeux spécifiques des agents qui, comme moi, sont investis dans une mission de service public.

En quoi votre expérience au service médical vous aide-t-elle dans vos nouvelles fonctions ?

Hassina Abdellou — Mon expérience au service médical m'a permis de développer une approche très humaine des situations professionnelles. J'ai appris à écouter et à comprendre les préoccupations, à travailler en collaboration pour trouver des solutions adaptées. Au service RH, cette expérience est précieuse, car elle me permet de maintenir une vision globale sur les problématiques liées à la gestion des ressources humaines.

Vous avez mentionné votre désir d'apprendre. Comment cela se concrétise-t-il dans votre nouveau rôle ?

Hassina Abdellou — Mon désir d'apprendre est un moteur essentiel pour moi. Dans ce rôle au service RH, je découvre de nouveaux aspects de la gestion des ressources humaines, et chaque jour est une occasion d'approfondir mes connaissances. Je cherche à me former régulièrement, à travers des formations spécifiques aux RH, mais aussi par les échanges avec mes collègues et en observant les bonnes pratiques au sein du FIVA. Ce poste m'offre une belle opportunité de diversifier mes compétences et d'enrichir ma carrière tout en restant motivée par l'apprentissage continu.

FOCUS —

RESSOURCES HUMAINES

- Taux de formation générale sur l'amiante : **89,47 %** (93,33 % en 2023)
- **80 000 euros** en 2024 pour financer les actions de formation des personnels
- **6** comités sociaux d'administration (CSA) et **1** commission consultative paritaire (CCP)
- **71,90 ETPT** réalisés en 2024
- **5,863 millions d'euros** de dépenses de personnel (soit 1,31 % du budget total du Fonds)



Partie 2

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

28 • Rappel historique du FIVA
30 • Le conseil d'administration
34 • L'organigramme du FIVA
36 • Le contrôle interne
38 • La CECEA
43 • COP 2024-2026 : un nouveau souffle

RAPPEL HISTORIQUE DU FIVA



La création du FIVA en 2001 est l'aboutissement d'une histoire aux étapes nombreuses et le résultat des luttes sociales menées par les associations de victimes de l'amiante et les syndicats de salariés

Pour bien comprendre cela, il convient de rappeler le cadre plus général de la découverte de la nocivité de l'amiante. L'histoire du 20e siècle est marquée par l'impact économique et sanitaire de l'utilisation de l'amiante. En même temps que se développait l'utilisation massive du « magic mineral », en raison notamment de sa forte résistance au feu, de sa faible conductivité thermique et de son faible coût, les premiers rapports sur la situation sanitaire des personnes exposées à l'amiante en révélaient la dangerosité.

Ainsi, en France, le rapport de l'inspection du travail publié en 1906 rédigé par Etienne Auribault relevait qu'il avait observé en 1890 qu'au sein d'une usine de filature et de tissage d'amiante à Condé-sur-Noireau, l'absence de ventilation assurant l'évacuation des poussières d'amiante avait occasionné de nombreux décès au sein du personnel. La loi du 12 juin 1893, complétée par le décret du 10 mars 1894, inaugurant la réglementation sur l'hygiène et la sécurité, est la première à se pencher sur la question des poussières industrielles : « les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques, seront évacués directement au dehors de l'atelier, au fur et à mesure de leur production… l'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers »[12].

La dangerosité des fibres d'amiante fut traduite réglementairement par l'inscription en 1945 d'une première pathologie liée à l'amiante dans le tableau nº 25 des maladies professionnelles reconnues par le régime général de la sécurité sociale, consacré à la silice[13].

Ce n'est toutefois que par le décret nº 50-1082 du 31 août 1950 que les maladies consécutives à l'inhalation de poussière d'amiante ont été insérées dans un tableau distinct, le tableau nº 30. Puis, par décret nº 96-445 du 22 mai 1996, a été créé le tableau nº 30 bis concernant le cancer broncho-pulmonaire primitif. Tout récemment, par décret nº 2023-946 du 14 octobre 2023, a été ajouté un tableau 30 ter concernant les cancers de l'ovaire et du larynx. Tous ces tableaux ont été transposés au régime agricole par la création des tableaux 47, 47 bis[14] et 47 ter[15].

Pour autant, bien qu'alertées des dangers pour la santé de l'exposition aux poussières d'amiante, les industries transformatrices ou utilisatrices d'amiante, tout comme les pouvoirs publics, ne prendront pas toujours les mesures nécessaires.

La limitation du recours à l'amiante par les pouvoirs publics interviendra avec la publication du décret nº 77-949 du 17 août 1977 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante après le classement comme cancérogène de toutes les variétés d'amiante par le CIRC[16]. Ce n'est que 20 ans plus tard, après une forte médiatisation du risque sanitaire, notamment à la suite de la publication du rapport INSERM[17] intitulé « les effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante », et la mobilisation des associations de victimes, que l'usage de l'amiante sera interdit en France par le décret nº 96-1133 du 24 décembre 1996.

La mise en place de dispositifs spécifiques d'indemnisation des victimes de l'amiante est une préoccupation née au milieu des années 1990, à mesure de la généralisation de la prise de conscience du risque, liée notamment à la multiplication des pathologies directement imputables à une exposition à ces fibres. Ainsi, par l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999, a été créé le Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante (FCAATA), qui finance l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA). À condition d'être âgés d'au moins 50 ans, cette allocation bénéficie aux victimes reconnues atteintes d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante au titre du régime général ainsi qu'aux salariés ou anciens salariés d'établissements utilisant de l'amiante ou ayant été mis en contact avec de l'amiante, dont la liste est fixée par arrêté.

Puis, l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 a posé le principe de l'indemnisation intégrale des préjudices subis par l'ensemble des victimes de l'amiante et leurs ayants droit et a créé le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA). Le décret d'application nº 2001-963 du 23 octobre 2001 organise le fonctionnement de l'établissement. Enfin, un arrêté du 5 mai 2002 fixe la liste des pathologies dites « spécifiques » de l'amiante dont le seul constat vaut justification de l'exposition et ouvre droit à indemnisation.

12 · Article 6 du décret du 10 mars 1894.

13 · Ordonnance nº 45-1724 du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle.

14 · Décret nº 86-978 du 8 août 1986 et décret nº 98-483 du 17 juin 1998.

15 · Décret nº 2023-773 du 11 août 2023.

16 · Centre international de la recherche sur le cancer.

17 · Institut national de la santé et de la recherche médicale.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉFINIR LA POLITIQUE D'INDEMNISATION DU FONDS

En application de l'article 6 du décret nº 2001-963 du 23 octobre 2001, le conseil d'administration du FIVA est notamment chargé *« de définir la politique d'indemnisation du Fonds en fixant les orientations relatives aux procédures, aux conditions de reconnaissance de l'exposition à l'amiante, d'indemnisation et de versement des provisions aux victimes et aux conditions d'action en justice du Fonds »*.

- *Le conseil d'administration s'est réuni à **trois reprises** au cours de l'année 2024, les 12 mars, 11 juin et 19 novembre.*

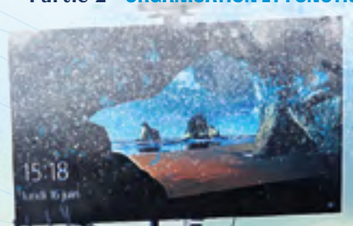
La composition du conseil d'administration[18]

Décret du 8 mars 2024 portant nomination de la présidente et de la présidente suppléante du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (NOR : TSSS2405182D)

- Par décret du Président de la République en date du 8 mars 2024, **Mme Pascale Bailly**, présidente de tribunal administratif, est renouvelée dans ses fonctions de présidente du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.
- **Mme Anne-Laure Delamarre**, présidente de tribunal administratif, est également renouvelée en qualité de présidente suppléante de Mme Pascale Bailly.

18 · Conformément à l'article 5 du décret nº 2001-963 du 23 octobre 2001 : « Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation du président. La convocation du conseil est de droit lorsqu'elle est demandée par l'un des ministres chargés de la tutelle de l'établissement ou par un tiers au moins des membres du conseil ».

Partie 2 • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT



Arrêté du 1er mars 2024 portant nomination au conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (NOR : TSSS2406298A)

- Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et de la ministre du travail, de la santé et des solidarités en date du 1er mars 2024, sont nommés à compter du 1er mars 2024 membres du conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante :

Au titre des organisations siégeant à la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles prévue à l'article L. 221-4 du code de la sécurité sociale :

- **Mme Sylvie Dumilly**, présidente de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles, représentant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), membre titulaire ;
- **Mme Céline Gundogdu**[19], représentant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), membre suppléant ;
- **Mme Fabienne Viel**, représentant la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), membre titulaire ;
- **Mme Valérie Fliss-Plisson**, représentant l'Union des entreprises de proximité (U2P), membre titulaire ;
- **Mme Pia Nouaux**, représentant l'Union des entreprises de proximité (U2P), membre suppléant ;
- **M. Serge Journoud**, représentant la Confédération générale du travail (CGT), membre titulaire ;
- **M. Julien Thomas**, représentant la Confédération générale du travail (CGT), membre suppléant ;
- **Mme Caroline Champion**, représentant la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO), membre titulaire ;
- **M. Jean-Marie Branstett**, représentant la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO), membre suppléant ;
- **M. Jean-Charles Guyonvarch**, représentant la Confédération française démocratique du travail (CFDT), membre titulaire ;
- **M. David Riou**, représentant la Confédération française démocratique du travail (CFDT), membre suppléant ;
- **M. Jean-Michel Vaillendet**, représentant la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), membre titulaire ;
- **M. Denis Jeambrun**, représentant la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), membre suppléant ;
- **M. Philippe Casanova**, représentant la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), membre titulaire ;
- **M. Nasser Boualam**, représentant la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), membre suppléant.

19 · Nommée par arrêté du 7 novembre 2024 en remplacement de Mme Stéphanie Bouches.

Au titre des organisations nationales d'aide aux victimes de l'amiante :

- **M. Karim Felissi**, représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre titulaire ;
- **Mme Sophie Crabette**, représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre titulaire ;
- **M. Raphaël Lenoir**, représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre suppléant ;
- **Mme Nadine Herrero**, représentant l'Association des accidentés de la vie (FNATH), membre suppléant ;
- **Mme Lydie Jablonski**, représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre titulaire.
- **M. Jean-François Borde**, représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre titulaire ;
- **Mme Huguette Mercier**, représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre suppléant ;
- **M. Serge Moulinneuf**, représentant l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (ANDEVA), membre suppléant.

Au titre des personnes qualifiées :

- **M. Pascal Andujar**, membre titulaire ;
- **M. Éric Wasielewski**, membre suppléant ;
- **Mme Anne Marchand**, membre titulaire ;
- **Mme Marie Pascual**, membre suppléant ;
- **Mme Fabienne Bartoli**[20], représentant l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), membre titulaire ;
- **M. Laurent Caussat**, représentant l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), membre suppléant.

20 · Nommée par arrêté du 7 novembre 2004 en remplacement de Mme Céline Perruchon

Partie 2 • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Délibérations sur les questions financières

Le conseil d'administration a adopté sept délibérations relatives aux **questions budgétaires et financières de l'établissement.** Ainsi, ont été approuvés :

- le compte financier du FIVA pour l'exercice 2023 (séance du 12 mars 2024) ;
- l'affectation comptable des résultats du compte financier 2023 (séance du 12 mars 2024) ;
- l'acceptation d'un don d'un montant de 100 euros (séance du 12 mars 2024) ;
- un vœu sur le caractère non-limitatif des dépenses budgétaires d'indemnisation (séance du 12 mars 2024) ;
- un budget rectificatif pour l'exercice 2024 portant les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP) de l'enveloppe « Intervention » à 400 millions d'euros (séance du 19 novembre 2024) ;
- le budget prévisionnel pour l'année 2025 ainsi que le tableau pour l'exercice 2025 des autorisations d'emploi (séance du 19 novembre 2024) ;
- l'admission en non-valeur de cinq créances irrécouvrables d'un montant total de 73 865,76 euros (séance du 11 juin 2024), puis de trente-sept créances irrécouvrables d'un montant total de 320 516,79 euros (séance du 19 novembre 2024).

Délibérations concernant l'activité du FIVA

S'agissant de l'activité du FIVA, le conseil d'administration a approuvé au cours de la séance du 11 juin 2024 le rapport d'activité pour l'exercice 2023.

Par ailleurs, le conseil d'administration a également :

- approuvé la modification du règlement intérieur du FIVA s'agissant de certaines délégations de pouvoir (séance du 12 mars 2024) ;
- approuvé la modification de la liste des personnels du FIVA (séance du 19 novembre 2024).

Le conseil d'administration a en outre procédé à la nomination d'un membre suppléant de la Commission d'évaluation des circonstances de l'exposition à l'amiante, conformément aux articles 6-6 et 7 de son décret fondateur, pour un mandat de 3 ans (séance du 11 juin 2024).

L'ORGANIGRAMME DU FIVA

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU FIVA



Partie 2 • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

LE CONTRÔLE INTERNE

Documentation

Chacun des 11 processus de l'établissement dispose ***d'un plan de maîtrise des risques*** et d'un ***organigramme fonctionnel nominatif***, visant à recenser et clarifier les responsabilités de chaque acteur dans la conduite de ses activités.

L'ensemble de la documentation est accessible sur le site intranet du FIVA et fait l'objet d'une vérification annuelle visant à garantir son actualisation au regard des évolutions juridiques et pratiques de l'établissement.

Conduite des actions de contrôle interne

En 2024, le FIVA a débuté un travail de révision complète des cartographies des risques et plans de maîtrise des risques associés de chaque processus. Cette démarche a été entreprise en associant les agents des services afin qu'ils s'emparent des problématiques liées au contrôle interne, dans une logique d'amélioration continue.

Par ailleurs, les contrôles périodiques font l'objet d'une restitution et d'une discussion lors de la réunion du ***comité de contrôle interne***, au cours de laquelle sont définis, collégialement, les axes d'amélioration, les cibles à atteindre et les éventuelles actions correctives à engager (modifications de procédures ou modes opératoires existants, formation du personnel, renforcement de la documentation existante…).

Jusque-là concentré sur les processus métiers, le comité de contrôle interne a inclus en 2024 les contrôles des processus support, qui ont été renforcés et formalisés, afin de s'assurer de l'efficacité des procédures :

- Processus ressources humaines : le contrôle de la paie a été formalisé ;
- Processus informatique locale et production : un contrôle portant sur la disponibilité des services critiques a été instauré ;
- Processus budget et marchés publics : des actions de contrôle portant sur les rejets des demandes de paiement ainsi que les dépassements de délai global de paiement ont été mises en place

Tous les contrôles périodiques, des processus métier et support, ont été analysés, afin de les ajuster et/ou de les renforcer, en fonction des résultats observés.

Il est à noter qu'en 2024, *les résultats des contrôles des processus métiers sont restés stables et d'un niveau de qualité élevé.*

Partie 2 • ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Déploiement du contrôle interne budgétaire

Initié en 2018, le FIVA poursuit le déploiement du contrôle interne budgétaire (CIB) qui vise à *« maîtriser les risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité de la comptabilité budgétaire et de soutenabilité de la programmation et de son exécution »*[21].

Dans ce cadre, le FIVA utilise deux outils :

- **La cartographie des risques** recense tous les risques d'un processus. Leurs gravité et probabilité sont ensuite évaluées au regard des moyens de maîtrise existants. Cet outil permet d'apprécier l'efficacité du dispositif en place et d'en déterminer les axes d'amélioration, formalisés par un plan d'action. La mise en œuvre de ce dernier vise à aboutir à une situation où les risques résiduels sont considérés comme faibles.
- **L'échelle de maturité de la gestion des risques** donne une vision globale de la sécurisation d'un processus à travers l'évaluation de quatre axes : le pilotage, l'organisation, la documentation et la traçabilité.

21 · Article 215 du décret nº 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion budgétaire et comptable publique.

LA CECEA

COMMISSION D'EXAMEN DES CIRCONSTANCES DE L'EXPOSITION À L'AMIANTE

La CECEA est un organe technique indispensable pour traiter les cas complexes

Missions et composition

Créée par l'article 7 du décret du 23 octobre 2001, la commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante (CECEA) a pour missions :

- d'examiner les dossiers de demande d'indemnisation relatifs aux maladies qui ne valent pas justification de l'exposition à l'amiante[22] et ne sont pas reconnues comme maladies professionnelles ;
- de se prononcer, dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration, sur le lien entre la maladie et l'exposition à l'amiante.

La commission est composée :

- d'un président, le Professeur Jean-Claude Pairon, et de sa suppléante, le Professeur Bénédicte Clin-Godard, renouvelés par arrêté du 4 décembre 2023[23] pour un mandat de trois ans ;
- de deux ingénieurs[24] et deux praticiens hospitaliers[25], ainsi que leurs suppléants, renouvelés par le conseil d'administration du FIVA le 8 novembre 2023 pour des mandats d'une durée de trois ans.

22 · Arrêté précité du 5 mai 2002.

23 · Arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice, du ministre du Travail, du plein emploi et de l'insertion, du ministre de la Santé et de la prévention et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, en date du 4 décembre 2023.

24 · Deux personnes ayant des connaissances particulières dans l'appréciation du risque lié à l'exposition à l'amiante.

25 · Deux professeurs des universités et praticiens hospitaliers ou des praticiens hospitaliers justifiant d'une expérience professionnelle dans le domaine des pathologies liées à l'amiante.

Conformément à l'article 7 du décret du 23 octobre 2001, la CECEA procède à l'examen de plusieurs types de dossiers :

- les cas de mise en évidence d'une exposition professionnelle, lorsque la pathologie n'a pas été prise en charge au titre de la législation française de la sécurité sociale ou d'un régime assimilé ;
- les cas de mise en évidence d'une exposition non professionnelle, lorsque la maladie ne vaut pas justification d'exposition à l'amiante[26] ;
- les cas des maladies pour lesquelles le lien avec l'amiante n'est pas établi en l'état actuel des connaissances scientifiques.

Dans le cas de dossiers mettant en évidence une exposition professionnelle sur le territoire français, la CECEA permet à certaines victimes (ou leurs ayants droit), soit :

- d'avoir accès à un système de réparation, si elles sont dépourvues de régime obligatoire de réparation des risques professionnels (artisans, commerçants, entrepreneurs, professions libérales, etc.) ;
- de bénéficier d'un nouvel examen de leur situation après un refus de prise en charge au titre des maladies professionnelles. Dans la plupart des cas, la prise en charge a été refusée par les organismes de protection sociale des victimes, la maladie déclarée ne figurant pas dans la liste d'un tableau de maladies professionnelles ou aucune exposition à l'amiante n'ayant été retrouvée.

Dans les cas mettant en évidence une exposition non professionnelle, la CECEA procède à l'examen des dossiers de victimes présentant des pathologies autres que celles prévues par l'arrêté du 5 mai 2002.

En 2024, conformément au vœu émis par le conseil d'administration lors de sa séance du 19 septembre 2023, la nouvelle organisation de la CECEA a permis d'assurer la présence en séance de chaque suppléant au moins une fois dans l'année.

Les séances se tiennent toujours en hybride, majoritairement en visio-conférence.

L'activité de la CECEA

Évolution des flux de dossiers en CECEA depuis 2022

	2022	2023	2024
Entrées	373	380	**441**
Sorties	437	362	**452**

On note une nette croissance de la charge assumée par la commission en 2024, non seulement en ce qui concerne le flux de dossiers traités que le nombre de dossiers analysés. Cette année, en effet, **370 dossiers** ont été analysés par la commission lors de **11 séances** d'une journée, soit une **nette augmentation** (20 %) par rapport à 2023 (311 dossiers examinés). Ce constat est lié principalement à l'accroissement observé sur l'ensemble des demandes adressées au FIVA mais aussi à un assouplissement des critères de passage en commission, l'absence de certificat médical sur la pathologie concernée n'étant par exemple plus considérée comme rédhibitoire.

Parmi les 370 dossiers :

- **352** ont fait l'objet d'un avis définitif de la commission ;
  - ↘ 177 acceptations
  - ↘ 175 rejets
- **16** ont fait l'objet d'un avis technique impossible pour défaut de documentation sur l'exposition et/ou la pathologie malgré les relances opérées ;
- **2** ont fait l'objet d'une demande de pièces supplémentaires.

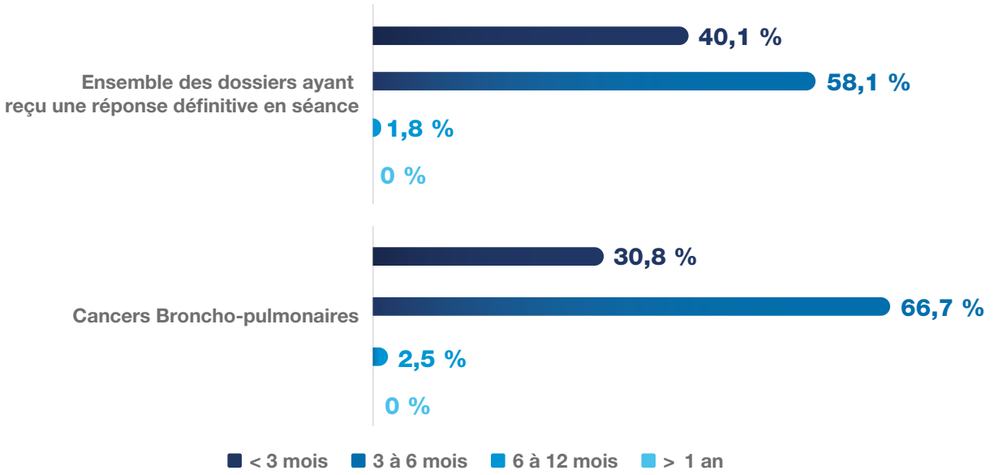
26 · Cf. l'arrêté précité du 5 mai 2002. Il s'agit des maladies spécifiques de l'amiante ; à savoir, le mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine et du péricarde, ainsi que les autres tumeurs pleurales primitives et les plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.

Depuis l'automne 2023, le fonctionnement de la commission a été rationalisé et les dossiers dans lesquels les pièces nécessaires à l'examen de la demande n'ont pas été communiquées, malgré la relance opérée par le secrétariat de la CECEA, ne sont plus transmis à la commission pour avis. Cet examen, rendu inutile par l'absence de données, engorgeait inutilement le processus pour un résultat peu satisfaisant (ces demandes donnaient lieu à un « avis technique impossible »). Après une ultime analyse des pièces présentes au dossier, ces demandes sont aujourd'hui classées sans suite au sein du service médical. Elles font ensuite l'objet d'un rejet pour défaut de pièces, ouvrant les voies de recours au demandeur.

Néanmoins, en fonction de la qualité des éléments transmis et du faisceau d'indices réunis, certains dossiers bien qu'incomplets sont tout de même présentés à la commission, ce qui conduit celle-ci à rendre le plus souvent un « avis technique impossible » (16 avis techniques impossibles en 2024).

Sur le graphique suivant, on remarque que la durée de traitement des dossiers par la CECEA s'améliore de manière significative : en 2024, plus de 98 % des dossiers ont été traités dans un délai inférieur à 6 mois, soit une très nette amélioration du délai de traitement par la CECEA (90 % en 2023). Aucun dossier ne présente d'ailleurs un délai de traitement dépassant une année.

Durée de traitement des dossiers en CECEA en 2024



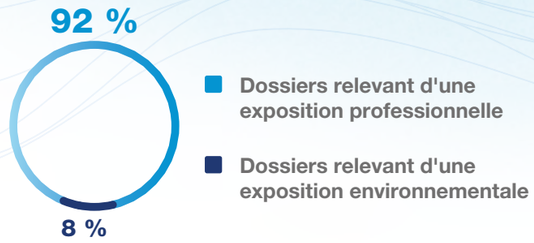
Les différents types d'exposition à l'amiante

La nature de l'exposition à l'amiante peut être de deux ordres :

- **celle dite « professionnelle »,** conséquence d'une exposition de la victime dans le cadre de son travail ;
- **celle qualifiée d'« environnementale »**, sans lien avec la vie professionnelle de la victime. Cette exposition est subdivisée en trois catégories :
  - **« familiale »** en cas de cohabitation de la victime avec une personne fortement exposée à l'amiante,
  - **« géographique »** en cas d'habitat en zone amiantifère (notamment certaines zones en Corse),
  - **« industrielle »** en cas d'habitat proche d'une usine relarguant de l'amiante dans son environnement (par exemple à Aulnay-sous-Bois).

En 2024, l'exposition professionnelle concernait 327 victimes (contre 266 en 2023, soit + 23 %) et 25 dossiers traitaient d'une exposition environnementale (contre 11 en 2023 et 13 en 2022).

Répartition des dossiers par nature de l'exposition



Parmi les 25 dossiers de **victimes environnementales** évalués par la CECEA :

- **14** demandes concernaient une exposition due à la proximité avec des personnes exposées professionnellement (exposition dite « familiale ») ;
- **8** demandes concernaient une exposition « géographique » ou « industrielle » ;
- **3** concernaient les deux simultanément.

Après examen des pièces présentes au dossier, la CECEA a constaté que 92 % des victimes ont été exposées professionnellement, *un taux stable au regard des 94 % de 2023.*

Décisions de la CECEA

En 2024, **352 dossier**s examinés par la CECEA ont donné lieu à un avis définitif, la commission ayant établi ou écarté un lien entre l'exposition rapportée par le demandeur et la pathologie soumise à examen.

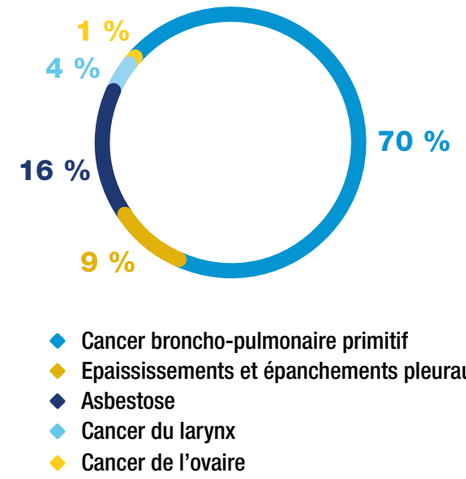
→ Lien établi

Un lien a été établi entre la pathologie de la victime et son exposition à l'amiante pour 177 dossiers examinés, concernant 169 victimes exposées professionnellement et 8 relevant d'une exposition environnementale.

L'augmentation de la part des victimes atteintes de cancers broncho-pulmonaires primitifs, observée depuis de nombreuses années, se confirme en 2024 (70,1 %, soit 13,5 points de hausse depuis 2021).

On remarque un retour du nombre de victimes atteintes d'asbestose à un étiage plus traditionnel à 16,2 % (–6,3 points). Enfin, la tendance baissière du pourcentage des épaississements pleuraux et pleurésie s'interrompt, avec cette année une stabilisation de son niveau à 9,1 %.

Répartition des pathologies dont le lien avec l'amiante a été établi par la CECEA en 2024



Évolution des pathologies dont le lien avec l'amiante a été établi par la CECEA depuis 2022

	2022	2023	2024
Cancers broncho-pulmonaires primitifs	59,7 %	65,8 %	**70,1 %**
Epaississements et épanchements pleuraux	21,0 %	8,1 %	**9,1 %**
Asbestose	16,9 %	22,5 %	**16,2 %**
Cancers du larynx	1,6 %	3,6 %	**3,4 %**
Cancers de l'ovaire	0 %	0 %	**1,2 %**

On remarque que l'augmentation relative des pathologies malignes aux dépens des pathologies bénignes se confirme également dans le cadre de la CECEA.

Évolution des pathologies graves et bénignes dont le lien avec l'amiante a été établi par la CECEA depuis 2022

	2022	2023	2024
Maladies malignes	61 %	69 %	**74 %**
Maladies bénignes	39 %	31 %	**26 %**

Sur les 8 dossiers d'exposition environnementale qui ont fait l'objet d'un avis favorable, il s'agissait de 7 femmes et 1 homme, présentant 5 cancers pulmonaires, 2 fibroses et 1 cancer de l'ovaire.

L'exposition environnementale a consisté en la proximité d'une usine (1) ou la vie commune avec un travailleur exposé à l'amiante (7 : conjointes de travailleurs exposés à l'amiante, vie en logement de fonction amianté, fille de conducteur de bus de travailleurs de l'amiante).

→ Lien non établi par la CECEA

La CECEA n'a pas établi de lien entre la pathologie présentée par le demandeur et une exposition à l'amiante dans 175 cas, soit un peu plus de la moitié des avis rendus. Les demandeurs soutenaient la réalité d'une exposition professionnelle dans 158 dossiers et le caractère environnemental de leur exposition pour 17 d'entre eux.

À l'issue de l'examen des pièces transmises, la CECEA ne retrouve pas de lien entre l'exposition et la pathologie car :

- les conditions et/ou l'intensité de l'exposition à l'amiante se sont révélées insuffisantes pour établir une causalité avec la pathologie présentée dans deux tiers des cas (112 dossiers),
- la pathologie présentée par la victime n'a pas été confirmée ou était sans lien avec une exposition à l'amiante selon l'état des connaissances scientifiques actuelles (63 dossiers).

Ces résultats sont stables.

Concernant les 17 dossiers d'exposition environnementale alléguée qui ont fait l'objet d'un avis défavorable, 10 relevaient d'expositions familiales et 7 d'une exposition géographique. 2 demandes ont été écartées pour raison médicale et 15 du fait d'une exposition non prouvée ou insuffisante.

Répartition des dossiers par motif d'absence de reconnaissance de lien avec l'amiante



du fait de l'exposition **59,8 %**

du fait de la pathologie **40,2 %**

COP 2024-2026

UN NOUVEAU SOUFFLE

LE FIVA S'ADAPTE AUX RÉCENTES ÉVOLUTIONS AUXQUELLES IL DOIT FAIRE FACE

Ces dernières années ont vu de profondes modifications de la société : la crise sanitaire, le développement du numérique… Par ailleurs, la structure des demandes déposées au FIVA a profondément évolué, parallèlement à la population bénéficiaire de ses services : la part des pathologies graves s'est accrue tandis que les différents préjudices se sont multipliés au sein d'un même dossier.

Ainsi, après 20 ans d'existence, le FIVA doit aujourd'hui s'adapter à ces différentes évolutions afin d'assurer la plus grande qualité de prise en charge à ses bénéficiaires.

Le nouveau contrat d'objectifs et de performance signé entre l'État et le FIVA le 3 juin 2024 s'articule autour de trois axes :

AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES ET DE LEURS AYANTS DROIT

Le FIVA doit poursuivre ses efforts pour continuer d'assurer un traitement rapide et efficace des demandes. L'accent sera également porté sur l'amélioration de la qualité de la prise en charge des bénéficiaires et des réponses qui leur sont faites.

FAVORISER L'ACCÈS DES VICTIMES À LEURS DROITS

La réussite de ce projet implique une politique active de communication pour faire connaître leurs droits aux victimes qui peuvent les ignorer. Ces actions devront se déployer au plus près des victimes et en étroite concertation avec les professionnels de santé qui les suivent.

S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS RAPIDES QUI AFFECTENT SON ENVIRONNEMENT ET LE MONDE DU TRAVAIL

Le FIVA doit pleinement intégrer les nouveaux modes d'organisation du travail et en particulier, adapter ses outils et son organisation interne à l'exercice à distance des activités quotidiennes de ses agents. L'établissement devra parallèlement préserver un collectif de travail mobilisé sur la performance et l'efficience de ses activités ainsi que sur sa responsabilité sociale.

Ce contrat a été construit sur un modèle volontairement condensé autour de **8 actions jugées prioritaires** par les signataires :

- Respecter les obligations de résultats assignées au FIVA
- Assurer un accueil téléphonique de qualité ;
- Lutter contre le non-recours ;
- Développer l'accompagnement des victimes et de leurs proches ;
- Moderniser les conditions de travail ;
- Développer le contrôle interne ;
- Améliorer la gestion des ressources humaines ;
- Développer la responsabilité sociale du FIVA.

La forme et la rédaction de ce contrat ainsi que le nombre volontairement limité des objectifs (22) et des indicateurs qui leur sont associés (20) visent à le rendre plus clair et accessible. Conçu avec la participation de certains agents du FIVA sur la base du volontariat, l'ensemble des collaborateurs du Fonds devrait aisément pouvoir y adhérer et travailler de concert à la réalisation de ces 22 objectifs.

Depuis sa signature, les agents du FIVA se sont organisés en groupes de travail et œuvrent à la réalisation des objectifs fixés.



Partie 3

RESSOURCES FINANCIÈRES ET DÉPENSES DU FIVA

48 · Ressources
52 · Dépenses

Entretien avec

Karim Grason, adjoint de l'agente comptable



Dans quel contexte avez-vous rejoint l'agence comptable en tant qu'adjoint ?

Karim Grason — Venant du secteur privé, j'ai rejoint l'agence comptable en avril 2022, suite à un départ à la retraite, pour reprendre les missions de la personne en place.

Quelles sont vos activités au sein du service ?

Karim Grason — Au quotidien, j'effectue toutes les opérations de saisie et de suivi de la comptabilité générale, c'est-à-dire celles qui aboutissent au rapprochement bancaire, au suivi des comptes d'attente, aux encaissements de titres de recettes, aux règlements et à la validation des dépenses d'indemnisation émises et contrôlées, en amont, par une équipe rompue aux exigences de service. Je règle également les dépenses de fonctionnement vérifiées en amont par l'adjointe missionnée sur les dépenses. Si nécessaire, je procède aux situations de trésorerie pour les besoins d'abondement établis, aux opérations de régularisation des rejets bancaires ainsi qu'aux encaissements de chèques reçus.

Je suis et coordonne également les opérations liées à l'émission des titres de recettes, au recouvrement et je prépare les documents servant à justifier les réductions de recettes, les admissions en non-valeur et, le cas échéant, les remises gracieuses.

Enfin, dans le cadre de la continuité de service, je concours, avec l'agente comptable et son adjointe, aux opérations de contrôle et de validation de la paie.

À quelles contraintes avez-vous dû faire face ?

Karim Grason — Il existe au FIVA un impératif fort lié au respect des délais de paiement, compte tenu de la réglementation en vigueur. Je dois aussi m'adapter aux contraintes d'organisation et de gestion interne liées à la volumétrie et à la circulation des dossiers. Adopter un mode de fonctionnement et des obligations qui diffèrent de ceux du secteur privé a également constitué un enjeu important.

De quoi êtes-vous le plus fier depuis votre arrivée au FIVA ?

Karim Grason — Avec l'agente comptable du FIVA, nous avons profité d'une mise à jour de notre système d'information comptable et financier pour paramétrer et déployer le module dédié aux relances dans le cadre du recouvrement. Et pour répondre aux besoins de suivi et de coordination des opérations de recettes exercées auprès des institutionnels, employeurs et particuliers, j'ai rapidement ajouté aux tableaux de bord existants des requêtes destinées à leur automatisation, tout en veillant au maintien des suivis habituels et des notifications de titres de recettes. Tout ce travail a permis en deux ans une diminution notable des restes à recouvrer en compte et une plus grande régularité du suivi des opérations.

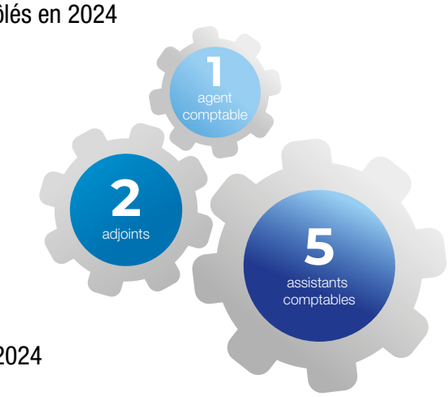
Quels sont vos objectifs pour 2025 ?

Karim Grason — Le FIVA a réalisé fin 2024 son raccordement au système national de gestion des identifiants (SNGI), mis en œuvre par la Caisse nationale d'assurance vieillesse, lui permettant d'identifier les dossiers de rentes à stopper au décès du bénéficiaire. Ces informations devraient permettre en 2025 de limiter les cas d'indus sur reliquats de rentes. Le cas échéant, il est nécessaire que le délai de notification de ces titres soit le plus court possible afin qu'une compensation légale puisse être effectuée dans les meilleurs délais sur des sommes à devoir au titre de l'action successorale, et ainsi éviter, autant que faire se peut, les demandes de remboursement auprès d'ayants droit déjà éprouvés.

FOCUS

AGENCE COMPTABLE

- Délai moyen de paiement des dépenses d'indemnisation en 2024 de **1 mois et 1 semaine** (délai réglementaire de 2 mois)
- **98 %** des offres payées aux victimes de maladies graves dans les 2 mois
- **860** préjudices économiques contrôlés en 2024
- **153** offres supérieures à 200 000 € vérifiées en 2024
- **30 224** dépenses d'indemnisation générées en 2024
- **31 285** dépenses vérifiées en 2024 (dont administratives)
- **980** titres de recette émis, vérifiés et notifiés en 2024
- **6 688** dossiers de rentes gérés en 2024



RESSOURCES

Depuis sa création, le FIVA est majoritairement financé par la branche accident du travail et maladie professionnelle de la sécurité sociale, sa contribution couvrant en effet l'intégralité de la dépense d'indemnisation. Comme l'an passé, le FIVA a également perçu une subvention de l'État qui, agrégée aux reprises sur provisions d'indemnisation des exercices antérieurs et aux recouvrements de recettes au titre des actions subrogatoires, constitue en 2024 le reste des produits de fonctionnement de l'organisme.

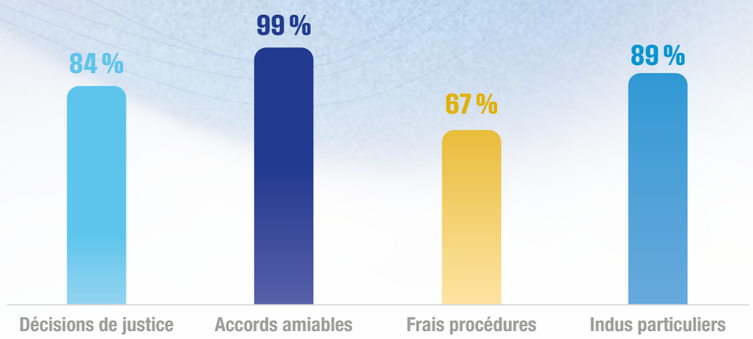
Les recettes dans le processus indemnisation

Le service financier constitue le centre d'émission et de recouvrement des titres de recettes (hors subventions) résultant pour la majorité des actions subrogatoires menées par le Fonds et, pour le reliquat, d'indus d'indemnisation.

Répartition des titres de recettes émis en 2024, hors subventions

Titres de recettes	Emis en 2024	Soldé en 2024	Situation fin 2024
Décisions de Justice	20 819 330,20 €	17 543 277,60 €	3 276 052,60 €
Accords Amiables	7 433 200 €	7 390 800 €	42 400 €
Frais Procédures	580 420,43 €	387 020,43 €	193 400 €
Indus Particuliers	156 303,97 €	139 863,68 €	16 440,29 €
TOTAL	**28 989 254,60 €**	**25 460 961,71 €**	**3 528 292,89 €**

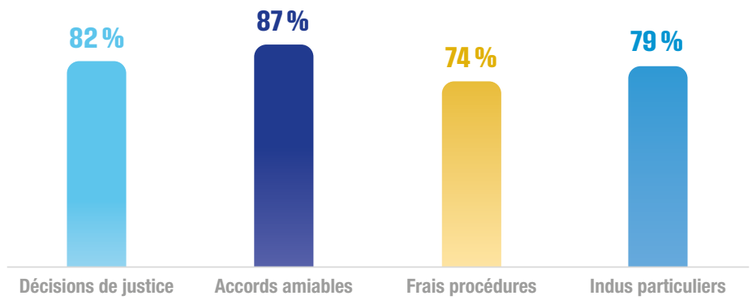
Recouvrements 2024



Restes à recouvrer antérieurs à 2024

Titres de recettes	Emis en 2024	Soldé en 2024	Situation fin 2024
Décisions de Justice	5 964 799,56 €	4 897 567,77 €	1 067 231,79 €
Accords Amiables	324 240,03 €	282 074,03 €	42 166 €
Frais Procédures	452 546,45 €	335 885,78 €	116 660,67 €
Indus Particuliers	673 285,17 €	529 489,30 €	143 795,87 €
TOTAL	**7 414 871,21 €**	**6 045 016,88 €**	**1 369 854,33 €**

Recouvrements antérieurs à 2024



Recettes allouées depuis la création du FIVA

Depuis sa mise en place, le FIVA s'est vu attribuer des dotations importantes afin de couvrir les dépenses d'indemnisation des victimes et ses frais de gestion administrative. Ainsi, les dotations prévues dans les lois de finances de l'État et de financement de la sécurité sociale depuis la création du Fonds s'élèvent à 7,295 milliards d'euros répartis comme suit :

- 6,751 milliards d'euros relevant de la branche accident du travail et maladie professionnelle, soit 92,54 % du total ;
- 544,3 millions d'euros relevant de l'État.

Au 31 décembre 2024, sur les 7,295 milliards d'euros votés dans les lois de finances de l'État et de financement de la sécurité sociale depuis la création du FIVA, 7,284 milliards d'euros ont effectivement été versés au Fonds, soit 99,85 % des dotations votées.

Dotations effectivement versées

Les modalités de versement des dotations allouées au FIVA ont été définies par conventions financières conclues avec l'État, d'une part, l'ACOSS[27] et la CNAM[28], d'autre part :

- les dotations de l'État sont intégralement versées au FIVA chaque année, selon un calendrier trimestriel, après éventuelles régulations budgétaires ;
- les dotations de la branche accident du travail et maladie professionnelle (AT/MP) sont versées, depuis janvier 2010, selon la convention signée avec l'ACOSS révisant la procédure de versement, par tranche de 20 millions d'euros, suivant un échéancier prévisionnel et sur demande[29] du Fonds.

Dotation du FIVA (en millions d'euros)

Période/Années	Dotation de l'État (après mise en réserve)	Dotation de la branche AT/MP	Total des dotations	Dotations versées*
2001 - 2017	490,5	4 948	5 438,5	5 370,5
2018	7,76	270	277,76	267,76
2019	7,76	260	267,76	267,76
2020	7,68	260	267,68	227,68
2021	7,68	220	227,68	247,68
2022	7,68	220	227,68	247,68
2023	7,68	220	227,68	307,68
2024	7,56	353	360,56	347,56
TOTAL	**544,3**	**6 751**	**7 295,3**	**7 284,3**

*correspondant aux dotations versées et aux prélèvements sur le fonds de roulement au 31 mai de chaque année de 2002 à 2006, puis au 31 décembre de chaque année à compter de 2007.

27 · Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

28 · Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

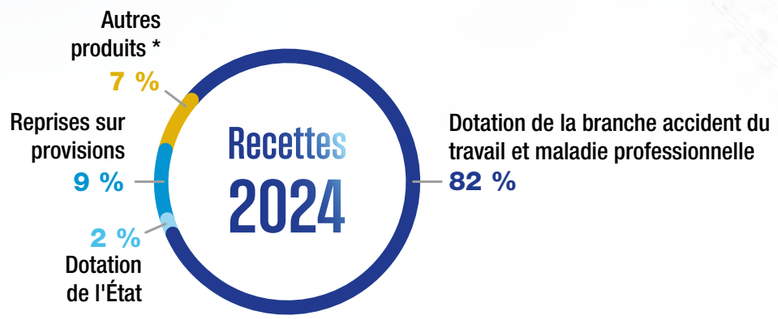
29 · Une demande de versement est faite dès qu'il ne reste plus que 20 millions d'euros afin que le FIVA puisse toujours assurer ses paiements.

Autres recettes

Outre les subventions de l'État et de la branche accident du travail et maladie professionnelle (AT/MP), le FIVA a d'autres recettes dont :

- les reprises sur provisions d'indemnisation sur les exercices antérieurs ;
- les encaissements en trésorerie correspondant au recouvrement des recettes au titre des actions subrogatoires ;
- le recouvrement des indus.

Répartition des dotations et recettes 2024



*qui incluent les recettes du contentieux subrogatoire et les autres recettes d'exploitation du FIVA

Répartition des charges et recettes (en millions d'euros)

	2022	2023	2024
Charges	**322,56**	**389,45**	**446,04**
Enveloppe intervention	314,49	381,01	436,81
Enveloppe personnel	5,58	5,61	5,86
Enveloppe fonctionnement	2,48	2,83	3,37
Produits	**307,42**	**308,76**	**431,30**
Dotation de la branche accident du travail et maladie professionnelle	220	220	353
Dotation de l'État	7,68	7,68	7,56
Reprises sur provisions	43,43	49,58	41,68
Autres produits*	36,31	31,50	29,06
Résultat net	**-15,13**	**-80,70**	**-14,74**
Résultats cumulés	**40,91**	**-39,79**	**-54,53**

*qui incluent les recettes du contentieux subrogatoire et les autres recettes d'exploitation du FIVA



DÉPENSES

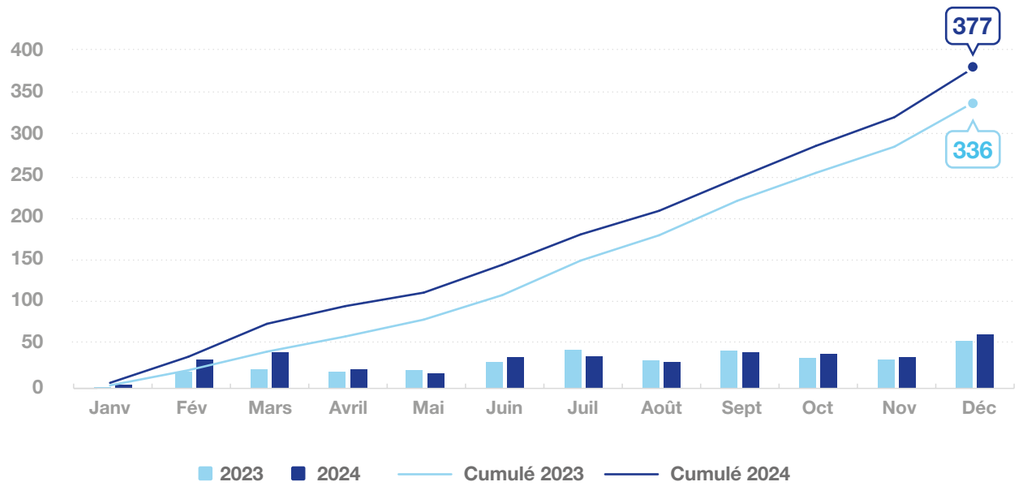
L'agence comptable et le service budget veillent à la bonne gestion des fonds alloués à l'établissement.

Les dépenses dans le processus indemnisation

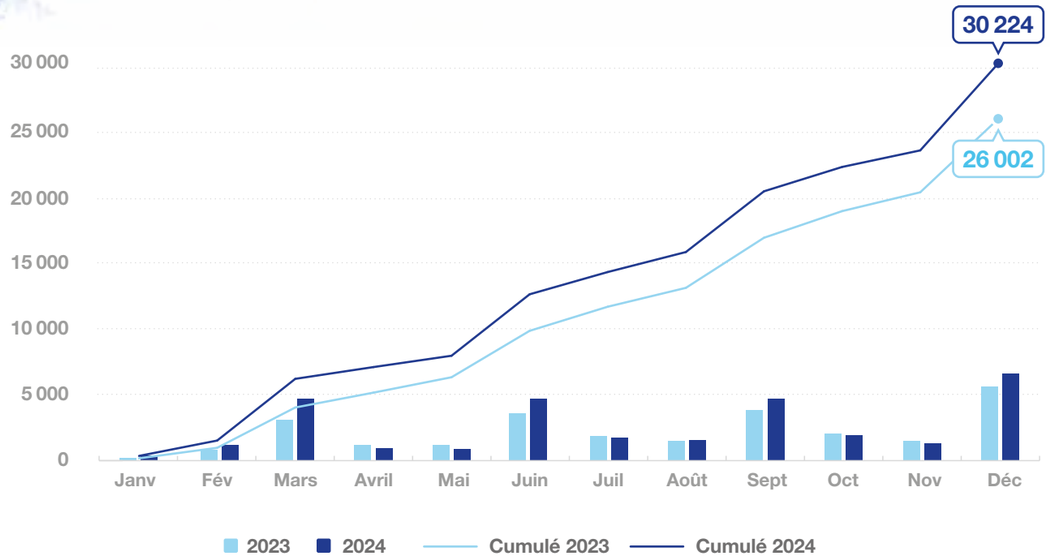
Conformément à la convention de délégation de gestion confiée par l'ordonnateur, le service financier assure tous les actes de liquidation et d'ordonnancement relatifs à l'activité d'indemnisation.

En 2024, plus de 30 000 dépenses d'indemnisation d'une valeur globale de 377 millions d'euros ont été générées. La variation constatée de +12 % par rapport aux valeurs 2023 est en partie liée à l'accroissement constant des volumes de rentes servies, en lien avec la modification de la jurisprudence de la Cour de cassation. Celle-ci, par un effet mécanique lié à la non-déduction de la rente servie par l'organisme social, au titre du préjudice fonctionnel, majore notamment le nombre et les montants des rentes servies en réparation de ce préjudice particulier.

Évolution du montant des dépenses d'indemnisation mises en paiement en 2024
(en millions d'euros)



Nombre d'ordres de paiement traités en 2023 et 2024



Traitement des rentes

Le service financier constitue le centre de gestion des rentes.

Or, le dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation en date du 20 janvier 2023 continue de peser fortement sur l'activité du service en 2024, accroissant de façon continue le volume des dossiers de rentes. On rappellera qu'avant ce revirement de jurisprudence, en 2022, 4 512 dossiers de rentes représentaient une dépense de 19 millions d'euros tandis qu'en 2023, 5 955 dossiers généraient 34 millions d'euros de dépenses. Fin 2024, 6 688 dossiers de rentes correspondaient à une dépense de 55 millions d'euros.

Conformément à la délibération du conseil d'administration du Fonds du 28 mars 2003, le préjudice fonctionnel est indemnisé, par principe, sous forme de rente viagère.

Entre 2022 et 2024,
le nombre de rentes a crû de 48,23 %, tandis que la dépense associée augmentait de près de 190 %

Sauf décision de justice, la rente est versée, à terme échu :

- annuellement pour les rentes inférieures à 2 000 € ;
- trimestriellement pour les rentes supérieures à 2 000 €.

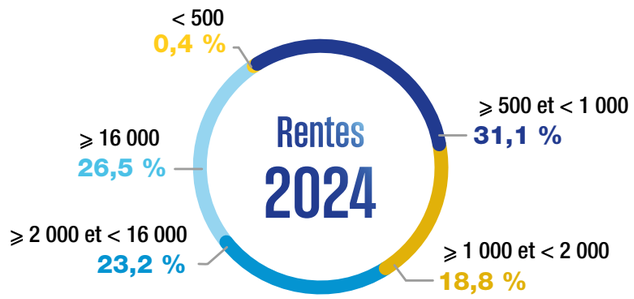
En 2024, on note que le poids des rentes annuelles, traditionnellement majoritaire du fait des modalités de règlement mises en place à l'origine du FIVA (les plafonds de paiement n'ont jamais été revalorisés), diminue nettement passant de près de 60 % en 2022 à 50,3 % en 2024. Ce phénomène s'explique par l'effet conjoint de la revalorisation régulière du montant des rentes servies (qui fait progresser petit à petit les valeurs des différentes rentes au-delà des plafonds initialement envisagés) ainsi que du revirement de jurisprudence de la Cour de cassation (qui majore les montants à servir en interdisant la soustraction de la rente servie par l'organisme social de celle accordée par le FIVA pour l'indemnisation du préjudice fonctionnel).

Répartition des rentes FIVA au 31 décembre 2024 selon leur montant (en euros)

Rythme de versement	Montant annuel des rentes	Nombre de rentes	Part (%)
Annuel	<500	28	0,4 %
	≥500 et <1 000	**2 081**	**31,1 %**
	≥1 000 et <2 000	1 257	18,8 %
Trimestriel	≥2 000 et <16 000	1 552	23,2 %
	≥16 000	1 770	26,5 %
	TOTAL	**6 688**	**100 %**

Le logiciel métier SICOF assure la fiabilité et l'efficacité du processus d'ordonnancement et de gestion de ces dossiers.

Répartition des rentes selon le montant en euros



Dépenses de gestion administrative

Comme chaque année, le FIVA s'est attaché à mettre en œuvre son objectif de gestion raisonnée de ses crédits, alloués pour sa gestion courante comme pour sa mission d'indemnisation. Composants de son budget, ces deux éléments sont exécutés selon les règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

Répartition des dépenses de gestion administrative par enveloppe en 2024



Les charges totales du FIVA s'élèvent à 446,05 millions d'euros[30] en 2024, *contre 390,02 millions d'euros l'année dernière.*

Les dépenses de gestion administrative de l'établissement, hors frais d'expertises médicales et d'honoraires d'avocats, s'établissent à 9,42 millions d'euros, soit 2,11 % des dépenses totales de l'organisme en 2024 contre 2,31 % en 2023. Ces résultats mettent en évidence la gestion maîtrisée des frais de fonctionnement courant de l'établissement.

Le taux d'exécution de la dépense s'élève en 2024, toutes enveloppes confondues, à 94,44 % du premier et unique budget rectificatif voté par le conseil d'administration du 19 septembre 2024.

FOCUS I

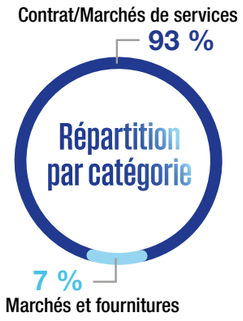
MARCHÉS PUBLICS

Durant l'année 2024, cinq consultations majeures ont été conduites pour satisfaire les besoins du FIVA en matière de :

- **« Conception graphique des supports de communication institutionnelle »** – Procédure adaptée ;
- **« Accueil physique, téléphonique et gestion intégrée du courrier »** – Procédure adaptée ;
- **« Exploitation et maintenance préventive systématique des installations techniques »** – Procédure simplifiée ;
- **« Liaisons en fibre optique »** – Procédure d'achat mutualisé *via* l'UGAP ;
- **« Hébergement et infogérance des données de santé en mode IaaS/PaaS »** – Procédure d'achat mutualisé *via* l'UGAP.

Au 31 décembre 2024, 43 contrats sont en cours d'exécution afin de couvrir les besoins du FIVA et de garantir la sécurité et la performance de son fonctionnement.

Répartition des marchés en cours d'exécution



30 · Correspond au total des charges constatées sur les quatre enveloppes, qu'elles soient de fonctionnement, d'intervention, d'investissement ou de personnel.

Effectifs et dépenses de personnel[31]

Le plafond d'emploi autorisé par le budget 2024 a été maintenu à 74 ETPT[32] et 77 ETP[33].

Le plafond d'emploi, conforme au cadre budgétaire autorisé, a été exécuté à hauteur de

97,16 %

Répartition et décompte de l'effectif du FIVA

Effectif	ETP 2024		ETPT 2024	
	autorisé	réalisé	autorisé	réalisé
Effectif sous plafond	77	74	74	71,90
Effectif hors plafond	-	-	-	-
SOUS-TOTAL	**77**	**74**	**74**	**71,90**
Effectif mis à disposition	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	**77**	**74**	**74**	**71,90**

L'écart de 2,10 ETPT non consommés s'explique par les difficultés de recrutement que le FIVA a connu en 2024. L'établissement est en effet confronté à des problèmes d'attractivité, comme beaucoup d'administrations ces dernières années.

De façon générale, la structure de l'effectif du FIVA est similaire à celles des années précédentes

Le taux de réalisation des charges de personnel pour 2024 s'établit à

91,97 %

Dépenses de personnel de 2020 à 2024 (en millions d'euros)

Dépenses de personnel	2022	2023	2024
Comptes 63 et 64*	5449	5614	**5863**
	0,29 %	3,03 %	**4,44 %**

*Compte 63 : Impôts, taxes et assimilés - Compte 64 : Charges de personnel

La progression des dépenses de personnel en 2024 est en grande partie due au glissement vieillissement technicité (GVT), à l'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter du 1er janvier 2024, à l'impact en année pleine du relèvement du taux participation aux frais de transport des salariés et au financement du dispositif de congés bonifiés au FIVA.

Dépenses de personnel de 2021 à 2024
(rapportées aux charges de gestion administrative et au budget global)

Dépenses de personnel Comptes 63 et 64*	2022	2023	2024
Par rapport aux charges de gestion administrative	65,77 %	62,31 %	**62,27 %**
Par rapport au budget global	1,73 %	1,45 %	**1,31 %**

*Compte 63 : Impôts, taxes et assimilés - Compte 64 : Charges de personnel

La part relative de la masse salariale (et les dépenses associées) rapportée aux charges de gestion administrative reste stable en 2024, à 62,27 % contre 62,31 % l'année passée. Elle représente ainsi 1,31 % du budget global du Fonds, contre 1,44 % en 2023.

31 · L'ensemble des informations et données sociales fait par ailleurs l'objet d'un développement détaillé dans le bilan social annuel.

32 · Équivalent Temps Plein Travaillé.

33 · Équivalent Temps Plein.

Partie 4

DONNÉES TECHNIQUES

58 · Les demandes

73 · Les décisions

83 · L'activité contentieuse

97 · ANNEXES



LES DEMANDES

L'INDEMNISATION CONSTITUE LE CŒUR DE MÉTIER DU FIVA

Le traitement des demandes est organisé autour de l'unité de base que constitue le dossier. À chaque nouvelle victime de l'amiante, pour laquelle une première demande d'indemnisation est déposée devant le FIVA, un dossier est créé.

Ce dossier regroupe toutes les demandes concernant la victime[34] : la demande initiale permettant son identification, les éventuelles aggravations de son état de santé, les demandes supplémentaires (perte de revenus, remboursement des frais funéraires, tierce personne, frais divers, etc.) et, le cas échéant, les demandes des ayants droit[35]. Chaque dossier peut donc donner lieu à plusieurs décisions répondant à ces différentes demandes.

Toutes les conséquences financières de l'atteinte à l'état de santé d'un individu, imputables à l'amiante, sont ainsi appréhendées au sein d'un même dossier.

Demandes d'indemnisation reçues par le FIVA

Depuis sa création, le recours au FIVA est la voie privilégiée retenue par les victimes atteintes d'une maladie liée à l'amiante pour obtenir la réparation de leurs préjudices. En 2024, 96,3 %[36] d'entre elles ont choisi de s'adresser directement au FIVA plutôt qu'aux juridictions.

34 · Vivante ou décédée.

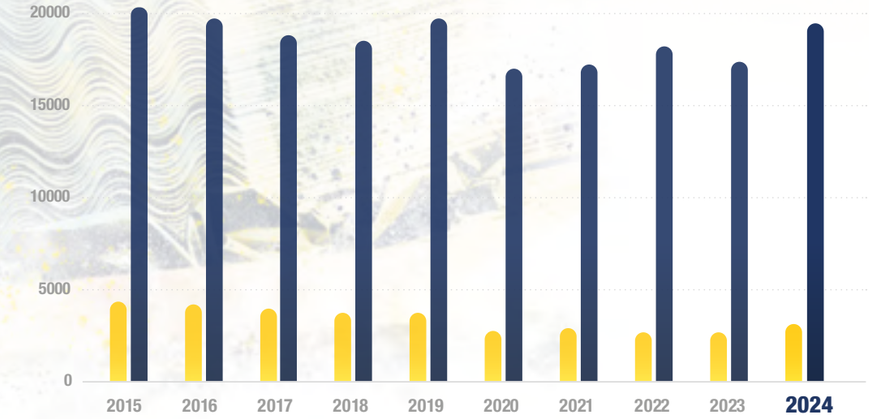
35 · Sont considérés comme ayants droit : le conjoint (époux, partenaire du pacte civil de solidarité ou concubin), les enfants, les père et mère, les frères et sœurs, les petits-enfants de la victime décédée ainsi que, dans certaines conditions, d'autres proches.

36 · Résultat à relativiser à l'aune du délai de transmission des recours par les juridictions et de l'exhaustivité de l'information.

Évolution du nombre de dossiers et de demandes

Globalement stable sur les dernières années, la demande a connu une évolution marquée en 2024 : si le nombre de dossiers revient à un niveau post-crise sanitaire (2021), le nombre de demandes retrouve un étiage comparable à celui enregistré antérieurement à la crise COVID.

Nombre de nouveaux dossiers et des demandes enregistrés par année depuis 2015



Les nombres de demandes et de dossiers reçus en 2024 ont ainsi crû de près de 10 % par rapport à l'année précédente. Le FIVA a en effet enregistré 19 147 demandes et ouvert 2 916 nouveaux dossiers sur la période (soit une augmentation de respectivement 9,9 % et 10 % sur un an).

Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2022

Année	Nombre de demandes		Moyenne mensuelle		Taux d'évolution	
	ND*	TD**	ND*	TD**	ND*	TD**
2022	2 699	**18 164**	225	**1 514**		
2023	2 652	**17 418**	221	**1 452**	-1,7 %	**-4,1 %**
2024	**2 916**	**19 147**	**243**	**1 596**	**10,0 %**	**9,9 %**

*ND : nouveaux dossiers **TD : total demandes

Le niveau des demandes formulées au titre de l'aggravation de l'état de santé[37] de la victime reste stable depuis plusieurs années.

5 %
en 2024

Depuis de nombreuses années, la demande auprès du FIVA est portée essentiellement par les ayants droit qui le saisissent en réparation de leurs préjudices personnels, tandis que la part des demandes initiales formées par les victimes se stabilise petit à petit autour de 15 %. On remarque cependant que le poids des demandes des ayants droit, qui diminue régulièrement depuis plusieurs années, passe en dessous des 50 % des demandes totales en 2024.

La part des demandes supplémentaires portées aussi bien par les victimes que par leurs ayants droit continue de croître régulièrement dans la structure des demandes depuis 2018, année de diffusion du nouveau formulaire. On rappelle que ce document à destination des ayants droit a été spécifiquement construit dans un objectif d'information renforcée sur les postes de préjudices indemnisables par le FIVA. Jusqu'à sa mise en place, les demandes supplémentaires représentaient 10 % environ de la demande globale (chiffre 2017) ; aujourd'hui, la part de ces demandes a triplé pour atteindre 31 % en 2024.

Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2022

Année	Demandes des victimes				Demandes des ayants droit		Demandes supplémentaires de demandeurs existants		TOTAL DES DEMANDES	
	Demandes initiales (nouvelles victimes)		Aggravation de l'état de la victime		Préjudice moral des ayants droit					
2022	2699	15 %	734	4 %	9996	55 %	4735	26 %	**18164**	**100 %**
2023	2652	15 %	758	4 %	9135	52 %	4873	28 %	**17418**	**100 %**
2024	**2916**	**15 %**	**892**	**5 %**	**9400**	**49 %**	**5940**	**31 %**	**19147**	**100 %**

Plus de 8 demandeurs sur 10 *font le choix de saisir seuls le FIVA.*

Analyse des demandes initiales selon l'auteur de la saisine

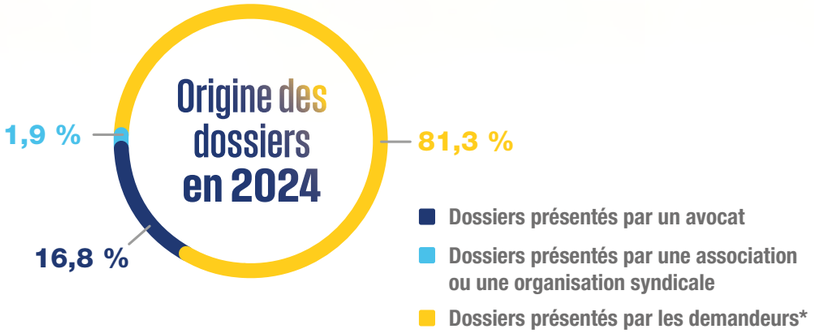
Les demandes d'indemnisation adressées au FIVA peuvent être formulées directement par la victime, ses ayants droit ou un représentant choisi par le(s) demandeur(s). Dans ce dernier cas, il s'agit le plus souvent d'un avocat, d'une association de victimes ou d'une organisation syndicale.

37 · Aggravation d'une pathologie préexistante ou apparition d'une nouvelle pathologie.

Répartition des dossiers déposés au FIVA selon l'auteur de la saisine depuis 2022

Année d'enregistrement	Dossiers présentés par un avocat	%	Dossiers présentés par une association ou une organisation syndicale	%	Dossiers présentés par les demandeurs*	%	TOTAL
2022	414	15,3 %	43	1,6 %	2242	83,1 %	**2699**
2023	426	16,1 %	38	1,4 %	2188	82,5 %	**2652**
2024	**489**	**16,8 %**	**55**	**1,9 %**	**2372**	**81,3 %**	**2916**

* y compris les dossiers pour lesquels il y a un mandat d'assistance d'une association ou d'une organisation syndicale.



Caractéristiques des nouvelles victimes

Répartition par type d'exposition

Le FIVA oriente les dossiers selon trois cas à l'entrée du dispositif d'indemnisation :

- les victimes relevant d'une prise en charge au titre des maladies professionnelles (maladie déjà reconnue lors de la saisine du FIVA ou en cours de reconnaissance) ;
- les victimes non reconnues, mais atteintes de pathologies valant justification de l'exposition à l'amiante dites spécifiques ;

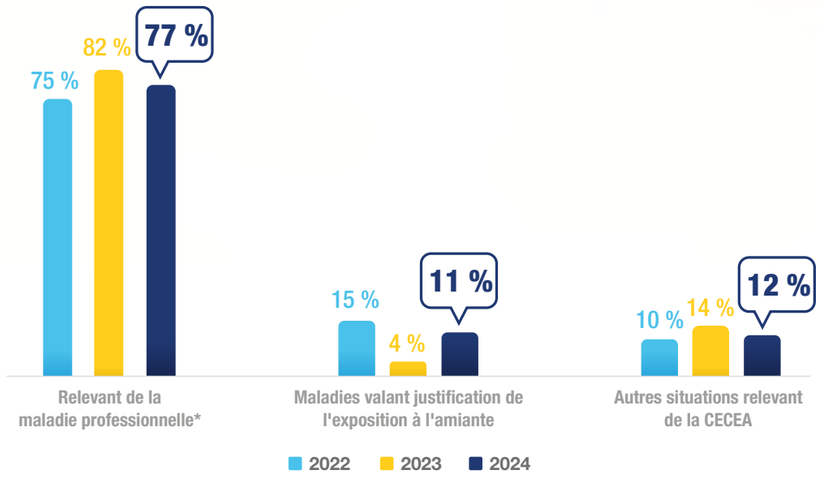
> ***Les maladies dites « spécifiques »*** *sont listées par l'arrêté du 5 mai 2002 : mésothéliome malin primitif de la plèvre, du péritoine, du péricarde et autres tumeurs pleurales primitives ; plaques calcifiées ou non, péricardiques ou pleurales, unilatérales ou bilatérales, lorsqu'elles sont confirmées par un examen tomodensitométrique.*

- toutes les autres situations, relevant de la Commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante (CECEA).

Conformément à la tendance observée depuis la création du FIVA, les victimes relevant d'une prise en charge au titre d'une maladie professionnelle (cas n° 1) sont toujours largement majoritaires en 2024, représentant près des trois quarts des demandeurs. On remarquera cette année un fléchissement (–5 points) du pourcentage de victimes présentant une pathologie d'origine professionnelle, passant de 82 % en 2023 à 77 % en 2024. Aucune tendance ne se dégage toutefois sur les trois dernières années, la valeur de 2024 étant comprise entre les deux précédentes.

Le quart restant se répartit entre les deux autres cas. La part des victimes prises en charge au titre d'une pathologie valant justification de l'exposition à l'amiante (cas n° 2), qui avait atteint son plus bas historique en 2023 à 4 %, retrouve une part de 11 % de l'ensemble, plus conforme à l'habitude.

Évolution de la répartition des victimes selon le type de prise en charge depuis 2022



* Répartition incluant les dossiers déjà reconnus ou en cours de reconnaissance en maladie professionnelle

Répartition par type de pathologie

Chaque dossier fait l'objet d'un examen par un médecin du FIVA qui détermine le taux d'incapacité attribué à la victime en fonction des répercussions de sa maladie et du barème médical spécifique du Fonds. **Ce taux d'incapacité et l'âge de la victime à la date du diagnostic de la pathologie constituent les deux principaux critères d'évaluation des préjudices subis.**

La répartition des victimes par pathologie est fonction de la maladie la plus grave recensée dans le dossier : si deux pathologies sont identifiées, une bénigne et une grave, **cette dernière prévaut sur la première.**

S'agissant des dossiers « En attente de qualification », près de 9 sur 10 sont soit non encore recevables, soit en attente des pièces nécessaires à leur évaluation par le service médical du FIVA. Entrés dans le dispositif sans pathologie rapidement identifiable par le service médical, ces dossiers poursuivront leur instruction et finiront par être soit intégrés dans une des pathologies prises en charge soit rejetés, par exemple pour défaut de pièce, sans que le médecin du FIVA ait pu poser un diagnostic (le dossier médical est resté incomplet). Certains resteront plus longuement dans cette étape dans l'attente d'un passage au Service médical, notamment dans l'hypothèse d'une instruction médicale complexe.

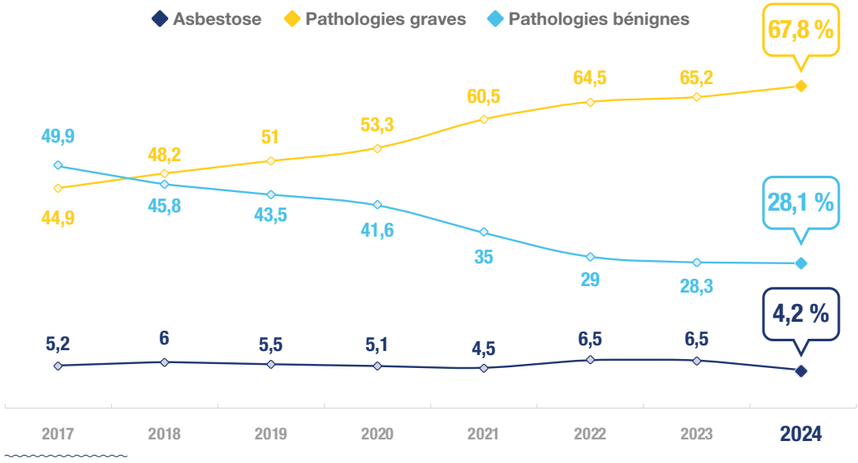
Du fait de la reconnaissance le 14 octobre 2023 des cancers du larynx et de l'ovaire comme maladies professionnelles en lien avec une exposition à l'amiante[38], ces pathologies sont isolées dans les statistiques du Fonds depuis 2023.

Répartition des nouvelles victimes par pathologie depuis 2022 (données au 30 avril 2025)

Pathologie	2022	2023	2024
Mésothéliome	597	574	**584**
Cancer broncho-pulmonaire	778	733	**723**
Cancer du larynx	7	7	**18**
Cancer de l'ovaire	1	1	**3**
Asbestose	139	132	**82**
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	621	570	**550**
Autres tumeurs pleurales primitives	9	6	**5**
En attente de qualification au 30 avril 2025	43	157	**668**
Rejetés ou classés sans suite	504	472	**283**
TOTAL	**2699**	**2652**	**2916**

Si l'on met de côté les dossiers non encore évalués reçus en fin d'année 2024 (comme vu ci-dessus, ils le seront courant 2025, suivant le cours habituel de l'instruction), l'évolution des poids relatifs des pathologies graves (mésothéliomes et cancers broncho-pulmonaires) et bénignes (plaques pleurales et épaississements pleuraux) au sein des nouveaux dossiers se poursuit selon les tendances précédentes. Ainsi, la proportion de pathologies graves progresse encore de près de 3 points en un an tandis que celle des pathologies bénignes continue de décroître, pour s'établir à 28,1 % (–1,8 points).

Évolution en pourcentage de la répartition des victimes par pathologie et par année de réception des dossiers (hors catégorie « Autres » et « En attente de qualification » - données au 30 avril 2025)

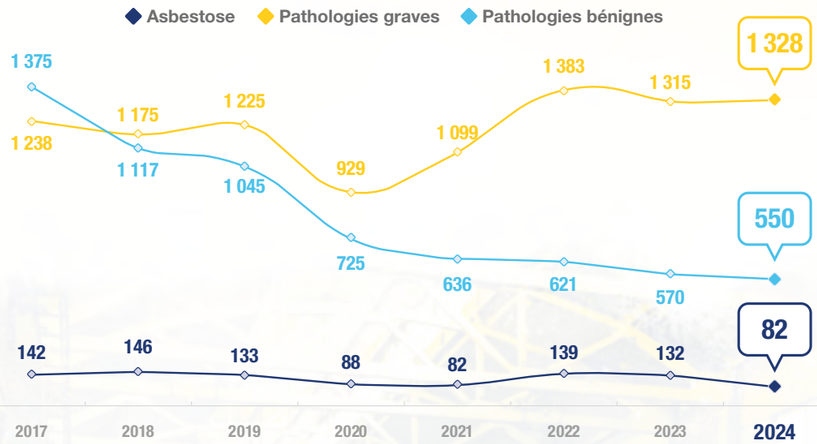


Cette année encore, la part représentative de victimes atteintes d'asbestose reste globalement stable, ***oscillant depuis 2010 entre 4 et 7 % de l'ensemble des nouvelles victimes.***

38 · Décret n° 2023-946 du 14 octobre 2023 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale

Si depuis 2018, parmi les victimes évaluées, celles atteintes de pathologies graves sont majoritaires (48,2 % en 2018 ; **67,8 % en 2024**), on constate la diminution constante du nombre de victimes atteintes de pathologies bénignes (passant de 1 117 en 2018 à **550 en 2024**) et par suite la diminution de leur poids relatif dans le nombre total de malades (passant de 45,8 % en 2018 à **28,1 % en 2024**).

Évolution en nombre de la répartition des victimes par pathologie et par année de réception des dossier (hors catégorie « Autres » et « En attente de qualification » - données au 30 avril 2025)



Cette tendance à la baisse s'explique notamment par :

- le délai écoulé depuis l'interdiction de l'usage de l'amiante en France, le 1er janvier 1997 (plus de 27 ans), qui joue prioritairement sur le nombre de pathologies bénignes, leur temps de latence étant beaucoup plus court que celui des pathologies graves (20 ans contre 40 ans pour les pathologies graves) ;
- l'absence de suivi post-professionnel efficace chez certaines catégories de professionnels, tel qu'il avait été mis en place dans l'industrie de l'amiante où les risques associés à ce matériau étaient clairement identifiés.

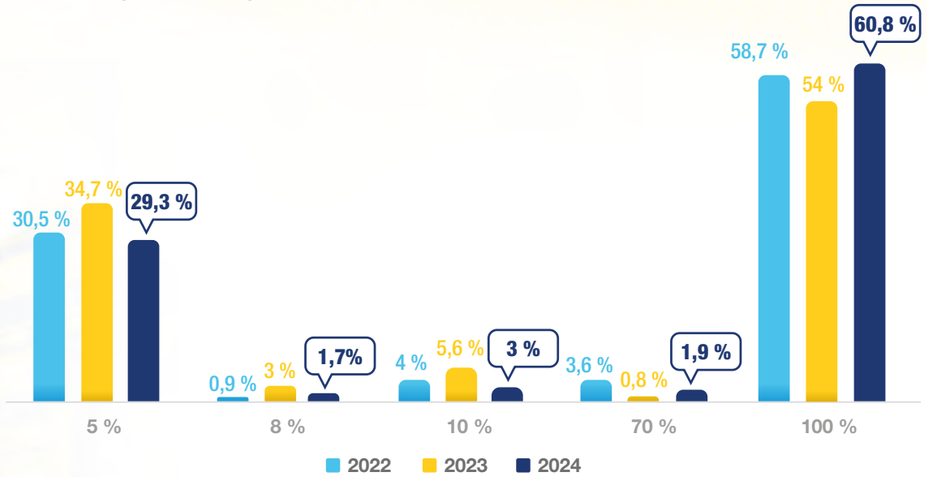
Répartition des victimes selon les taux d'incapacité attribués par le FIVA

La répartition des victimes selon le taux d'incapacité attribué par le service médical du FIVA reflète l'évolution du poids des pathologies graves par rapport aux pathologies bénignes. Il est ainsi traditionnellement observé une diminution continue du nombre de victimes pour lesquelles un taux d'incapacité de 5 % a été attribué et, corrélativement, une augmentation des victimes pour lesquelles un taux de 100 % a été fixé.

En 2024, on ne retrouve pas le renversement de tendance observé en 2023 mais une reprise de l'évolution observée depuis 2012.

Les taux « intermédiaires » (8, 10 et 70 %) restent relativement stables depuis plusieurs années.

Répartition des victimes selon les principaux taux d'incapacité attribués par le FIVA depuis 2022



Répartition par sexe

La répartition des femmes et des hommes au sein des nouvelles victimes reste globalement stable en 2024, malgré quelques évolutions mineures dans les différents cas d'entrée dans le dispositif.

Répartition des victimes selon l'origine de la pathologie et le sexe en 2024

Prise en charge	Hommes		Femmes		TOTAL
	en nombre	en %	en nombre	en %	
Reconnues en maladie professionnelle	2 100	93 %	158	7 %	2 257
Maladies valant justification de l'exposition à l'amiante	258	80 %	63	20 %	322
Autres situations relevant de la CECEA	241	71 %	96	29 %	337
ENSEMBLE	**2 599**	**89 %**	**317**	**11 %**	**2 916**

En 2024, la proportion de femmes au sein des pathologies relevant de la CECEA, quelle que soit leur exposition, se maintient à près de 30 %, confirmant l'évolution à la hausse notée dès 2022. Il convient cependant de noter que le nombre de dossiers concernés est très faible, comparé aux demandes relevant de la maladie professionnelle (cf. page 62, Évolution de la répartition des victimes selon le type de prise en charge depuis 2022) : **seuls 342 victimes relevaient, en entrée de dispositif, de la CECEA sur 2 279 dossiers déposés en 2024.**

Ainsi, sur l'ensemble des demandeurs, l'exposition des femmes à l'inhalation des poussières d'amiante résulte très majoritairement d'une exposition non professionnelle **pour près de 90 % d'entre elles.**

Répartition par âge

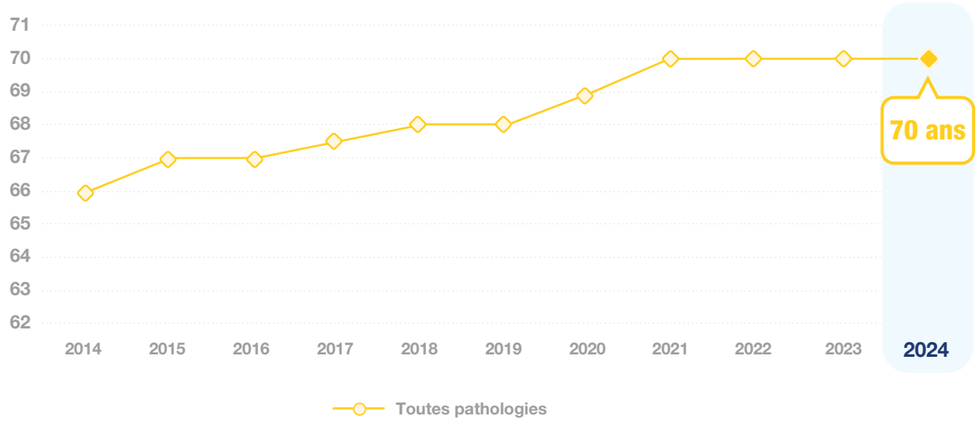
L'âge moyen des nouvelles victimes au moment de l'établissement du diagnostic reste stable en 2024, s'établissant à 70 ans.

L'âge moyen des nouvelles victimes a augmenté de 5 ans depuis 2013 et reste depuis 2021 à 70 ans.

Âge des victimes au moment du diagnostic, ventilé par pathologie, en 2024

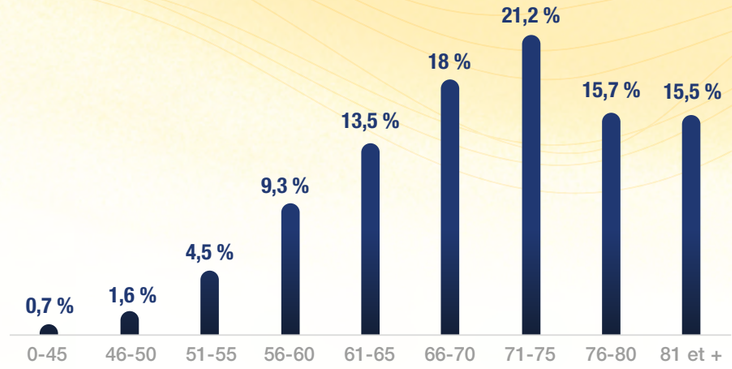
Pathologie	Age
Asbestose	71
Cancer broncho-pulmonaire	67
Mésothéliome	74
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	68
TOUTES PATHOLOGIES	**70**

Évolution de l'âge moyen des nouvelles victimes



Sur le graphique ci-dessous, on remarque un bond du dépistage à partir de 66 ans : **plus de 40 % des diagnostics sont posés entre 66 et 75 ans.**

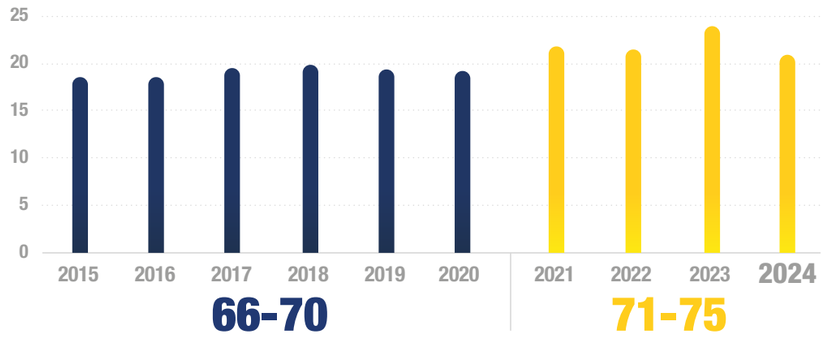
Répartition de l'âge des victimes au moment du diagnostic de la pathologie liée à l'amiante en 2024



On constate le vieillissement régulier de la population de victimes directes qui sollicitent le FIVA.

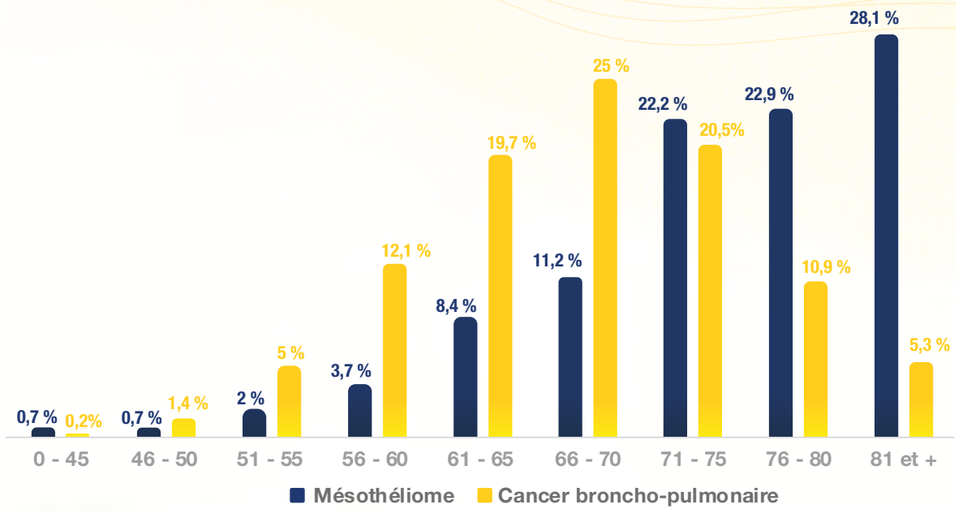
Pour la quatrième année consécutive, le diagnostic des différentes pathologies liées à l'amiante est plus fréquemment posé entre 71-75 ans, *versus* 66-70 ans antérieurement.

Historique de la tranche d'âge la plus représentée au moment du diagnostic depuis 2015



En outre, l'écart important constaté ces dernières années en ce qui concerne l'âge au diagnostic des victimes de pathologies graves persiste : les mésothéliomes sont diagnostiqués plus tardivement (après 70 ans pour 73,2 % des dépistages) que les cancers broncho-pulmonaires, décelés le plus souvent entre 56 et 70 ans (pour 56,8 % des victimes). On note toutefois un léger décalage des diagnostics de cancer broncho-pulmonaire intervenus : le pourcentage de diagnostics posés entre 56 et 65 ans décroît (respectivement –2,5 et –0,8 points entre 2023 et 2024 pour les tranches 56-60 et 61-65 ans) tandis que celui entre 71 à 75 ans augmente, passant de 17,7 % en 2023 à 20,5 % en 2024.

Répartition de l'âge des victimes au moment du diagnostic de mésothéliome et de cancer broncho-pulmonaire en 2024





Répartition par régime d'affiliation

La répartition des nouvelles victimes par régime d'affiliation de protection sociale reste globalement stable.

Répartition par régime d'affiliation des nouveaux dossiers depuis 2022

Pathologie	Années d'enregistrement		
	2022	2023	**2024**
Assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)	85,57 %	84,57 %	**85,13 %**
Régime des Mines	4,62 %	4,90 %	**4,83 %**
SGA - Défense	2,63 %	2,20 %	**2,02 %**
MSA - Mutualité agricole	1,55 %	1,43 %	**1,78 %**
SNCF	1,59 %	1,85 %	**1,36 %**
Education Nationale	1,41 %	1,58 %	**1,32 %**
CNIEG	0,85 %	0,39 %	**0,70 %**
ENIM - Marine Marchande	0,74 %	0,81 %	**0,62 %**
Fonction publique territoriale (dont Mairie de Paris)	0,22 %	0,54 %	**0,49 %**
RATP	0,15 %	0,27 %	**0,33 %**
France Télécom - La Poste	0,26 %	0,12 %	**0,21 %**
Ministère de l'intérieur (police nationale)	0,04 %	0,15 %	**0,08 %**
Autres agents de l'Etat	0,04 %	0,12 %	**0,08 %**
APHP	0,00 %	0,04 %	**0,04 %**
Régime étranger	0,00 %	0,04 %	**0,04 %**
Hôpitaux	0,04 %	0,15 %	**0,00 %**
Grand port maritime du port du Havre	0,00 %	0,04 %	**0,00 %**
CNRS	0,00 %	0,04 %	**0,00 %**
Assemblée Nationale Service des affaires sociales	0,00 %	0,04 %	**0,00 %**
Douanes	0,00 %	0,04 %	**0,00 %**
Artisans et commerçants	0,00 %	0,00 %	**0,00 %**
Autres	0,30 %	0,69 %	**0,95 %**

La part des victimes relevant du régime général de la sécurité sociale **demeure très largement majoritaire à 85 %.**

Répartition par situation au début de l'instruction du dossier

En 2024, la répartition entre victime vivante et décédée à l'entrée dans le dispositif reste parfaitement stable : **8 dossiers sur 10 ont été déposés au FIVA par des victimes vivantes.**

Part des victimes vivantes et décédées au début de l'instruction du dossier en 2024



Un écart important demeure cependant entre les victimes, vivantes ou décédées, selon la pathologie dont elles sont atteintes. Ainsi, les victimes décédées à l'entrée du dispositif présentaient le plus souvent une pathologie grave, et plus particulièrement un cancer broncho-pulmonaire (28,5 %).

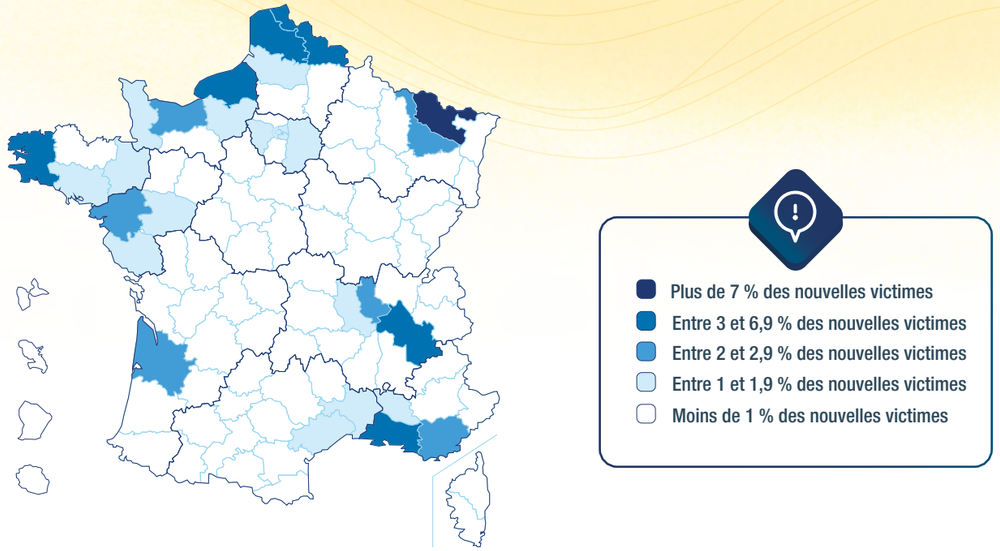
Nombre et répartition des victimes vivantes et décédées en 2024
(données au 30 avril 2025)

Pathologie	Vivantes	%	Décédées	%	TOTAL
Mésothéliome	448	76,7 %	136	23,3 %	**584**
Cancer broncho-pulmonaire	526	72,8 %	197	27,2 %	**723**
Cancer du larynx	17	94,4 %	1	5,6 %	**18**
Cancer de l'ovaire	2	66,7 %	1	33,3 %	**3**
Asbestose	73	89,0 %	9	11,0 %	**82**
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	536	97,5 %	14	2,5 %	**550**
Autres tumeurs pleurales primitives	3	60 %	2	40 %	**5**
En attente de qualification au 30 avril 2025	546	81,7 %	122	18,3 %	**668**
Rejetés ou classés sans suite	225	79,5 %	58	20,5 %	**283**
TOTAL	**2376**	**81,5 %**	**540**	**18,5 %**	**2916**

Répartition géographique

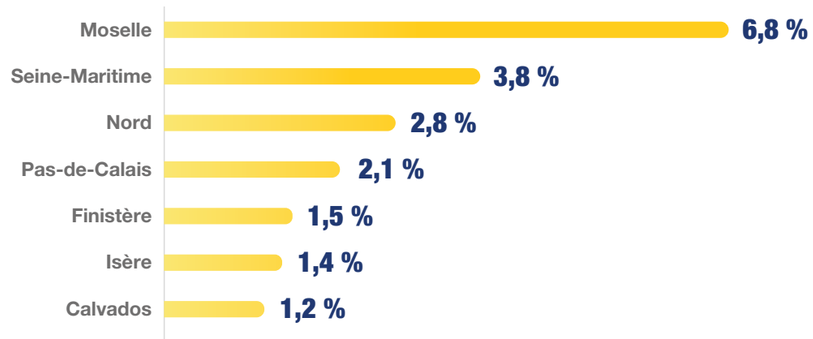
La répartition géographique des nouvelles victimes sur le territoire national reste limitée aux zones déjà concernées antérieurement.

Répartition des victimes par département en 2024



Les départements de la Moselle et de la Seine-Maritime restent, depuis 2018, en tête des départements surreprésentés, réunissant à eux deux **10,6 % des demandes en 2024.**

Surreprésentation départementale dans la population FIVA en comparaison de la France métropolitaine (en % - Insee 2022) [39]

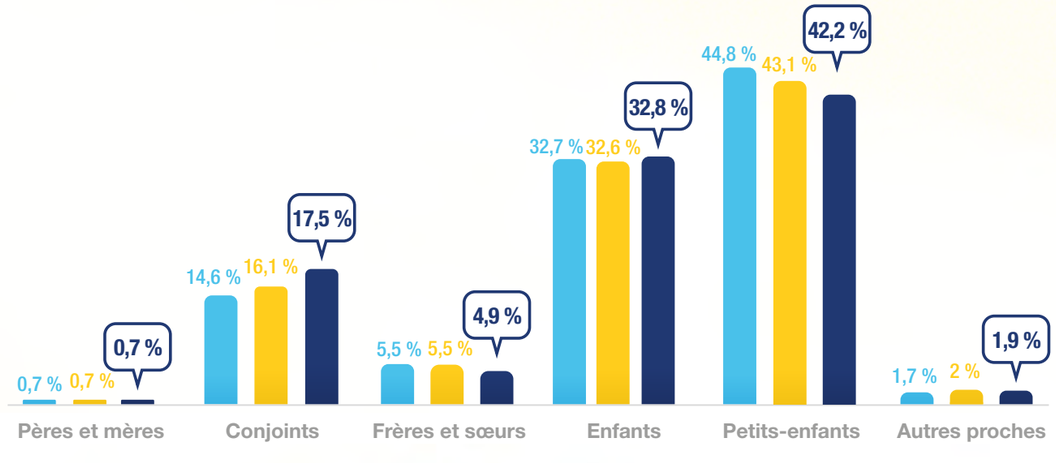


39 · Exemple : le poids relatif du département de la Moselle au sein de la population des victimes du FIVA excède de 6,8 points celui qu'il représente dans la population générale de la France métropolitaine.

Répartition des catégories d'ayants droit

Depuis la création du FIVA, la répartition entre les différentes catégories d'ayants droit reste stable, les enfants et les petits-enfants constituant trois quarts des ayants droit (75 %).

Répartition des ayants droit des victimes de l'amiante depuis 2022





LES DÉCISIONS

EN 2024, LES ÉQUIPES DU FIVA ONT SU FAIRE FACE À L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE, SANS DIMINUER LA QUALITÉ DU SERVICE RENDU AUX DEMANDEURS.

Après instruction des demandes d'indemnisation, le FIVA notifie une offre ou, si les conditions d'indemnisation ne sont pas réunies, une décision de non-indemnisation.

Décisions d'indemnisation prises par le FIVA

Chaque dossier peut donner lieu à plusieurs décisions, répondant à différentes demandes formulées par les demandeurs.

Nombre de décisions prises par le FIVA

Depuis 2003, 315 796 offres ont été proposées, dont 150 599 adressées aux seules victimes directes et 165 197 aux ayants droit[40].

Évolution du nombre de décisions depuis 2022, tous demandeurs confondus

	Nombre d'offres			Nombre de décisions de non indemnisation	Total décisions	Évolution
	Victimes	Ayants droit	Sous-total			
2022	5 295	8 847	14 142	3 262	17 404	
2023	5 871	7 022	12 893	3 993	16 886	-3 %
2024	**4 995**	**8 261**	**13 256**	**4 093**	**17 349**	**3 %**

Cette année, le FIVA a notifié 17 349 décisions, soit 13 256 offres et 4 093 décisions de non-indemnisation.

40 · Cf. tableaux p. 104

En 2024, le nombre de décisions émises est ***supérieur de 2,8 %*** *au résultat de 2023.*

Le stock de dossiers sans décision a été maintenu sous les 2000 unités, niveau considéré comme cohérent au regard des délais incompressibles d'instruction. Malgré le nombre supérieur de dossiers ouverts en 2024, ce stock reste comparable à l'étiage de 2023 (1650 dossiers sans décision en décembre 2024 contre 1616 un an plus tôt).

Un effort particulier a été fait sur les dossiers recevables en attente de décision depuis plus de 6 mois (donc supérieur au délai légal), le stock ayant été réduit de 15 % en un an **pour atteindre 431 unités en décembre.** Le stock de demandes sans décision (recevables ou non) a, quant à lui, continué de se réduire encore (–2,1 %), passant de 13889 en 2023 à **13602 demandes sans décision en 2024.**

Au 31 décembre, plus de la moitié de ce stock de demandes sans décision est constitué de demandes non recevables (57 %), leur nombre ayant crû de près de 4 % **pour atteindre 7722 unités.** Au contraire, le nombre de demandes recevables sans décision diminue de presque 10 % en un an **pour s'établir à 5880 unités.** Cette évolution reflète encore pour partie les effets du revirement de jurisprudence de la Cour de cassation (janvier 2023) : la rente servie à la victime par son organisme social n'ayant plus à être déduite des montants offerts, le FIVA peut traiter plus rapidement les demandes d'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle, sans attendre un retour de l'organisme social sur le montant de la rente accordée.

Cependant, le revirement semble avoir donné son plein effet en 2023, à tout le moins pour les demandes recevables sans décision de plus de 6 mois. On remarque en effet que le pourcentage de celles-ci est resté **stable en 2024 (à 2862 unités)** tandis que les demandes recevables de moins de 6 mois (donc encore dans les délais légaux) ont vu leur nombre régresser de 4 points (à 22 %) par rapport à décembre 2023. Il est probable que la majorité des demandes recevables de plus de 6 mois ne correspond plus à l'indemnisation d'un préjudice fonctionnel mais relève d'un autre type de préjudice.



Sur le tableau ci-après, si l'on examine plus attentivement les 24 % de décisions de non-indemnisation pour 2024, on note que la proportion de rejet spécifique du préjudice dit « supplémentaire » a crû le plus rapidement, passant de 21 % en 2018, avant la mise en œuvre du nouveau formulaire, à 44 % en 2024. Ces rejets sont très souvent liés à une absence de pièces justificatives, les demandeurs sélectionnant de manière presque systématique les différents préjudices proposés lors du dépôt du formulaire, sans toujours pouvoir démontrer ultérieurement leur existence[41].

On note également une nette augmentation (8 points) du taux de rejet de la demande concernant le préjudice de la victime (première demande ou en aggravation), passant de 14 % en 2023 à 22 %[42] en 2024. Ce rebond inhabituel trouve cependant une explication dans le revirement de la Cour de cassation (20 janvier 2023) sur la nature duale de la rente accident du travail-maladie professionnelle, qui a modifié les méthodes de calcul de l'indemnisation du Fonds.

En effet, lorsqu'une demande est déposée par une victime directe, l'instruction s'effectue sur les préjudices principaux que sont les préjudices moral, physique, d'agrément et l'incapacité fonctionnelle. Dans l'hypothèse où les informations détenues par le Fonds ne permettaient pas de proposer une indemnisation en réparation du préjudice fonctionnel, le FIVA émettait une offre partielle sur les autres préjudices et mettait ce préjudice en attente d'un retour d'information de l'organisme social. Ainsi, deux offres étaient émises pour une seule demande : l'offre complémentaire, intervenant à distance de l'offre partielle, accentuait le poids des offres d'indemnisation dans la masse constituée des offres d'indemnisation et de non-indemnisation, diluant ainsi la proportion des décisions de non-indemnisation dans le total des décisions.

Le changement de jurisprudence ayant considérablement limité le nombre d'offres complémentaires émises à la suite des offres partielles, **le taux brut de 2024** doit, en conséquence, **être corrigé** pour prendre en compte cette situation particulière : **si le FIVA avait continué d'émettre des offres complémentaires à un rythme habituel, le taux de rejet aurait été de 17 %**, comme indiqué dans le tableau suivant :

Détail des taux de non-indemnisation par type de demande depuis 2022

Type de demande	2022		2023		2024	
	taux d'offres	taux de non indemnisation	taux d'offres	taux de non indemnisation	taux d'offres	taux de non indemnisation
Préjudice moral - Ayants droit	86 %	14 %	82 %	18 %	**86 %**	**14 %**
Préjudice supplémentaire	63 %	37 %	50 %	50 %	**56 %**	**44 %**
Préjudice initial ou aggravation	85 %	15 %	86 %	14 %	**83 %**	**17 %***
TOTAL tout type de demande	**81 %**	**19 %**	**76 %**	**24 %**	**76 %**	**24 %**

* Taux corrigé

41 · Voir supra, page 60 (Évolution du nombre de nouveaux dossiers et des demandes depuis 2022)

42 · Résultat non reproduit

Il faut ajouter que pour 2023, ce phénomène a été masqué par l'effet du déstockage des offres complémentaires, c'est-à-dire de l'envoi massif d'offres restées en attente de réponse de l'organisme social, celles-ci ayant trouvé leur résolution dans l'application de la nouvelle jurisprudence sur la nature de la rente servie par l'organisme social.

Ainsi, une fois le taux corrigé, **on note une remarquable stabilité du taux de non-indemnisation autour de 15 % ces dernières années.**

Ces décisions de non-indemnisation émises par le FIVA en 2024 concernant une demande de la victime (donc sur un préjudice initial ou une aggravation de l'état de santé) se répartissent comme suit :

Ventilation par motifs de décision de non-indemnisation depuis 2022

Motifs de rejets	2022	2023	2024
Absence de préjudice	45,7 %	41,1 %	**42,3 %**
Rejet CECEA	35,8 %	13,1 %	**16,6 %**
Défaut de pièce	11,7 %	38,9 %	**32,2 %**
Absence d'aggravation	5,3 %	4,9 %	**6,8 %**
Prescription	1,5 %	2,0 %	**2,1 %**
TOTAL GÉNÉRAL	100 %	100 %	**100 %**

Concernant **les 32 % de décisions de non-indemnisation pour défaut de pièce**, on note que leur recul (–7 points) semble être en partie lié à l'augmentation du rejet CECEA (4 points)[43].

Sur les **42 % de décisions de non-indemnisation pour absence de préjudice,** il s'agit le plus souvent d'un décès considéré comme non imputable à la pathologie de l'amiante ou de manière plus marginale, d'une absence de pathologie de l'amiante.

Délais moyens de décision et de paiement des offres[44]

En application de l'article 53-IV de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, le FIVA est tenu de notifier une décision dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande d'indemnisation. En outre, aux termes de l'article 23 du décret d'application du 23 octobre 2001 : *« lorsque le demandeur accepte l'offre, le fonds dispose d'un délai de deux mois pour verser la somme correspondante ».*

43 · Se reporter à la page 41, pour une explication sur les résultats de la CECEA.

44 · Comme lors des exercices précédents, il est important de noter que les délais de présentation et de paiement des offres ne dépendent pas seulement de l'organisation interne du FIVA. Le Fonds était en effet largement tributaire, à tout le moins en début d'année, de la réception des informations et des pièces indispensables au chiffrage des offres et à leur paiement, généralement détenues par les demandeurs, leur régime d'assurance maladie ou leur employeur. Ces délais peuvent être qualifiés d'« exogènes » au FIVA au regard de ses propres délais de traitement des dossiers.

Délai moyen de décision

En 2023, le revirement de jurisprudence de la Cour de cassation a eu un effet positif sur les délais de décision, le FIVA pouvant offrir immédiatement l'incapacité fonctionnelle due à la victime. Cette tendance se confirme en 2024, les trois quarts des décisions étant prises dans le délai légal de 6 mois (74 %). On remarque également la réduction du délai de présentation d'une offre concernant une victime présentant une pathologie grave, la décision étant prise en moyenne en 3 mois en 2024 (contre 3 mois et 2 semaines en 2023).

Délais moyens de décision constatés depuis 2022

Délais moyens	Catégorie	Constaté en 2022	Constaté en 2023	Constaté en 2024*
Délais de décision* par type de demandeurs	Ensemble	5 mois et 1 semaine	4 mois et 2 semaines	**4 mois et 3 semaines**
	répartition :			
	maladies bénignes	5 mois et 1 semaine	3 mois et 3 semaines	**4 mois et 1 semaine**
	maladies graves	5 mois	3 mois et 2 semaines	**3 mois**
	ayants droit	5 mois	4 mois et 2 semaines	**5 mois**
Proportions délais de décision*	6 mois et moins	74 %	79 %	**74 %**
	plus de 6 mois	26 %	21 %	**26 %**

* décision de faire une offre ou de refuser l'indemnisation
** hors délais exogènes en 2023

Les décisions de non-indemnisation tendent à allonger mécaniquement le délai moyen global de présentation des décisions. En effet, si le FIVA s'efforce d'indemniser au plus vite les victimes, il attend le plus souvent un délai minimal de 6 mois avant de notifier une décision de non-indemnisation afin, notamment, de laisser au demandeur la possibilité de rassembler les pièces justificatives nécessaires à l'instruction de sa demande.

Comparativement à 2023, on remarque la dégradation du délai moyen de présentation des offres de 2 semaines (4 mois et 1 semaine en 2024 contre 3 mois et 3 semaines en 2023), tandis qu'au contraire, celui des décisions de non-indemnisation diminue de 5 semaines. Ces résultats reflètent surtout le poids prépondérant des ayants droit au sein des demandeurs : en effet, les délais des offres aux victimes se maintiennent bien en deçà du délai légal de 6 mois, avec un effort porté sur les victimes de pathologies graves qui voient leur délai de présentation diminuer de 2 semaines[45].

Délai moyen de décision par type de décision en 2024

Type de décision	Délai moyen de présentation
Offre	4 mois et 2 semaines
Non indemnisation	7 mois et 3 semaines

45 · Cf. le tableau Délai moyen de décision constaté depuis 2022 ci-dessus.

Délai moyen de paiement

L'organisation mise en place au sein des services indemnisation et comptable ainsi que l'évolution du logiciel métier ont permis de stabiliser le délai moyen global de paiement bien en deçà du délai réglementaire de 2 mois.

Délai moyen de paiement constaté depuis 2022

Délais moyens	Catégorie	Constaté en 2022	Constaté en 2023	Constaté en 2024*
Délais moyens de paiement de l'offre	Ensemble	1 mois et 2 semaines	1 mois et 2 semaines	**1 mois et 1 semaine**
	répartition :			
	maladies bénignes	3 semaines	1 mois	**3 semaines**
	maladies graves	1 mois	3 semaines	**3 semaines**
	ayants droit	1 mois et 2 semaines	1 mois et 3 semaines	**1 mois et 1 semaine**

* hors délais exogènes en 2023

Dépenses d'indemnisation

Comme le nombre d'offres présentées en 2024, qui a progressé de 2,8 %, la dépense d'indemnisation s'est accrue sur la même période, mais sur un rythme beaucoup plus important. Conséquence du plein effet de la revalorisation du barème du FIVA (10,5 % à compter du 1er octobre 2023 et 4,6 % au 1er avril 2024) ainsi que de la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation, la dépense d'indemnisation du Fonds s'établit à 377,4 millions d'euros en 2024 (12 % de plus qu'en 2023, soit une augmentation de 39 % depuis 2022).

Répartition des sommes versées par pathologie[46]

Comme les années précédentes, plus de 90 % des dépenses sont concentrés sur l'indemnisation des pathologies graves. Pour la seconde année, le FIVA isole les cancers du larynx et de l'ovaire, nouvellement reconnus comme pathologies professionnelles liées à l'amiante[47], afin de mieux suivre leur prévalence.

46 · Les dépenses sont liées pour l'essentiel aux offres du FIVA. Pour une part minoritaire, elles tiennent également compte des majorations d'indemnisation issues des contentieux.

47 · Décret nº 2023-946 du 14 octobre 2023 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale

Répartition des montants versés par pathologie en 2024 (en euros)

Pathologie	Dépenses 2024	
	En euros	Part
Mésothéliome	134 863 311 €	35,7 %
Cancer broncho-pulmonaire	207 312 286 €	54,9 %
Cancer du larynx	3 723 666 €	1,0 %
Cancer de l'ovaire	690 497 €	0,2 %
Asbestose	11 228 037 €	3 %
Plaques pleurales et épaississements pleuraux	17 465 423 €	4,6 %
Autres tumeurs pleurales primitives	2 158 785 €	0,6 %
TOTAL	**377 442 005 €**	**100 %**

Alors que les victimes atteintes de pathologies graves représentent aujourd'hui plus des deux tiers des nouvelles victimes connues du FIVA en 2024 (68,3 %[48]), les sommes versées au titre de leur indemnisation représentent 91 % de la dépense totale, soit un pourcentage stable par rapport aux trois années précédentes.

La prédominance du poids des cancers broncho-pulmonaires et des mésothéliomes dans la dépense s'explique par :

- la gravité de ces pathologies, donnant lieu à une indemnisation plus importante ;
- leur nombre relativement stable à un haut niveau (1 328 en 2024) et la baisse simultanée du nombre de pathologies bénignes ;
- la prise en compte, en cas de décès en lien avec l'amiante, des indemnisations offertes aux ayants droit qui s'y rattachent.

Au sein des pathologies graves, il existe un écart important (19 points) entre les dépenses relatives aux cancers broncho-pulmonaires et celles relatives aux mésothéliomes qui s'explique par :

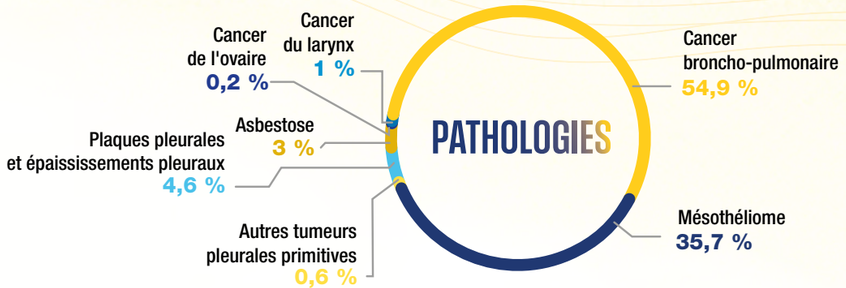
- une moyenne d'âge au diagnostic inférieure de 7 ans pour les victimes atteintes d'un cancer broncho-pulmonaire[49] induisant une dépense plus importante, en application du barème indicatif d'indemnisation du Fonds ;
- une proportion plus importante de victimes décédées d'un cancer broncho-pulmonaire à l'entrée dans le dispositif, s'accompagnant immédiatement de demandes d'ayants droit[50].

48 · Cf. supra graphique « Évolution en pourcentage de la répartition des victimes par pathologie et par année de réception des dossiers », page 63.

49 · Cf. supra le tableau « Âge des victimes au moment du diagnostic, ventilé par pathologie », page 66.

50 · Cf. supra le tableau « Nombre et répartition des victimes vivantes et décédées en 2024 », page 70.

Répartition des montants versés par pathologie en 2024



La moyenne des sommes allouées par pathologie reflète la logique des barèmes, médical et d'indemnisation, du FIVA, adoptés le 21 janvier 2003 par son conseil d'administration[51].

Contrairement aux pathologies bénignes, la moyenne des sommes allouées pour les pathologies graves se rapproche du montant versé aux victimes décédées. Ainsi, 142 039 euros ont été alloués en moyenne aux victimes atteintes d'un mésothéliome, soit un montant proche de celui alloué aux victimes décédées de cette pathologie (150 593 euros). Ces résultats, très stables d'une année à l'autre, s'expliquent par la forte mortalité des victimes atteintes d'une pathologie grave des suites de celle-ci (décès imputable) et de la prise en compte de l'indemnisation de leurs ayants droit.

Estimation des montants moyens cumulés d'indemnisation par dossier, ventilés par pathologie prépondérante, depuis la création du FIVA (en euros)

Pathologie prépondérante	Statut de la victime		Moyenne
	Vivante	Décédée	
Mésothéliome	96 916 €	150 593 €	142 039 €
Cancer broncho-pulmonaire	92 196 €	171 500 €	150 737 €
Cancer du larynx	97 824 €	208 243 €	170 536 €
Cancer de l'ovaire	52 466 €	157 748 €	140 311 €
Asbestose	20 775 €	82 069 €	42 765 €
Epaississements pleuraux	20 922 €	35 220 €	23 984 €
Plaques pleurales	19 143 €	29 713 €	19 707 €
Autres pathologies	25 546 €	85 210 €	45 483 €

51 · Le barème indicatif d'indemnisation a été revalorisé par délibération du 22 avril 2008, puis 13 mars 2023. En application de la délibération du 20 mai 2014, les rentes servies par le FIVA sont en outre revalorisées dans les conditions prévues par l'article L.341-6 du code de la sécurité sociale (dernière revalorisation le 1er juillet 2022). Conformément à la délibération du 29 mars 2013, le taux d'actualisation de la table de capitalisation est, quant à lui, actualisé suivant la modification du taux d'actualisation en annexe 1 de l'arrêté du 27 décembre 2011 relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du code de la sécurité sociale (dernière revalorisation le 1er janvier 2022).

Estimation des montants médians cumulés d'indemnisation par dossier, ventilés par pathologie prépondérante, depuis la création du FIVA (en euros)

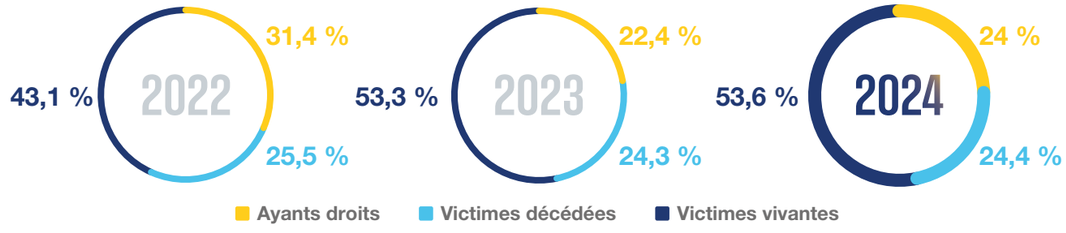
Pathologie prépondérante	Statut de la victime		Médiane
	Vivante	Décédée	
Mésothéliome	89 992 €	146 600 €	137 500 €
Cancer broncho-pulmonaire	79 960 €	169 587 €	149 463 €
Cancer du larynx	97 824 €	195 767 €	157 724 €
Cancer de l'ovaire	27 800 €	155 985 €	145 157 €
Asbestose	17 800 €	55 320 €	20 133 €
Epaississements pleuraux	19 206 €	18 593 €	19 103 €
Plaques pleurales	15 834 €	19 330 €	19 106 €
Autres pathologies	19 071 €	46 980 €	20 751 €

On remarque que les montants moyens et médians des sommes servies en réparation des pathologies identifiées ne présentent pas d'écart majeur à l'exception de l'asbestose. Cette différence notable entre valeur moyenne et médiane (42 765 € en moyenne contre 20 133 € de valeur médiane), révèle l'incidence de quelques indemnisations beaucoup plus élevées que la moyenne sur cette pathologie. Cet effet doit cependant être relativisé au regard du petit nombre de dossiers concernés (62 en 2024, contre par exemple 536 mésothéliomes). De la même manière, les écarts entre les valeurs moyennes et médianes servies pour les cancers du larynx et de l'ovaire ne sont pas représentatifs car ces pathologies ne concernent qu'un nombre très faible de victimes.

Répartition des sommes versées par le FIVA entre les types de bénéficiaires (victimes vivantes, actions successorales, ayants droit)

La ventilation des sommes versées par le FIVA dans le cadre de son activité d'indemnisation, hors contentieux et hors rentes, est représentée par les graphiques ci-après. S'agissant des ayants droit, n'est prise en compte que l'indemnisation servie au titre de leurs préjudices personnels, l'indemnisation des préjudices subis du vivant de la victime (action successorale) étant incluse dans la catégorie des victimes décédées.

Répartition des sommes versées entre les différents types de bénéficiaires depuis 2022



On note un accroissement du poids des victimes vivantes depuis 2023, phénomène qui se maintient en 2024 à 53,5 % (contre 53,3 % en 2023). La part des ayants droit qui avait nettement diminué en 2023, en corrélation avec l'effet de levier de la jurisprudence de la Cour de cassation sur les indemnisations versées aux victimes vivantes, se stabilise à 24 %.

Répartition des différentes catégories d'ayants droit dans le total des sommes versées depuis 2022

Liens avec la victime	2022	2023	2024
Conjoint	46 %	46,2 %	**56,8 %**
Enfants mineurs	4,4 %	4,7 %	**2,6 %**
Enfants majeurs	29,4 %	28,9 %	**24,6 %**
Parents	1,1 %	1,1 %	**0,7 %**
Petits-enfants	15,4 %	15,4 %	**12,6 %**
Fratrie	3,3 %	3,2 %	**2,4 %**
Autres liens de proximité	0,5 %	0,5 %	**0,2 %**
TOTAL	100 %	100 %	**100 %**

Contrairement aux années précédentes, où la répartition des indemnisations versées par catégorie de demandeurs évoluait très peu d'une année sur l'autre, la part représentative des sommes allouées aux conjoints des victimes décédées reste prédominante et augmente nettement de 10 points (56,8 %) bien qu'ils ne représentent que 17,5 % des ayants droit en 2024 (en hausse de 1,4 points par rapport à 2023). Les sommes allouées aux petits-enfants accusent au contraire une légère baisse de près de 3 points et représentent 12,6 % de la dépense alors qu'ils restent prédominants au sein des ayants droit (42,2 %).

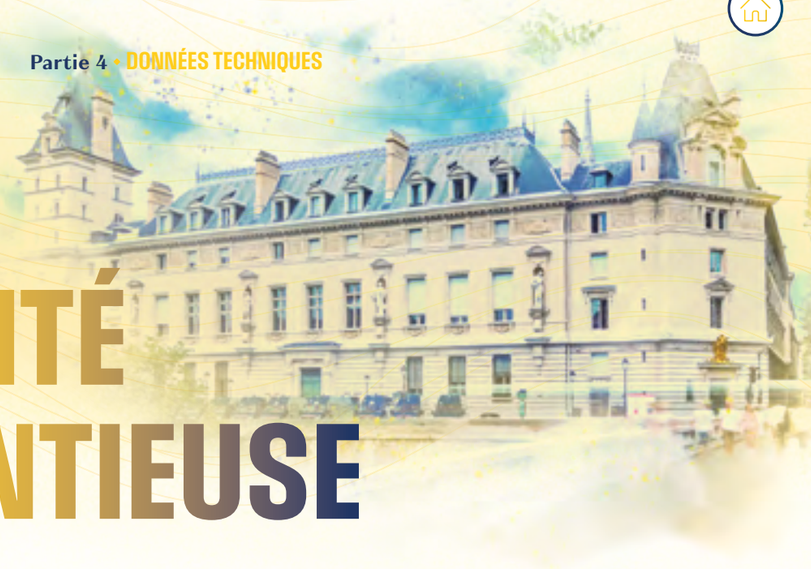
Cette situation est le reflet du barème d'indemnisation du Fonds qui prévoit une réparation plus élevée des préjudices personnels du conjoint survivant[52], à laquelle s'ajoute l'indemnisation de son éventuel préjudice économique. L'augmentation de 10 points des sommes versées en 2024 au conjoint de la victime est due à la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation : depuis janvier 2023 en effet, les revenus du couple avant le décès comprennent l'intégralité de la rente servie par le FIVA à la victime. Le montant de la rente versée par l'organisme social n'étant plus déduit de cette rente, la base de référence est plus élevée et le préjudice économique du conjoint survivant s'en trouve majoré.

Depuis sa création, ***plus de 115 000 victimes ont saisi le FIVA et plus de 370 000 demandes d'indemnisation*** *déposées par les victimes ou leurs ayants droit ont été enregistrées.*

Au 31 décembre 2024, le total cumulé des dépenses d'indemnisation s'élève à ***près de 7,7 milliards d'euros***[53]***.***

52 · Cf. annexe V.

53 · Cf. annexe IV.



L'ACTIVITÉ CONTENTIEUSE

UNE ACTIVITÉ CONTENTIEUSE TOUJOURS SOUTENUE

Après réception de la décision du FIVA, deux recours judiciaires sont ouverts aux demandeurs :

➜ Le premier afin d'obtenir la modification de la décision prise,

➜ le second visant la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur.

Une fois la décision de justice rendue, le FIVA a toujours l'opportunité de porter le contentieux devant la Cour de cassation.

Le contentieux indemnitaire

En application de l'article 53-V de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, le demandeur dispose d'un droit d'action en justice contre le FIVA « *si sa demande d'indemnisation a été rejetée, si aucune offre ne lui a été présentée dans le délai mentionné au premier alinéa du IV*[54] *ou s'il n'a pas accepté l'offre qui lui a été faite* ».

Traités en interne depuis la création du FIVA, les contentieux liés aux décisions du Fonds ont été, pour partie, initialement confiés en 2008 à sept cabinets d'avocats. L'externalisation a évolué mais reste limitée aux dossiers dits « simples » : contestations des offres dans lesquelles un taux d'incapacité de 5 % (barème FIVA) a été fixé par le Fonds[55], préjudice moral et d'accompagnement des ayants droit… Le service contentieux indemnitaire conserve ainsi la gestion des dossiers les plus complexes et les plus techniques.

Dans tous les cas, les argumentaires médicaux nécessaires à l'élaboration des écritures sont établis en interne par le service médical du FIVA et la plaidoirie est confiée aux avocats extérieurs.

54 · En application de l'article 53 -IV de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, le FIVA dispose d'un délai de six mois pour notifier sa décision.

55 · Incluant la contestation du taux d'incapacité de 5 % au profit d'un taux de 8 %.

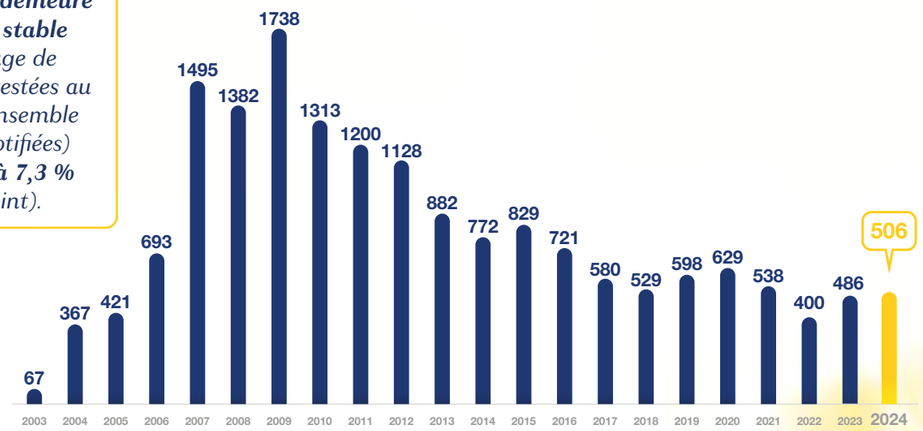
Nombre de contestations des décisions du FIVA

Le nombre de recours contre les décisions du Fonds augmente de 4,1 % en 2024, 506 nouveaux recours ayant été enregistrés contre 486 en 2023. 49 dossiers ont été externalisés contre 23 dossiers en 2023, mais plus aucun au titre d'un taux d'incapacité de 5 % fixé par le Fonds (un recours enregistré en 2023).

L'augmentation des recours se poursuit cette année encore mais de manière limitée, toujours en lien avec le revirement de jurisprudence opéré par la Cour de cassation le 20 janvier 2023. Le caractère exclusivement professionnel attribué à la rente servie par l'organisme social a un effet direct sur les méthodes de calcul d'indemnisation du fonds : il a donc généré de nombreux contentieux au titre du déficit fonctionnel et de la perte de gains.

Le taux de contestation demeure cependant stable *(pourcentage de décisions contestées au regard de l'ensemble des offres notifiées)* ***et s'établit à 7,3 %*** *(– 0,1 point).*

Évolution du nombre de contentieux indemnitaires ouverts par année depuis 2003



Répartition des contentieux indemnitaires par cour d'appel

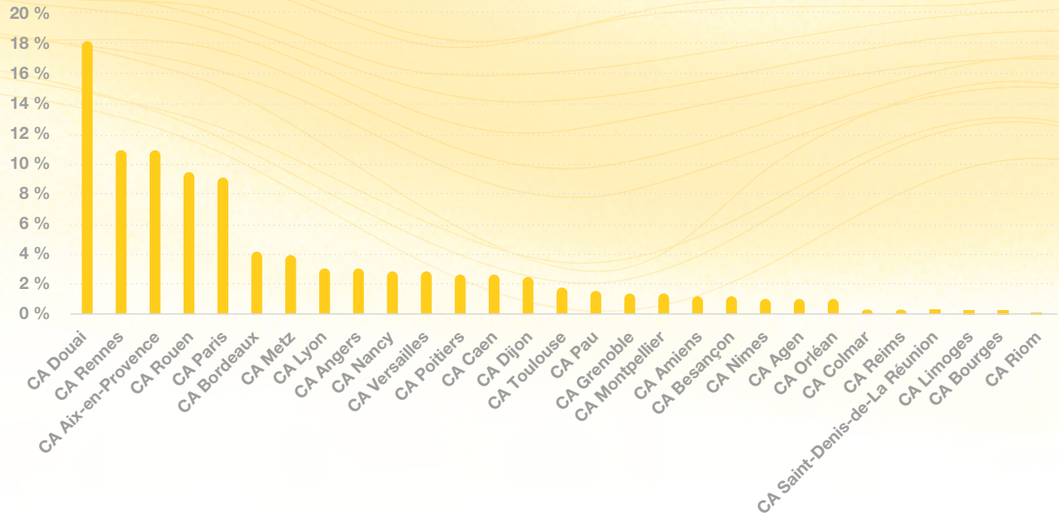
Conformément aux voies de recours fixées par l'article 53-V de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001[56], l'ensemble des cours d'appel du territoire de la République française est amené à statuer sur les contestations formées à l'encontre des décisions d'indemnisation du FIVA.

Comme les années précédentes, les recours sont portés devant un nombre limité de juridictions : 58 % d'entre eux sont concentrés devant les cours d'appel de Douai, Rennes, Aix-en-Provence, Rouen et Paris. En outre, la répartition des cours d'appel saisies est relativement stable par rapport à 2023.

Ainsi, la cour d'appel de Douai reste en 2024 la juridiction la plus saisie de ce contentieux mais accuse un léger recul avec 18 % des recours contre 20 % en 2023. Les parts représentatives des cours d'appel de Rennes, Aix-en-Provence, Rouen et Paris restent stables à respectivement 11 % pour les premières et 9 % pour les secondes.

56 · L'action en justice « est intentée devant la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le domicile du demandeur. »

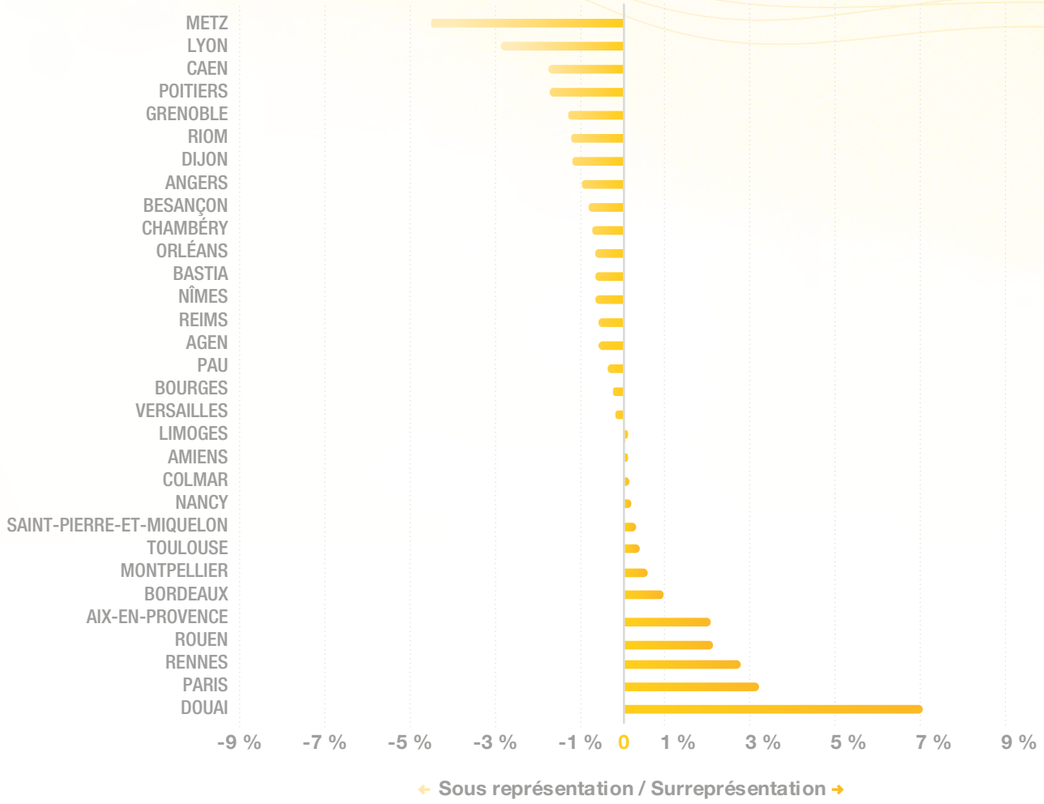
Répartition des recours par cour d'appel en 2024



Au-delà du simple nombre de recours, une seconde analyse consiste à mesurer la surreprésentation (ou sous-représentation) des cours d'appel. En rapportant le nombre de recours à la population des victimes de l'amiante connues du FIVA, il apparait en effet que certaines juridictions sont surreprésentées, comme les cours d'appel de Douai, Paris, Rennes, Rouen ou Aix-en-Provence, alors que les recours formés notamment devant les cours d'appel de Metz, Lyon, Caen, Poitiers et Grenoble sont très peu nombreux au regard de la population indemnisée par le FIVA dans leur ressort.



Répartition comparée des victimes FIVA et des contentieux indemnitaires par cour d'appel en 2024



Niveau des indemnisations fixées par les cours d'appel

Les compléments d'indemnisation versés par le FIVA au titre des majorations allouées par les cours d'appel se sont élevés en 2024 à un peu plus de 6,8 millions d'euros contre 7,2 millions en 2023 (– 5,6 % par rapport à 2023), évoluant dans un sens contraire au nombre de recours sur la même période. Ils représentent 1,8 % de la dépense totale liée aux indemnisations (soit 377,4 millions d'euros).

Le FIVA a en outre versé en 2024 la somme de 1 815,28 euros au titre des intérêts de retard dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, tandis qu'en 2023, ils s'élevaient à 42 577,06 d'euros (en lien avec une décision particulière condamnant le FIVA à régler des intérêts de retard à compter de 2011, date de recevabilité de la demande). Ce retour à un niveau plus faible d'intérêts de retard démontre la maîtrise par le service des délais d'exécution de décisions de justice. Un point de vigilance a d'ailleurs été mis en place à l'automne dans l'outil métier, afin de limiter au plus juste les délais de mise en paiement générateurs d'intérêts de retard. Ce suivi spécifique permet en effet de repérer rapidement les décisions bloquées dans le circuit de règlement, qu'il s'agisse par exemple d'une absence de signature de l'arrêt ou d'un retard dans la prise en charge.

- **S'agissant des victimes directes,** l'année 2024 est caractérisée par une importante augmentation des confirmations des offres du FIVA par les cours d'appel, en hausse de 22 points par rapport à 2023.
- Le niveau de majoration accordé par les cours d'appel diminue quant à lui sur tous les niveaux de majoration.

Niveau de majoration des arrêts rendus depuis 2022 sur des offres faites aux victimes

Dans la continuité des années précédentes, le taux de majoration décidé par les cours d'appel est d'autant plus élevé que le montant offert par le FIVA est faible.

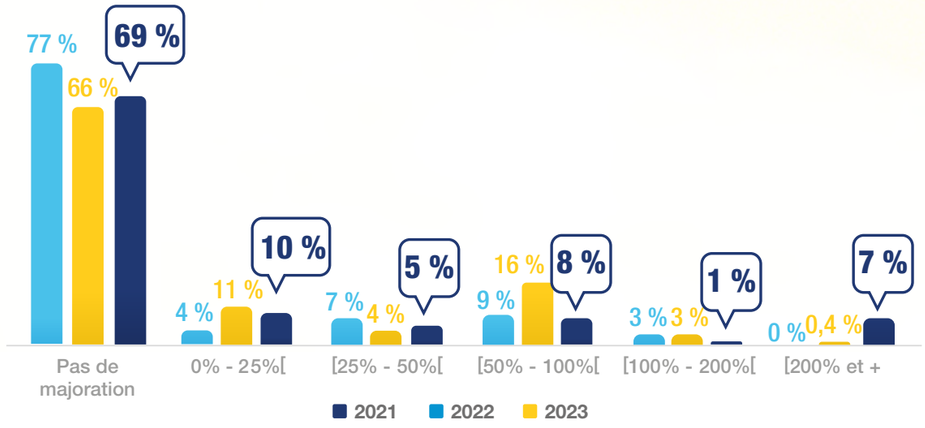
Montant moyen des offres FIVA faites aux victimes, concernées par un arrêt de cour d'appel en 2024

- Victimes -

	Pourcentage de majoration du montant de l'offre du FIVA				
Pas de majoration 55 497 €	0 % - 25 %[	[25 % - 50 %[	[50 % - 100 %[	[100 % - 200 %[	[200 % et +
	66 650 €	35 600 €	1 400 €	8 000 €	13 800 €

- **S'agissant des ayants droit,** à confirmation des offres du FIVA par les cours connaît une légère hausse en 2024, progressant de 3 points pour s'établir à 69 %, contre 66 % en 2023.
- Le niveau de majoration des offres par les cours d'appel reste relativement stable, à l'exception de la tranche « 50-100 % » qui perd 8 points et de celle à « 200 et + » qui progresse de plus de 6 points.

Niveau de majoration des arrêts rendus depuis 2022 sur des offres faites aux ayants droit



Tout comme pour les victimes, le taux de majoration alloué par les cours d'appel est d'autant plus élevé que le montant offert par le FIVA est faible. Il convient en outre d'en relativiser l'impact financier, les sommes offertes aux ayants droit étant largement inférieures à celles proposées aux victimes directes.

Montant moyen des offres FIVA faites aux ayants droit, concernées par un arrêt de cour d'appel en 2024

- AYANTS-DROIT -					
	Pourcentage de majoration du montant de l'offre du FIVA				
Pas de majoration 8 551 €	0 % - 25 %[	[25 % - 50 %[	[50 % - 100 %[	[100 % - 200 %[	[200 % et +
	15 152 €	11 538 €	5 339 €	4 843 €	502 €

Principaux motifs de recours

Alors que les principaux motifs de contestation des décisions du FIVA sont demeurés quasi identiques jusqu'ici, l'année 2024 est marquée par un changement significatif.

Pour mémoire, un recours peut être formé sur différents motifs de contestation à la fois.

Principaux motifs de recours en 2024

Principaux motifs de recours	2022	2023	2024
Perte de revenus des victimes et/ou des proches	12,5 %	15,6 %	**21,9 %**
Quantum des préjudices extrapatrimoniaux, hors incapacité fonctionnelle	24,8 %	23,6 %	**19,2 %**
Rejets	8,5 %	9,2 %	**10,3 %**
Assistance d'une tierce personne	7,8 %	6,1 %	**10,0 %**
Méthode d'évaluation du préjudice fonctionnel	4,8 %	15,5 %	**6,8 %**
Imputabilité du décès	6,5 %	6,1 %	**6,0 %**
Remboursement des frais funéraires	6,7 %	6,6 %	**5,5 %**
Rejets CECEA	9,5 %	6,3 %	**5,2 %**
Frais divers	3,7 %	2,3 %	**3,8 %**
Rejet aggravation	6,0 %	3,9 %	**3,1 %**
Préjudices hors barème (incidence professionnelle, préjudice d'anxiété, etc.)	0,5 %	0,1 %	**0,7 %**

Le *quantum* des préjudices[57], qui était depuis la création du FIVA le principal motif des recours engagés à l'encontre des offres du Fonds, poursuit sa courbe décroissante pour s'établir à 19,2 %. Pour la première fois, ce motif passe en seconde position et laisse la première place aux recours engagés sur la perte de revenus de la victime ou de ses proches à 21,9 % (soit une progression de 6,3 points). La forte progression de ce motif de recours s'explique par l'augmentation du nombre de demandeurs pouvant prétendre à l'indemnisation d'une perte de gains, du fait de l'impact direct du revirement de jurisprudence de la Cour de cassation sur la méthode d'évaluation de ce poste de préjudice (soit l'augmentation de l'assiette du préjudice économique).

On observe par ailleurs une nette augmentation des recours engagés contre les décisions relatives à l'assistance par tierce personne (3,9 points), tandis qu'après avoir connu une forte progression en 2023, le contentieux lié à la méthode d'évaluation du préjudice fonctionnel enregistre une baisse significative passant de 15,5 % en 2023 à 6,8 % en 2024. En effet, tirant les conséquences de la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation sur sa méthode de calcul, le FIVA a notifié des offres au titre du préjudice fonctionnel sans déduction de la rente accident du travail et maladie professionnelle, réduisant nettement ce contentieux spécifique.

Le poids des autres motifs de contestation reste stable sur 2024.

La perte de revenus de la victime ou de ses proches est, cette année, le principal motif des recours contre les offres du FIVA.

57 · Préjudices moral, physique, d'agrément et esthétique pour la victime ainsi que le préjudice moral et d'accompagnement des ayants droit.

FOCUS —

SERVICE CONTENTIEUX INDEMNITAIRE

- **Augmentation de 4,1 %** du nombre de recours contre les décisions du Fonds en 2024 (506 nouveaux recours contre 486 en 2023)
- **Taux de contestation stable :** 7,3 % en 2024 contre 7,3 % en 2022
- **58 % des recours portés devant les cours d'appel** de Douai, Rennes, Aix-en-Provence, Rouen et Paris
- Compléments d'indemnisation versés par le FIVA pour les majorations allouées par les cours d'appel en baisse : **6,8 millions d'euros en 2024** contre 7,2 millions d'euros en 2023
- La perte de revenus est cette année le principal motif des recours contre les offres du FIVA, représentant **21,9 % des motifs de recours en 2024**

Le contentieux subrogatoire

Le recours subrogatoire du FIVA est prévu par l'article 53-VI, 1er alinéa, de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001, qui dispose : « *Le fonds est subrogé, à due concurrence des sommes versées, dans les droits que possède le demandeur contre la personne responsable du dommage ainsi que contre les personnes ou organismes tenus à un titre quelconque d'en assurer la réparation totale ou partielle dans la limite du montant des prestations à la charge des dites personnes* ».

L'action du FIVA, sur le fondement de l'article L. 452-1 du code de la sécurité sociale relatif à la faute inexcusable de l'employeur, présente un intérêt non seulement pour l'établissement, mais également pour les victimes de l'amiante ou leurs ayants droit. En effet, si la faute inexcusable de l'employeur est reconnue, la victime peut obtenir le versement d'un complément d'indemnisation prenant la forme d'une majoration de la rente servie par l'organisme de sécurité sociale compétent, ou le versement d'une indemnité forfaitaire par ce même organisme. De plus, le principe de la majoration reste acquis à la victime en cas d'aggravation ultérieure de son état de santé[58] ou à ses ayants droit en cas de décès[59].

Recours engagés

En 2024, le FIVA a exercé **686 recours subrogatoires**, dont :

- **580 recours** sur le fondement de la faute inexcusable de l'employeur ;
- **103 recours** à l'égard d'employeurs publics, concernant des fonctionnaires (jurisprudence Moya-Caville du Conseil d'État[60]).
- **3 interventions** dans le cadre d'instances pénales[61].

Le FIVA est à l'initiative de l'action ***dans 72 % des cas****, et intervenant dans des procédures déjà engagées par les victimes ou leurs ayants droit* ***dans 28 % des cas.***

58 · La majoration doit suivre l'évolution du taux d'incapacité permanente (Civ.2e, 14/12/2004, pourvoi 03-30451).

59 · Le principe de la majoration de rente reste acquis pour le calcul de la rente de conjoint survivant, en cas de décès imputable à la maladie professionnelle.

60 · L'arrêt Moya-Caville (CE, 4 juillet 2003, nº 211106) permet aux victimes d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle relevant du régime des pensions (fonctionnaires) d'obtenir une indemnisation complémentaire.

61 · Devant le Tribunal correctionnel de Marseille

Évolution du nombre de recours engagés depuis 2014

Nombre de recours engagés (répartition par fondement)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	**2024**
Faute inexcusable de l'employeur	644	767	667	690	605	589	636	588	518	**580**
Juriprudence Moya-Caville (Fonctionnaires)	166	154	76	64	86	70	46	111	138	**103**
Reconnaissance de maladie professionnelle	4	3	2	4	1	0	2	1	0	**3**
TOTAL	**814**	**924**	**745**	**770**	**692**	**659**	**684**	**700**	**656**	**686**

Les 103 recours engagés dans la fonction publique se répartissent comme suit :



Aux nouveaux recours formés en 2024, s'ajoutent les procédures engagées les années précédentes, ainsi que les dossiers en cours d'instruction et ceux en cours d'exécution[62], de telle sorte qu'au 31 décembre 2024, le nombre de dossiers actifs s'élève à 2 040.

Décisions obtenues

L'activité subrogatoire du Fonds a abouti à 645 décisions en 2024 (103 accords amiables et 542 décisions contentieuses). Près de 12 500 décisions ont ainsi été obtenues depuis la création du FIVA (pour un montant total de recettes de plus de 559 millions d'euros).

Décisions contentieuses

Les décisions comptabilisées réunissent les décisions de justice au fond reçues dans l'année, exclusion faite des décisions intermédiaires, dites de procédure (désignation d'un comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles, mesures d'expertise, radiation, réouverture des débats, sursis à statuer, décision sur requête, etc.)[63].

En 2024, le FIVA a enregistré 542 décisions au fond *(480 en 2023).*

62 · Créances en instance de recouvrement auprès des employeurs et organismes de sécurité sociale.

63 · Plus de 120 décisions de procédure ont été enregistrées en 2024

Évolution des décisions contentieuses rendues au Fonds depuis 2015

Répartition des décisionscontentieuses au fond	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Faute inexcusable de l'employeur	657	518	605	756	588	462	692	603	477	**537**
Juriprudence Moya-Caville (Fonctionnaires)	3	3	2	3	0	0	0	2	0	**0**
Reconnaissance de maladie professionnelle	2	3	2	4	3	9	7	1	3	**5**
TOTAL	**662**	**524**	**609**	**763**	**591**	**471**	**699**	**606**	**480**	**542**

46 % de ces décisions contentieuses concernent des recours initiés par le FIVA (ce dernier ayant engagé le recours dans 250 dossiers) et 54 % d'entre elles des procédures auxquelles le FIVA s'est associé, les victimes ou leurs ayants droit l'ayant déjà initiée (292 dossiers).

En matière contentieuse, le taux de réussite s'établit à **91 % lorsque le FIVA est à l'origine du recours** et à **83 % lorsqu'il est partie intervenante.**

Accords de règlement amiable

Le Fonds s'efforce toujours de privilégier le règlement amiable des dossiers dans lesquels il compte engager son recours subrogatoire, tant à l'égard du secteur privé (demande de conciliation dans le cadre de la faute inexcusable de l'employeur) que du secteur public (demande de règlement amiable dans le cas de la jurisprudence Moya-Caville).

En 2024, le FIVA a obtenu 103 accords de règlement amiable, concernant aussi bien des fonctionnaires que des salariés relevant du régime de la faute inexcusable (contre 115 en 2023).

Dans la fonction publique, le FIVA a obtenu 68 accords amiables, se répartissant comme suit :



L'exécution du protocole conclu en 2014 avec le Ministère des Armées a abouti au règlement amiable de 46 dossiers (concernant 30 fonctionnaires et 16 salariés relevant du livre IV du code de la sécurité sociale).

À noter que le caractère « amiable » du règlement ***ne comporte pas de négociation sur les sommes dues à la victime ou au FIVA.***

Recettes et compléments d'indemnisation

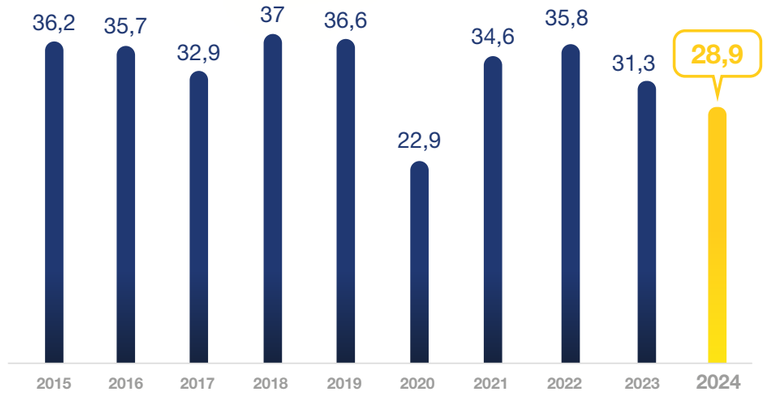
Recettes du contentieux subrogatoire en 2024

En 2024, les recettes du contentieux subrogatoire s'établissent à **28,90 millions d'euros**, se répartissant comme suit :

- 20,84 millions d'euros obtenus au titre des actions subrogatoires engagées devant les juridictions de sécurité sociale ;
- 7,45 millions d'euros obtenus dans le cadre des recours amiables (sur le fondement de la faute inexcusable ou de la jurisprudence Moya-Caville) ;
- 0,61 million d'euros au titre des remboursements des frais de procédure.

La diminution des recettes (7 %) est d'autant plus marquée qu'elle est concomitante à une augmentation du nombre de décisions (12,6 %). Dans les faits, si le taux de réussite des actions initiées par le FIVA reste très élevé (91 % sur les deux dernières années), ce sont les montants accordés par les juges qui sont en régression, notamment pour ce qui concerne les préjudices indemnisés par le FIVA sans preuve de l'existence et/ou du montant du préjudice.

Évolution des recettes de l'activité subrogatoire depuis 2015 (en millions d'euros)



Compléments d'indemnisation

L'efficacité de l'action subrogatoire doit également s'apprécier au regard des compléments d'indemnisation obtenus dans l'intérêt des victimes ou de leurs ayants droit[64]. En effet, *« la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur, à l'occasion de l'action à laquelle le fonds est partie, ouvre droit à la majoration des indemnités versées à la victime ou à ses ayants droit en application de la législation de sécurité sociale »*[65].

Pour les victimes vivantes, ce complément d'indemnisation consiste en une majoration du capital ou de la rente versé(e) au titre de la maladie professionnelle (qui suivra l'évolution du taux d'incapacité permanente en cas d'aggravation de l'état de santé) ou en une indemnité forfaitaire en cas d'incapacité permanente totale.

64 · Essentiellement des conjoints survivants.

65 · Article 53-VI, al.4 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (Loi nº 2000-1257 du 23 décembre 2000).

En cas de décès de la victime, outre les sommes dues au titre de l'action successorale, le complément d'indemnisation est constitué d'une majoration des rentes d'ayant droit ou d'un versement d'une indemnisation complémentaire à la succession.

En 2024, le FIVA a obtenu 534 compléments d'indemnisations, se répartissant comme suit :

- **255 majorations de rente** pour les victimes (167 en 2023) ;
- **135 majorations de rente** pour des ayants droit (145 en 2023) ;
- **144 indemnisations complémentaires** à percevoir par les héritiers des victimes (142 en 2023).

Par ailleurs, **233 décisions de justice** concernant des victimes vivantes ont précisé que la majoration allouée suivra le taux d'incapacité en cas d'aggravation, et **222 décisions** ont énoncé qu'en cas de décès imputable à la maladie professionnelle, le principe de la majoration restera acquis au conjoint survivant.

FOCUS —

SERVICE CONTENTIEUX SUBROGATOIRE

- **686 recours subrogatoires**
- **2 040 dossiers actifs** au 31 décembre 2024
- **645 décisions en 2024** (103 accords amiables et 542 décisions contentieuses)
- **Plus de 12 500 décisions** depuis la création du FIVA
- Taux de réussite : **91 % pour les recours du FIVA, 83 % pour les interventions**
- Recettes du contentieux subrogatoire en 2024 : **28,90 millions d'euros**



Le contentieux devant la Cour de cassation

Jurisprudence en matière de contentieux indemnitaire

En 2024, la Cour de cassation a rendu treize décisions en matière de contentieux indemnitaire, dont cinq arrêts non spécialement motivés[66], un désistement[67].

- **S'agissant de l'indemnisation du préjudice lié à l'incapacité fonctionnelle**, la haute juridiction a fait plusieurs applications du revirement de jurisprudence de son assemblée plénière du 20 janvier 2023 concernant la nature de la rente accident du travail-maladie professionnelle[68] : sur des moyens soulevés d'office, elle a censuré plusieurs décisions de cours d'appel imputant la rente versée par la caisse de sécurité sociale au titre de la maladie dont était atteinte la victime sur le poste de préjudice indemnisant le déficit fonctionnel permanent[69].
- **S'agissant du préjudice économique**, la Cour de cassation a :
  - énoncé que la perte de constitution d'une épargne par un parent au profit de son enfant ne peut d'office être exclue du périmètre du préjudice économique[70] ;
  - rappelé le pouvoir d'appréciation souverain des juges du fond s'agissant de ce préjudice[71] ;
  - rappelé qu'une erreur matérielle sur le montant d'un préjudice économique dans un arrêt d'appel ne pouvait être rectifiée que par la procédure prévue à l'article 462 du code de procédure civile[72] ;
  - rappelé que le choix opéré par une victime concernant la capitalisation d'une rente ne s'impose pas au juge du fond, qui reste entièrement souverain dans l'appréciation des modalités les plus adaptées à la réparation du préjudice[73].
- Dans un autre arrêt concernant l'évaluation **du préjudice lié à l'assistance par une tierce-personne et du préjudice moral**, la haute juridiction rappelle un principe de portée générale : l'existence d'un préjudice ainsi que du lien entre ce préjudice et la maladie relève de l'appréciation souveraine des juges du fond, tout comme la question de savoir si un préjudice dont l'indemnisation est sollicitée a déjà ou non été indemnisé par le biais de la procédure en faute inexcusable de l'employeur[74].
- **S'agissant enfin de la présomption liée à une reconnaissance en maladie professionnelle**, la haute juridiction a, par quatre arrêts[75], confirmé sa jurisprudence établie selon laquelle la reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie liée à l'amiante vaut présomption simple, susceptible de preuve contraire.

66 · Civ.2, 21/09/2023, pourvoi nº 22-10.491 / Civ.2, 25/05/2023, pourvoi nº 21-25.345 / Civ.2, 25/05/2023, pourvoi nº 21-25.344 / Civ.2, 15/06/2023, pourvoi nº 22-13.796 / Civ. 2, 25/01/2024, pourvoi nº 22-20.236

67 · Civ. 2, 12/09/2024, pourvoi nº 23-13.191

68 · AP, 20/01/2023, pourvois nº 20-23.673 et nº 21-23.947

69 · Civ.2, 16/11/2023, pourvoi nº 21-24.529

70 · Civ 2, 21/12/2023, pourvoi nº 22-17.456

71 · Civ 2, 30/05/2024, PEYRE, pourvoi nº 23-10.124

72 · Civ 2, 10/10/24, pourvoi nº 23-14.799

73 · Civ 2, 28/11/2024, pourvoi nº 23-14.076

74 · Civ 2, 19/12/2024, pourvoi nº 23-16.691

75 · Civ 2, 25/01/2024, pourvoi nº 22-20.236 / Civ 2, 14/03/2024, pourvoi nº 22-21.564 / Civ 2, 04/04/2024, pourvoi nº 22-20.244 / Civ 2, 04/04/2024, pourvoi nº 22-20.241

Jurisprudence en matière de contentieux subrogatoire

Onze arrêts ont été rendus par la Cour de cassation dans le cadre de l'action subrogatoire du FIVA en 2024, dont sept désistements[76] et trois rejets non spécialement motivés[77]. Un arrêt a par ailleurs été rendu par le Tribunal des conflits [78] sur une question de compétence.

- **S'agissant de la contestation du caractère professionnel de la maladie,** la Cour a :
  - rappelé que c'est par une appréciation souveraine que les juges du fond ont considéré que la victime avait été chargée de l'exécution de travaux effectués sur des équipements contenant des matériaux à base d'amiante et que les conditions du tableau 30 bis étaient donc remplies[79] ;
  - énoncé qu'il résulte de l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale et du tableau 30 bis des maladies professionnelles que la condition tenant à la liste limitative des travaux n'est remplie que si la victime a personnellement effectué l'un des travaux énumérés par ce tableau, qui est d'interprétation stricte[80].
- **En matière de compétence juridictionnelle**, le Tribunal des conflits a rendu une décision d'importance. Il a estimé, s'agissant d'anciens militaires passés dans le secteur privé, que l'action subrogatoire du FIVA relève de la compétence de la juridiction administrative. Y sont applicables les « *règles de droit commun de l'engagement de la responsabilité de la puissance publique* »[81].
- **S'agissant du préjudice moral**, la Cour de cassation a précisé que sont réparables en application de l'article L. 452-3 du code de la sécurité sociale les souffrances physiques et morales non indemnisées au titre du déficit fonctionnel permanent. Il appartient au juge, à la lumière du revirement de jurisprudence de l'Assemblée plénière de la Cour de cassation du 20 janvier 2023[82], d'en apprécier l'existence[83].
- **Enfin, en cas de pluralité d'employeurs**, la haute juridiction a précisé que le rachat d'une société A employant la victime, par une société B mise en cause, avec transmission du patrimoine de la 1re à la seconde, avait entraîné le transfert à cette dernière des obligations afférentes au contrat de travail[84].

76 · Ordonnance 66 032, 14/03/2024, pourvoi nº 22-23.519 / Ordonnance 66 034, 04/04/2024, pourvoi nº 22-23.520 / Ordonnance 66 035, 04/04/2024, pourvoi nº 22-23.518 / Ordonnance 66 038, 04/04/2024, pourvoi nº 23-20.814 / Ordonnance 60 411, 21/03/2024, pourvoi nº 23-21.043 / Ordonnance 61 057, 12/09/2024, pourvoi nº 24-11.344 / Ordonnance 66165, 21/11/2024, pourvoi nº 24-13.943

77 · Civ 2, 29/02/2024, pourvoi nº 22-18.084/Civ 2, 19/09/2024, pourvoi nº 23-11.311/Civ 2, 27/06/2024, pourvoi nº 22-11.087

78 · Tribunal des conflits, 22/04/2024, nº 4307

79 · Civ 2, 29/02/2024, pourvoi nº 22-18.084

80 · Civ 2, 29/02/2024, pourvoi nº 21-20.688

81 · Tribunal des conflits, 22/04/2024, pourvoi nº 4307

82 · AP, 20/01/2023, pourvois nº 20-23.673 et nº 21-23.947

83 · Civ 2, 19/09/2024, pourvoi nº 23-11.311

84 · Civ 2, 27/06/2024, pourvoi nº 22-11.087

ANNEXES

Partie 4 • ANNEXES I

ÉVOLUTION

DES DÉPENSES, OFFRES ET DEMANDES D'INDEMNISATION DEPUIS LA CRÉATION DU FIVA

Évolution des dépenses d'indemnisation ventilées par pathologies

Pathologies	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Maladies bénignes	22,6 %	1 095 622 202	10,2 %	40 330 727	11,3 %	38 278 118	10,4 %	31 345 534	10,0 %		30 145 701	9,2 %	21 531 682	6,6 %	18 002 397	5 %	13 356 137	4 %	14 094 602 €	5 %	17 465 423 €
Asbestose	3,9 %	188 370 172	3,6 %	14 069 806	3,8 %	12 968 419	3,4 %	10 161 147	3,8 %		11 318 206	2,8 %	6 482 005	2,9 %	7 908 724	3 %	8 719 509	3 %	10 956 994 €	3 %	11 228 037 €
Cancers pulmonaires	44,3 %	2 152 067 046	53,7 %	212 182 427	52,7 %	178 460 031	51,0 %	153 402 522	50,9 %		152 875 357	49,7 %	116 335 842	52,6 %	144 441 214	54 %	142 987 125	55 %	183 182 255 €	55 %	207 312 286 €
Mésothéliome	25,7 %	1 249 820 735	31,1 %	123 124 917	30,7 %	104 130 248	34,1 %	102 601 354	34,5 %		103 552 480	37,4 %	87 534 255	36,7 %	100 617 397	37 %	96 933 305	37 %	123 913 246 €	36 %	134 863 311 €
Autres pathologies	3,6 %	172 489 604	1,4 %	5 596 240	1,4 %	4 806 133	1,2 %	3 571 139	0,8 %		2 382 474	0,9 %	2 012 890	1,3 %	3 460 875	1 %	2 763 125	1 %	3 799 091 €	2 %	6 572 948 €
Total annuel	100 %	4 858 369 759	100 %	395 304 116	100 %	338 642 949	100 %	301 081 696	100 %		300 274 218	100 %	233 896 675	100 %	274 430 607	100 %	264 759 200	100 %	335 946 188 €	100 %	377 442 005 €
Total cumulé		**4 858 369 759**		**5 253 673 875**		**5 592 316 824**		**5 893 398 520**			**6 193 672 738**		**6 427 569 413**		**6 702 000 020**		**6 702 000 020**		**7302 705 407 €**		**7680 147 412 €**

Évolution des offres d'indemnisation

Pathologies	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Victimes	54 %	97709	39 %	7328	38 %	6685	40 %	6137	41 %		6100	40 %	5046	38 %	5433	37 %	5295	46 %	5871	38 %	4995
Ayants droit	46 %	84639	61 %	11491	62 %	10697	60 %	9216	59 %		8651	60 %	7449	62 %	8924	63 %	8847	54 %	7022	62 %	8261
Total des offres	100 %	182348	100 %	18819	100 %	17382	100 %	15353	100 %		14751	100 %	12495	100 %	14357	100 %	14142	100 %	12893	100 %	13256
Total cumulé		**182348**		**201167**		**218549**		**233902**			**248653**		**261148**		**275505**		**289647**		**302540**		**315796**

Évolution des demandes d'indemnisation

Pathologies	mi 2002-2015		2016		2017		2018		2019		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants
Nouveaux dossiers	40 %	90334	21 %	4228	21 %	3952	20 %	3736	19 %		3724	16 %	2724	17 %	2916	15 %	2699	15 %	2652	15 %	2916
Autres demandes	60 %	134860	79 %	15454	79 %	14825	80 %	14768	81 %		16001	84 %	14299	83 %	14298	85 %	15465	85 %	14766	85 %	16231
Total des demandes	100 %	225194	100 %	19682	100 %	18777	100 %	18504	100 %		19725	100 %	17023	100 %	17214	100 %	18164	100 %	17418	100 %	19147
Total cumulé		**225194**		**244876**		**263653**		**282157**			**301882**		**318905**		**336119**		**354283**		**371701**		**390848**



PRÉSENTATION

DU BARÈME INDICATIF D'INDEMNISATION DU FIVA

Le FIVA indemnise, selon le principe de la réparation intégrale, toutes les victimes de l'amiante (salariés rattachés aux différents régimes de sécurité sociale, agents de l'État, non-salariés et victimes environnementales) ainsi que leurs ayants droit.

Le barème indicatif du FIVA, approuvé par le conseil d'administration le 21 janvier 2003 et régulièrement actualisé[85], permet de garantir l'égalité de traitement des demandeurs sur l'ensemble du territoire et d'assurer la cohérence dans la prise en compte des différents préjudices.

Indemnisation de la victime

➜ Indemnisation des préjudices patrimoniaux (ou financiers) :

- le préjudice économique (perte de revenus) ;
- les frais de soins (hospitalisation, chirurgie, pharmacie, rééducation, etc.) restant à la charge de la victime ;
- les autres frais supplémentaires (tierce personne, aménagement du véhicule et du logement, etc.) restant à la charge de la victime ;
- les frais funéraires.

Ces préjudices sont indemnisés à condition qu'ils soient justifiés médicalement et sur la base des éléments de preuve produits par le demandeur (factures acquittées, etc.).

85 · Le barème indicatif d'indemnisation a été revalorisé une première fois par délibération du 22 avril 2008, puis par un vote du 15 juin 2023 qui prévoit à la fois une revalorisation des montants et l'évolution automatique annuelle de ceux-ci dans les mêmes conditions que celles prévues pour les rentes. En application de la délibération du 20 mai 2014, les rentes servies par le FIVA sont en outre revalorisées dans les conditions prévues par l'article L.341-6 du code de la sécurité sociale (dernière revalorisation en date du 1er juillet 2022). Conformément à la délibération du 29 mars 2013, le taux d'actualisation de la table de capitalisation est, quant à lui, actualisé suivant la modification du taux d'actualisation en annexe 1 de l'arrêté du 27 décembre 2011 relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du code de la sécurité sociale (dernière revalorisation le 5 janvier 2022). Enfin, le coût horaire de la tierce personne a été revalorisé par délibération du 16 novembre 2021 (17 €/h).

Partie 4 • ANNEXE II

➜ Indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux (ou personnels) :

L'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux est fonction de :

- la gravité de la pathologie, mesurée principalement suivant le taux d'incapacité tel qu'il résulte du barème médical du FIVA.
- l'âge à la date du diagnostic.

➜ Les postes de préjudice suivants peuvent être indemnisés :

- l'incapacité fonctionnelle[86] ;

  L'indemnisation par le FIVA de l'incapacité fonctionnelle repose sur une approche par point : un barème médical indicatif permet de déterminer le taux d'incapacité (de 5 à 100 %) auquel est affectée une valeur de point (en rente ou en capital).

  L'indemnisation est en principe servie sous forme de rente dont la valeur est progressive en fonction du taux d'incapacité, afin de tenir compte des conséquences de la pathologie sur l'état de santé de la victime. Le choix a été fait de privilégier l'indemnisation des pathologies les plus graves dans la mesure où les conséquences de l'incapacité fonctionnelle sont proportionnellement plus importantes pour les taux d'incapacité élevés que pour les taux faibles.

Pour une incapacité de 100 %, la rente est de 20915 euros par an (valeur au 1er avril 2024) :

Taux	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50
Rente FIVA	547	1151	1813	2534	3310	4146	5037	5988	6995	8060
Taux	**55**	**60**	**65**	**70**	**75**	**80**	**85**	**90**	**95**	**100**
Rente FIVA	9183	10363	11601	12897	14249	15660	17127	18653	20237	21877

* Montants en euros

86 · En application de la délibération du conseil d'administration du 17 mars 2009, le poste de préjudice correspondant à l'incapacité fonctionnelle est désormais placé dans la catégorie des préjudices extrapatrimoniaux. Cette classification n'est toutefois applicable que pour les dossiers reçus à compter du 6 avril 2009.

À l'origine, lorsque la rente était inférieure à 500 euros par an, l'indemnisation de l'incapacité fonctionnelle était versée sous forme de capital au moyen d'une table de capitalisation. Pour la première fois en 2022, le jeu des revalorisations successives a mécaniquement supprimé le versement sous forme de capital. Tirant les conséquences de cet état de fait, le conseil d'administration a décidé le 13 mars 2023 le versement des sommes dues sous forme de capital dès lors que l'incapacité fonctionnelle est reconnue par le FIVA à hauteur de 5 %.

Le FIVA utilise une table de capitalisation qui lui est propre, actualisée par délibération du conseil d'administration le 12 avril 2012 en fonction des critères suivants :

- *les projections pour l'année 2012 établies par l'Insee dans la table 2007-2060 (Insee – Résultats n° 117 Société, décembre 2010);*
- *le caractère asexué de la table;*
- *le taux d'actualisation en vigueur des tables de la CNAM relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454 1 du code de la sécurité sociale. Les modifications ultérieures de ce taux entraînent une modification automatique de la table de capitalisation du FIVA le mois suivant sa publication au Journal officiel. La dernière revalorisation de 0,46 % date du 1er Mai 2023.*

Pour plus d'informations : www.fiva.fr

- le préjudice moral ;
- le préjudice physique ;
- le préjudice d'agrément ;
- le préjudice esthétique (au cas par cas, suivant les constatations médicales notamment l'amaigrissement extrême, les cicatrices, le recours à un appareillage respiratoire, la modification cutanée ou déformation thoracique).

En cas d'aggravation de l'état de santé de la victime en lien avec la pathologie liée à l'amiante déjà indemnisée ou en cas d'apparition d'une nouvelle pathologie liée à l'amiante, l'indemnisation des préjudices patrimoniaux et extrapatrimoniaux est réétudiée en fonction de l'évolution de l'incapacité.

Indemnisation des préjudices des ayants droit

Le FIVA a sensiblement étendu la notion d'ayant droit par rapport à la définition utilisée par la sécurité sociale (conjoint survivant, enfants, ascendants) en retenant le sens qui lui est donné en réparation intégrale, reposant sur la proximité affective.

Les proches des victimes de l'amiante peuvent demander une indemnisation au titre du préjudice moral et d'accompagnement subi en cas de décès de la victime causé par l'amiante. L'indemnisation est alors fixée selon le barème d'indemnisation et varie en fonction du lien de proximité avec la victime (de 37 700 € pour les conjoints à 3 800 € pour les petits-enfants). Depuis le 15 juin 2023, ces montants sont automatiquement revalorisés chaque année, à compter du 1er avril 2024, dans les mêmes conditions que celles prévues pour la revalorisation des rentes.

Par ailleurs, lorsque les proches subissent un préjudice économique du fait du décès de la victime (par exemple, perte de revenus du ménage), ils peuvent en obtenir réparation. Les revenus avant et après le décès sont comparés en tenant compte de la composition du ménage ; si ces revenus diminuent, le FIVA peut verser une compensation. Le conseil d'administration du FIVA a fixé les éléments à prendre en compte dans le calcul du préjudice économique du conjoint survivant.

Lorsque la victime décède des conséquences de la pathologie liée à l'amiante, les ayants droit héritiers de la victime peuvent bénéficier, en plus de l'indemnisation de leurs préjudices personnels, de l'action successorale (versement à la succession des sommes indemnisant les préjudices subis directement par la victime).

ARTICLE 89

DE LA LOI N° 2023-1250 DU 26 DÉCEMBRE 2023 DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2024

L'article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 est ainsi modifié :

- 1° Le deuxième alinéa du II est ainsi modifié :
  - a) Le mot : « mission » est remplacé par le mot : « missions » ;
  - b) Sont ajoutés les mots : « et d'identifier les personnes mentionnées au même I » ;
- 2° Après le III, il est inséré un III bis A ainsi rédigé :
  - « III bis A.-Le fonds peut requérir de tout service de l'État, de toute collectivité publique, de tout organisme de sécurité sociale, de tout organisme assurant la gestion des prestations sociales ou de tout organisme assureur susceptibles de réparer tout ou partie du préjudice des informations ou des données à caractère personnel strictement nécessaires pour identifier les éventuels bénéficiaires de la réparation des préjudices définis au I du présent article et pour prendre contact avec eux.
  - « Les informations et les données à caractère personnel ainsi recueillies ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles mentionnées au deuxième alinéa du II. Les personnes qui ont connaissance des informations et des données à caractère personnel transmises au fonds sont tenues au secret professionnel.
  - « Au moment de la première communication individuelle avec les bénéficiaires mentionnés au premier alinéa du présent III bis A, le fonds les avise de leurs droits d'accès et de rectification ainsi que de leur droit de s'opposer à la poursuite du traitement des données. Lorsque le bénéficiaire exprime son opposition à la poursuite du traitement des données ou lorsque ce traitement révèle que le bénéficiaire n'a pas droit à la réparation des préjudices définis au I, les informations et les données à caractère personnel le concernant sont détruites sans délai.
  - « Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions d'application du présent III bis A, notamment les informations et les catégories de données recueillies ainsi que leurs modalités de transmission et de conservation. »

NOTES

FIVA

FIVA
Tour Altaïs
1 Place Aimé Césaire
93102 MONTREUIL CEDEX

0801 90 24 94
(N° vert gratuit)

www.fiva.fr

Création graphique : www.fredericbay.com
Juin 2025